

FLERS

agglomération

SB/EA

Communauté	Date	Délibération	Nature	Folio n°
d'Agglomération du Pays de Flers	24.04.14	27	5.4	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 02 DU 24 AVRIL 2014

10 questions, numérotées de 27 à 36

DELIBERATION

DELEGATIONS DU CONSEIL AU PRESIDENT ATTRIBUTIONS

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompierre), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompierre), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEMBault (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaire absent	Suppléant présent	Questions

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Daniel BIGEON	Bruno LOUISE	27
	Gaëlle PIOLINE	Sonia LAFAY	27 à 32
	Jean CHATELAIS	Irène COJEAN	
	Lori HELLOCO	Yves GOASDOUE	Ensemble de la séance
	Patrick LESELLIER	Serge HAMEL	
	Jean-Marie POTHE	Hervé LEMANCEL	

Excusé : /

Absents : Laurent JUMELINE (27) ; Michel DUMAINE (27 et 28) ; Claude GASNIER (27 à 35)

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53	27	44	50
Quorum : 27	28	46	51
	29 à 32	47	52
	33 à 35	49	52
	36	50	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
18.04.14	18 h 35	Alain MAUGER	20 h 22	30.04.14	30 AVR. 2014

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
ATTRIBUTIONS
DELEGATIONS AU PRESIDENT
Art L 5211-10 du CGCT

Annexe à la délibération n° 27 du
CC n° 02 du 24.04.14



Le Président,

Yves GOASDOUE

TABLEAU RECAPITULATIF

DELEGATION	OBJET	ENONCE	DANS LES LIMITES SUIVANTES <i>librement fixées par le Conseil</i>
n° 1	AFFECTATION DES PROPRIETES Art. 1	Arrêter et modifier l'affectation des propriétés communautaires utilisées par les services publics communautaires	
			<p><i>Sont uniquement concernés les tarifs dérogatoires pratiqués au centre aquatique CAPFL'O et à la Médiathèque :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Sur les périodes suivantes pour CAPFL'O</i> <ul style="list-style-type: none"> - la fête des Mères : durant les 15 jours précédents la date - la fête des Pères : durant les 15 jours précédents la date - la Saint Valentin : durant les 15 jours précédents la date - les fêtes de fin d'année : durant les 30 jours précédents Noël et le Jour de l'An - les soldes : pendant la période fixée par la réglementation en vigueur (2 fois par an) - les périodes de vacances scolaires - <i>Sur les périodes suivantes pour la Médiathèque</i> <ul style="list-style-type: none"> - la fête des Mères : durant les 3 semaines ouvrées qui précèdent la date - la fête des Pères : durant les 3 semaines ouvrées qui précèdent la date - la Saint Valentin : durant les 3 semaines ouvrées qui précèdent la date - les fêtes de fin d'année : de la semaine 48 à la semaine 3 - Fête du Livre (organisée par la Médiathèque tous les deux ans) <p>- <i>Dans les limites suivantes pour CAPFL'O :</i> <i>Produit</i> - Possibilité de réductions tarifaires de 5 à 50% sur les articles proposés à la vente.</p> <p><i>Entrées :</i> 1€ de réduction sur l'entrée enfant et sur l'entrée adulte ; 2 entrées piscine adulte achetées = 1 entrée piscine enfant offerte ; 1 entrée piscine offerte pour 3 achetées.</p> <p><i>Comités d'entreprises :</i> -20% et -30% sur entrée piscine et balnéo et -10% sur les leçons de natation.</p> <p><i>Pour les activités</i> - Pass excellence (328€) au semestre ou piscine + balnéo + 1 séance AB/semaine + AGym = 1 soin aux pierres chaudes offert Pass Form (177€) au semestre ou Agym = 1 soin du visage offert Pass Abike(275 €) au semestre + AGym 1x/jour = 1 soin du corps offert</p> <p>- <i>Dans les limites suivantes pour la Médiathèque :</i></p> <p><i>Abonnements</i> - Possibilité de réductions tarifaires allant de 25 à 50% sur les abonnements individuels dans le cadre des événements décrits au paragraphe précédent. - Possibilité pour le Président d'accorder 50 abonnements annuels maximum par an gratuits par décision (nouveaux arrivants, Fête du Livre ...)</p> <p><i>Articles :</i> - Possibilité d'offrir 1 sac pour tout abonnement acheté dans le cadre des opérations « fêtes des mères », « fêtes des pères », « Saint Valentin » ou « fêtes de fin d'année » ou « Fête du livre »</p>
n° 2	TARIFS Art 2	Fixer, dans les limites déterminées par le conseil communautaire, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Communauté d'Agglomération qui n'ont pas un caractère fiscal.	

n° 3	REALISATION ET GESTION DES EMPRUNTS Art 3	Procéder, dans les limites fixées par le Conseil Communautaire, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change, ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L 1618-2 et au a de l'article L 2221-5-1 sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires.	<i>Cf délibération n° 28 du 24 avril 2014</i>
n° 4	MARCHES PUBLICS Art 4	Prendre toutes décisions concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget	<i>Du premier euro au seuil des procédures formalisées</i>
n° 5	LOUAGE DE CHOSSES Art 5	Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans	<i>Durée maximale au plus égale à 9 ans</i>
n° 6	Contrats d'assurance Art 6	Passer des contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes	
n° 7	REGIE Art 7	Créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services communautaires.	
n° 9	DONS ET LEGS Art 9	Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges	
n° 10	CESSIONS MOBILIERES Art 10	Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 €	<i>Valeur maximale : 4 600 €</i>
n° 11	HONORAIRES Art 11	Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts	
n° 12	EXPROPRIATION Art 12	Fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la communauté à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes	
n° 15	DROIT DE PREEMPTION Art 15	Exercer au nom de la Communauté, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la Communauté en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le Conseil Communautaire	<i>Sans limitation de montant</i>

n° 16	ACTIONS EN JUSTICE Art 16	Intenter au nom de la Communauté les actions en justice ou défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle dans les cas définis par le Conseil Communautaire	Devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire a) autorisation de DEFENDRE aussi bien les intérêts de la communauté que ceux des agents communautaires pouvant être impliqués dans l'exercice de leurs fonctions (dans le cadre de l'article 11 de la loi n° 83.634 du 13.07.83 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires) b) autorisation d'INTENTER toute action en justice dès lors qu'elle a pour objet la préservation du patrimoine communautaire, l'environnement ou l'exercice des compétences dévolues à la Communauté en application de ses statuts. Cette autorisation comprend la faculté de constitution de partie civile, et ce en première instance, en appel ou en cassation
n° 17	VEHICULES COMMUNAUTAIRES Accidents Art 17	Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules communautaires dans la limite fixée par le Conseil Communautaire	Montant des dommages n'excédant pas 8 000 €
n° 18	OPERATIONS FONCIERES Art 18	Donner en application de l'article L 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la Communauté préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local	
n° 19	Art 19	Signer la convention prévue par le 4 ^{ème} alinéa de l'article L 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le 3 ^{ème} alinéa de l'article L 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux	Délégation donnée
n° 20	LIGNES DE TRESORERIE Art 20	Réaliser les lignes de trésorerie sur la base du montant maximum autorisé par le Conseil Communautaire	Cf délibération n° 28 du 24 avril 2014
n° 22	DROIT DE PRIORITE Art 22	Exercer au nom de la Communauté le droit de priorité défini aux articles L 240-1 à L 240-3 du code de l'urbanisme	

FLERS

agglomération

SB/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	28	7.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 02 DU 24 AVRIL 2014

10 questions, numérotées de 27 à 36

DELIBERATION

EMPRUNT ET TRESORERIE DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE AU PRESIDENT

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompierre), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAUT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LAGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompierre), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaire absent	Suppléant présent	Questions

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Daniel BIGEON	Bruno LOUISE	27
	Gaëlle PIOLINE	Sonia LAFAY	27 à 32
	Jean CHATELAIS	Irène COJEAN	
	Lori HELLOCO	Yves GOASDOUE	Ensemble de la séance
	Patrick LESELLIER	Serge HAMEL	
	Jean-Marie POTHE	Hervé LEMANCEL	

Excusé : /

Absents : Laurent JUMELINE (27) ; Michel DUMAINE (27 et 28) ; Claude GASNIER (27 à 35)

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53	27	44	50
Quorum : 27	28	46	51
	29 à 32	47	52
	33 à 35	49	52
	36	50	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
18.04.14	18 h 35	Alain MAUGER	20 h 22	30.04.14	30 AVR 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	28	7.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

présenté par

Serge HAMEL

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
FINANCES					
CONSEIL	Séance	02	24.04.14	N° d'ordre	N° délibération
				2	28

OBJET	EMPRUNT ET TRESORERIE - DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE AU PRESIDENT
--------------	--

MG/VV

Chers Collègues,

Nous venons d'accorder à Monsieur le Président des délégations de compétences. En application des dispositions de l'article L2122-22 3° du Code Général des Collectivités Territoriales, je vous propose d'étendre la délégation aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change et les opérations de gestion de trésorerie.

A la date du 17 avril 2014, l'encours de la dette présente les caractéristiques suivantes :

❖ BUDGET GENERAL

- Encours total de la dette : 21 999 871 €
- Encours détaillé de la dette selon la classification de la Charte Gissler :
 - Dette classée en A1 : 18 229 933 €
 - Dette classée en E1 : 2 261 294 €
 - Dette classée en E4 : 578 592 €
 - Dette classée en 6F : 930 052 €

❖ BUDGET EAU.

- Encours total de la dette : 10 415 580 €
- Encours détaillé de la dette selon la classification de la Charte Gissler :
 - Dette classée en A1 : 4 989 471 €
 - Dette classée en E3 : 1 077 659 €
 - Dette classée en E4 : 2 156 691 €
 - Dette classée en 6F : 2 191 759 €

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	28	7.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

❖ **BUDGET ASSAINISSEMENT**

- Encours total de la dette : 6 014 177 €
- Encours détaillé de la dette selon la classification de la Charte Gissler :
 - Dette classée en A1 : 2 408 357 €
 - Dette classée en E3 : 2 541 644 €
 - Dette classée en E4 : 527 797 €
 - Dette classée en 6F : 536 379 €

❖ **BUDGET HALLE TECHNOLOGIQUE**

- Encours total de la dette : 902 406 €
- Encours détaillé de la dette selon la classification de la Charte Gissler :
 - Dette classée en A1 : 4 232 €
 - Dette classée en E4 : 445 465 €
 - Dette classée en 6F : 452 709 €

❖ **CONSOLIDE TOUS BUDGETS**

- Encours total de la dette : 39 332 033 €
- Encours détaillé de la dette selon la classification de la Charte Gissler :
 - Dette classée en A1 : 25 631 993 €
 - Dette classée en E1 : 2 261 294 €
 - Dette classée en E3 : 3 619 302 €
 - Dette classée en E4 : 3 708 546 €
 - Dette classée en 6F : 4 110 898 €

Stratégie d'endettement

Pour financer tout investissement et dans la limite des sommes inscrites chaque année au budget, la souscription de nouveaux prêts s'inscrira dans le cadre de la stratégie d'endettement suivante.

Compte-tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers souhaite recourir à des produits de financement dont l'évolution des taux doit être limitée. Ces produits ne pourront être classés dans une catégorie supérieure à B1 de la Charte Gissler.

Les produits de financement pourront donc être :

- Des emprunts obligataires
- Et/ou des emprunts classiques : taux fixe ou taux variable sans structuration
- Et/ou des emprunts avec des barrières sur Euribor

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	28	7.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

Dans un souci d'optimisation de sa dette, pour chaque souscription d'emprunt, il sera procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Ces produits de financement pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :

- La faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable
- La faculté de modifier l'index relatif au calcul des taux d'intérêt
- Des droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement anticipé et/ou consolidation
- La possibilité d'allonger la durée du prêt
- Un profil d'amortissement linéaire, progressif, ou sur mesure
- La faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement
- La possibilité de modifier la périodicité de mobilisation de l'emprunt

Les index de référence pourront être des index de la zone euro, de court terme ou obligataires (Euribor, EONIA, TMO, TME, etc...).

Des commissions pourront être versées aux banques pour ces opérations.

Réaménagement de dette

Les remboursements anticipés et/ou le refinancement de contrats de prêts pourront se faire aux dates d'échéance et hors dates d'échéance en précisant que le montant maximum refinancé est le montant du capital restant dû de chacun des contrats majoré éventuellement d'une indemnité compensatrice.

Dans un objectif de sécurisation de l'encours de dette existant, les refinancements de prêts aboutissant à une diminution du risque, selon la typologie de la Charte Gissler, sont autorisés (exemple : passage de E3 à D3).

Couverture des risques de taux

Compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers se laisse la possibilité de recourir à des opérations de couverture des risques de taux afin de se protéger contre d'éventuelles hausses des taux ou au contraire afin de profiter d'éventuelles baisses.

Ces instruments permettent de modifier, figer ou garantir un taux.

Ces opérations de couverture sont toujours adossées aux emprunts constitutifs de la dette et le montant de l'encours de la dette sur lequel portent les opérations de couverture ne peut excéder l'encours global de la dette de la collectivité.

La durée des contrats de couverture ne peut être supérieure à la durée résiduelle des emprunts auxquels les opérations sont adossées.

Pour l'exécution de ces opérations, il sera procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Les index de référence pourront être des index de la zone euro, de court terme ou obligataires (Euribor, EONIA, TMO, TME, etc...).

Des commissions pourront être versées aux banques pour ces opérations.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	28	7.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

Ligne de trésorerie

Dans un souci d'optimisation de la gestion de sa trésorerie, la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers se laisse la possibilité de recourir à des lignes de trésorerie dans la limite d'un montant maximum de 800 000 €.

Pour l'exécution de ces opérations, il sera procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Les index de référence pourront être des index de la zone euro de court terme (Euribor, EONIA, T4M, etc...).

Des commissions pourront être versées aux banques pour ces opérations.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - CONFERER** à Monsieur le Président délégation pour procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change et de passer à cet effet les actes nécessaires, dans les limites fixées ci-dessus.
- 2 - CONFERER** à Monsieur le Président délégation pour réaliser des lignes de trésorerie, dans les limites fixées ci-dessus.
- 3 - PRECISER** que, conformément aux dispositions de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation, seront prises, en cas d'empêchement du Président, par le Vice-Président concerné.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140424-DEL28-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/04/2014
Publication : 30/04/2014

FLERS

agglomération

SB/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	29	5.3	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 02 DU 24 AVRIL 2014

10 questions, numérotées de 27 à 36

DELIBERATION

COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES TRANSFERTS FORMATION

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LAGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVÉE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaire absent	Suppléant présent	Questions

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Daniel BIGEON	Bruno LOUISE	27
	Gaëlle PIOLINE	Sonia LAFAY	27 à 32
	Jean CHATELAIS	Irène COJEAN	
	Lori HELLOCO	Yves GOASDOUE	Ensemble de la séance
	Patrick LESELLIER	Serge HAMEL	
	Jean-Marie POTHE	Hervé LEMANCEL	

Excusé : /

Absents : Laurent JUMELINE (27) ; Michel DUMAINE (27 et 28) ; Claude GASNIER (27 à 35)

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53	27	44	50
Quorum : 27	28	46	51
	29 à 32	47	52
	33 à 35	49	52
	36	50	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
18.04.14	18 h 35	Alain MAUGER	20 h 22	30.04.14	30 AVR 2014

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

www.flers-agglomeration.fr

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	29	5.3	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

RAPPORT

Présenté par

Serge HAMEL

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
FINANCES					
CONSEIL	Séance	02	24.04.14	N° d'ordre	N° délibération
				3	29

OBJET

**COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES TRANSFERTS -
FORMATION**

MG/VV

Chers Collègues,

Conformément à l'article 3.6 des statuts, il convient de constituer la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT).

Elle est composée de 33 membres titulaires. Chaque commune a, au moins, 1 délégué au sein de la commission et les communes les plus importantes de chacun de nos EPCI préexistants, La Ferrière aux Etangs, Messei et Saint Georges des Groseillers, Bellou-en-Houlme, La Lande-Patry et La Selle-La-Forge, ont 2 représentants, Flers en ayant 3.

Les délégués sont répartis de la manière suivante :

- Flers : **3**
- La Ferrière aux Etangs, Messei, Saint Georges des Groseillers, Bellou-en-Houlme, La Lande-Patry et La Selle-La-Forge : **2**
- chacune des 18 autres communes : **1**

Afin d'assurer une représentation permanente de toutes les communes, chaque délégué a un suppléant, élu en même temps que lui, qui siège avec voix consultative lorsque le titulaire est présent et délibérative lorsqu'il est absent.

Cette instance est appelée à jouer un rôle permanent au sein de la Communauté d'Agglomération dans la mesure où elle intervient chaque fois que des transferts de compétences se produisent en application de l'article L 5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il est nécessaire de la reconstituer après chaque renouvellement général des conseils municipaux.

Il est enfin rappelé que cette commission ne dispose que d'un simple pouvoir de proposition : pour être effectives les évaluations ainsi opérées doivent être approuvées par les conseils municipaux des communes-membres selon les règles de majorité qualifiée précisées à l'article L 5211-5 qui prévalent en matière de création de la structure.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

PROCEDER à l'élection, au scrutin secret, des membres de la CLET, sur les propositions correspondant aux souhaits des communes membres, et qui s'établissent comme suit :

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	29	5.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

Sont élus par 52 voix sur 52 suffrages exprimés :

Commission Locale d'Evaluation des Transferts des charges

<i>Commune</i>	<i>TITULAIRES</i>		<i>SUPPLEANTS</i>	
AUBUSSON	Sylvain	BOULANT	Gérald	JULIE
BANVOU	Joël	JOURDAN	Alain	PANCHAU
BELLOU EN HOULME	Gérard	BERTRAND	Stéphane	DURAND
	Jean-Marie	GAUDIN	Jacqueline	ONFRAY
CALIGNY	Auguste	ROGER	Gilbert	COURTEILLE
CERISY-BELLE-ETOILE	Hervé	BORDERIE	Martine	DESRAME
DOMPIERRE	Daniel	BIGEON	Eric	JARDIN
ECHALOU	Philippe	LEPAGE	Claude	GASNIER
FLERS	Yves	GOASDOUE	Sonia	LAFAY
	Serge	HAMEL	Jean	CHATELAIS
	Gaëlle	PIOLINE	Colette	BUFFARD
LA BAZOQUE	Martial	LORET	Mélanie	PHILLIPPS
LA CHAPELLE-AU-MOINE	Marc	DELETANG	Michel	BESNARD
LA CHAPELLE-BICHE	Marie-Christine	LEDEUX	Patrick	CHEVALIER
LA COULONCHE	Bruno	LOUISE	François	CHOCHON
LA FERRIERE AUX ETANGS	Vincent	BEAUMONT	Gaëtan	MOREAU
	Geneviève	BOUDET	Gérard	OLIVIER
LA LANDE-PATRY	Bruno	REUBEUZE	Patrick	LESELLIER
	Jean	BOUQUEREL	Michel	LECORNUE
LA SELLE-LA-FORGE	Serge	LOUCHE	Sylvie	THIEULENT
	Danièle	BLANCHET	Emmanuelle	VALLADE
LE CHATELLIER	Didier	LANGLIN	Thérèse	SOUTIF
LANDIGOU	Gérard	BERNET	Jean-Pierre	LEGRAND

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	29	5.3	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

LANDISACQ	Béatrice	GUYOT	Pascal	DAUPHY
MESSEI	Paul	CARRE	Pascal	TOUTAIN
	Nadine	COURTEILLE	Caroline	LAUGER
MONTILLY-SUR-NOIREAU	Alain	DELAUNAY	Jérôme	MERCIER
SAINT ANDRE DE MESSEI	Jean-Claude	GUILLEMINE	Dominique	VEGEE
SAINT-CLAIR-DE-HALOUZE	Joëlle	SERAIS	Stéphane	JOUIN
SAINT-GEORGES-DES- GROSEILLERS	Guy	LANGE	Gérard	COLIN
	Chantal	CORVEE	François	GUIBOUT
SAINT PAUL	Jean-Marie	POTHE	Claude	MONTEMBAUT
SAIRES LA VERRERIE	Charly	LETETREL	Marc	DENIS

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140424-DEL29-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/04/2014
Publication : 30/04/2014



PAYS DE FLERS
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

V3

MARS 2014



Annexe à la délibération ³⁰
du C.C. N° ² du ^{27/06/14}
Le Président

Yves GOASDOUE



ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES

Dossier d'enquête publique


SAFEGE
Ingénieurs Conseils

SIÈGE SOCIAL
PARC DE L'ÎLE - 15/27 RUE DU PORT
92022 NANTERRE CEDEX
Direction Déléguée Ouest : 1 rue du Général de Gaulle - 35760 SAINT-GRÉGOIRE

TABLE DES MATIÈRES

1 Préambule.....	8
1.1 Objectifs du zonage	9
1.2 Enquête publique	9
1.3 Périmètre de l'étude.....	10
2 Contexte réglementaire	13
2.1 La loi sur l'eau.....	13
2.2 Les SDAGES.....	14
2.2.1 Le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands	16
2.2.2 Le SDAGE Loire Bretagne.....	18
2.3 Les SAGES	19
2.3.1 Le SAGE Orne Moyenne	19
2.3.2 Le SAGE Mayenne.....	21
3 Dimensionnement de l'assainissement pluvial	22
3.1 Dispositions techniques générales.....	22
3.2 Application à la zone d'étude	23
3.2.1 Caractérisation de l'existant	23
3.2.2 Urbanisation projetée.....	27
3.3 Niveaux de protection préconisés.....	30
4 Assainissement des zones d'extensions urbaines.....	31
4.1 Détermination des débits maximaux acceptables.....	31
4.1.1 Hypothèses de calcul	31
4.1.2 Débits actuels et futurs sur les zones destinées à l'urbanisation	33
4.2 Détermination des volumes à stocker.....	35
4.3 Préconisations concernant la conception des bassins de rétention.....	39
4.3.1 Enjeux.....	39
4.3.2 Prescriptions	39

4.3.3	Rappel des obligations de la CAPF et des particuliers	41
5	Prescription du zonage pluvial	43
5.1	Solutions proposées	43
5.2	Carte de zonage	44
5.3	Préconisations	44
5.3.1	Généralités	44
5.3.2	Zones urbanisables (AU)	44
5.3.3	Zones urbanisées (U)	44
5.3.4	Zones agricoles (A) et naturelles (N)	45

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Liste des Figures :

Figure 1-1 :	Localisation de la zone concernée par le zonage.....	11
Figure 1-2 :	Occupation du sol sur la Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS	12
Figure 2-1 :	Réseau hydrographique et limite des SDAGE	15
Figure 2-2 :	Débit de fuite selon la surface à urbaniser.....	20
Figure 3-1 :	Topographie sur la zone d'étude	24
Figure 3-2 :	Aléa inondation sur la zone d'étude (Source : DDT de l'Orne)....	26
Figure 3-3 :	Projet PLUI (Source : Projet du PLUI - Bureau d'étude TECAM) ..	28
Figure 3-4 :	Zones pour lesquelles la densification ne doit pas entraîner de modification du débit de fuite actuel	29
Figure 4-1 :	Volumes à stocker par hectare aménagé, selon l'imperméabilisation et le niveau de protection souhaité avec un débit de fuite de 5 L/s/ha ..	38

Liste des Tableaux :

Tableau 1-1 :	Données démographiques de la CAPF	10
Tableau 2-1 :	Objectifs de qualité des masses d'eau de la zone d'étude (Source : SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands, 2008)	18
Tableau 3-1 :	Niveaux de protection selon la norme NF-EN-752	22
Tableau 4-1 :	Coefficients de ruissellement selon le type d'urbanisation future.	32
Tableau 4-2 :	Détail des débits décennaux actuels et futurs sur les zones à urbaniser	34

Tableau 4-3 : Calcul des volumes de stockage sur les zones d'extension de l'urbanisation – Zone du SDAGE Seine Normandie.....	36
Tableau 4-4 : Calcul des volumes de stockage sur les zones d'extension de l'urbanisation – Zone du SDAGE Loire Bretagne.....	36

TABLE DES ANNEXES

Annexe 1 Carte du zonage

Annexe 2 Présentation des techniques de stockage/infiltration des eaux pluviales

**Annexe 3 Exemple de calcul pour le dimensionnement des bassins de rétention :
Méthode des pluies**

1

Préambule

La Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS a souhaité se doter d'une étude générale de son système d'assainissement pluvial afin d'adapter sa politique de gestion des eaux pluviales :

- ✓ en considérant le contexte hydrologique du secteur ;
- ✓ pour disposer d'outils actualisés et opérationnels de gestion du système d'assainissement pluvial – système d'information géographique (SIG) et modèle numérique - ;
- ✓ en intégrant à la réflexion le développement de l'urbanisme des années à venir ;
- ✓ en assurant une cohérence des interventions à venir avec les objectifs fixés par le SAGE Orne moyenne *via* une détermination de l'impact des réseaux d'eaux pluviales sur la qualité des eaux du milieu récepteur ;
- ✓ en quantifiant les investissements à venir sous forme d'un programme de travaux chiffré et hiérarchisé ;
- ✓ en intégrant à son PLUI un zonage pluvial ;
- ✓ en régularisant ses réseaux d'eaux pluviales conformément au décret 2006-881 du 17 juillet 2006 ;
- ✓ en appréhendant les différents modes de gestion des eaux pluviales.

La prestation d'étude est constituée de 8 phases :

- ✓ **Phase 1** : Prediagnostic
- ✓ **Phase 2** : Reconnaissance de terrain
- ✓ **Phase 3** : Campagne de mesures
- ✓ **Phase 4** : Modélisation
- ✓ **Phase 5** : Schéma directeur d'assainissement pluvial
- ✓ **Phase 6** : Régularisation des réseaux d'assainissement pluvial
- ✓ **Phase 7** : Zonage eaux pluviales
- ✓ **Phase 8** : Compétence « eaux pluviales » et mise en place de la taxe pluviale

Le présent rapport constitue le rapport de la phase 7 de l'étude, rapport de l'étude de zonage pluvial.

1.1 Objectifs du zonage

L'objectif du zonage pluvial est d'établir un schéma de maîtrise qualitative et quantitative des eaux pluviales sur la Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS par :

- ✓ La compensation des ruissellements et de leurs effets, par des techniques compensatoires ou alternatives qui contribuent également au piégeage des pollutions à la source ;
- ✓ La prise en compte de facteurs hydrauliques visant à freiner la concentration des écoulements vers les secteurs aval, la préservation des zones naturelles d'expansion des eaux et des zones de stockage temporaire ;
- ✓ La protection des milieux naturels et la prise en compte des impacts de la pollution transitée par les réseaux pluviaux, dans le milieu naturel.

Atteindre ces objectifs nécessite la mise en œuvre de mesures variées :

- ✓ Mesures curatives devant les insuffisances capacitaires du réseau en situation actuelle ;
- ✓ Mesures préventives pour les zones d'urbanisation future.

1.2 Enquête publique

L'enquête publique préalable à la délimitation des zones d'assainissement pluvial est celle prévue à l'article R 123-11 du Code de l'Urbanisme.

Le zonage pluvial approuvé est en effet intégré au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) de la CAPF. Il doit donc être en cohérence avec les documents de planification urbaine, qui intègrent à la fois l'urbanisation actuelle et future. Il est consulté pour tout nouveau Certificat d'Urbanisme ou permis de construire.

Ce dossier d'enquête comprend deux pièces:

- ✓ **La présente notice justifiant le zonage, avec des fiches descriptives par zones homogènes ;**
- ✓ **La carte de zonage.**

1.3 Périmètre de l'étude

L'étude du système d'assainissement des eaux pluviales de la Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS a été réalisée sur 14 communes qui la composaient avant le 1^{er} janvier 2013 soit les communes listées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1-1 : Données démographiques de la CAPF

Communes	Population	Surface	Densité
Aubusson	370	4 km ²	92,5 hab/km ²
La Bazoque	240	2,6 km ²	92 hab/km ²
Caligny	840	15 km ²	56 hab/km ²
Cerisy Belle Etoile	730	13,5 km ²	54 hab/km ²
La Chapelle au Moine	605	5,5 km ²	110 hab/km ²
La Chapelle Biche	460	6,5 km ²	70,8 hab/km ²
Flers	17560	21,5 km ²	816,7 hab/km ²
La Lande Patry	1817	6,5 km ²	279,5 hab/km ²
Landigou	500	5,5 km ²	91 hab/km ²
Montilly sur Noireau	775	11 km ²	70,5 hab/km ²
Saint Clair de Halouze	865	12 km ²	72 hab/km ²
Saint Georges des Grosielliers	3250	7 km ²	464,3 hab/km ²
Saint Paul	650	8 km ²	81,2 hab/km ²
La Selle la Forge	1290	8 km ²	161,2 hab/km ²

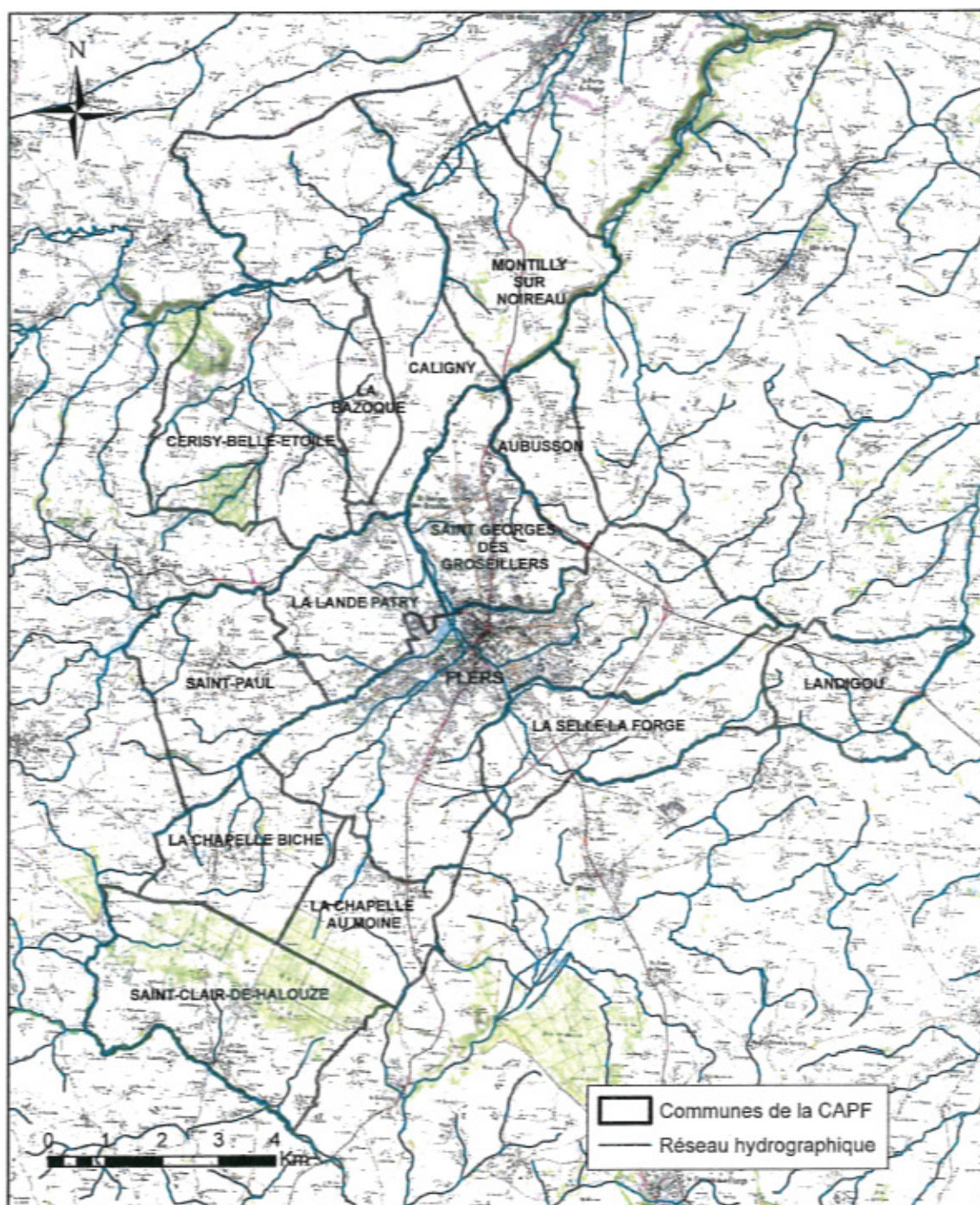


Figure 1-1 : Localisation de la zone concernée par le zonage

La zone d'étude, d'une surface totale de 127 km², est essentiellement rurale et constituée de terres agricoles (prairies ou surfaces cultivées) à 84% pour 10% de surface urbanisée (cf. Figure 1-2). La commune de FLERS, de 16 090 habitants (INSEE, 2009) constitue le secteur le plus urbanisé.

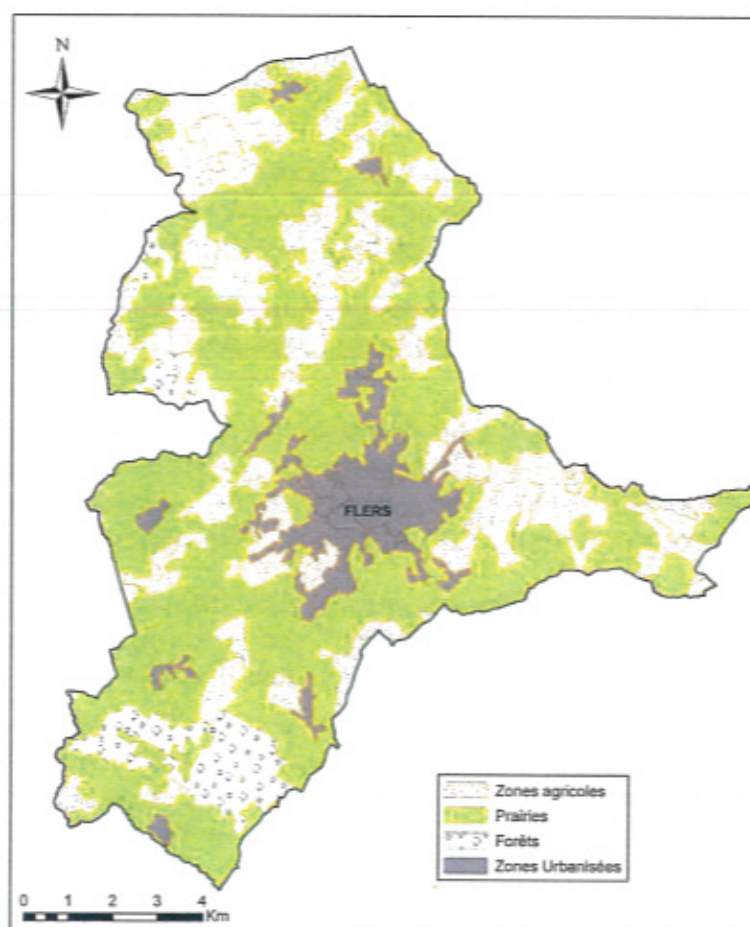
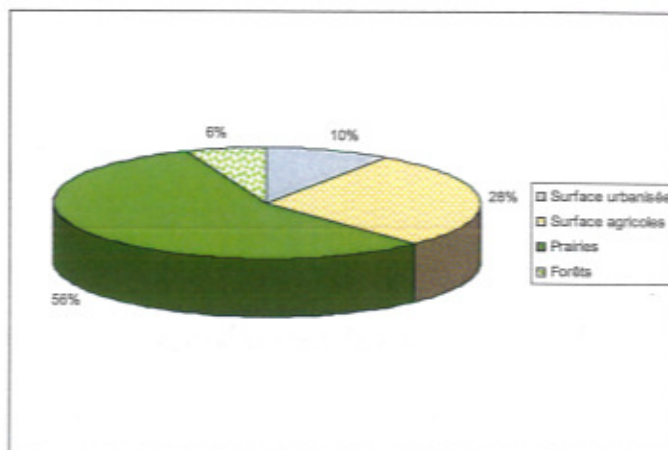


Figure 1-2 : Occupation du sol sur la Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS

2

Contexte réglementaire

2.1 La loi sur l'eau

La Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 a marqué un tournant dans la façon d'appréhender le problème de l'eau. Elle est fondée sur la nécessité d'une gestion globale et concertée de la ressource en eau tenant compte des besoins et usages, des impératifs économiques, mais également des exigences du milieu naturel.

Elle aborde, en particulier, la nécessité de maîtriser le ruissellement pluvial, tant du point de vue qualitatif que quantitatif.

Ainsi, l'article L 2224-10 du code général des collectivités territoriales, en application de l'article 35 de la loi sur l'eau, précise notamment que les communes ou leurs groupements délimitent, après enquête publique :

- ✓ les zones où doivent être prises des mesures pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- ✓ les zones où il est nécessaire de prévoir les installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Concernant les eaux pluviales, cet article L 2224-10 du code général des collectivités territoriales est d'application depuis le 1^{er} juin 2012 suite au décret du 29 décembre 2011, article 9, modifiant la rédaction de l'article R 2224-8.

Par ailleurs, les articles R 214-1 à R 214-5 du Code de l'environnement, précisent à la rubrique 2.1.5.0 : Les « *rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :*

1. *Supérieure ou égale à 20 ha (soumis à autorisation) ;*
2. *Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (soumis à déclaration) ».*

L'instruction des dossiers de déclaration et d'autorisation est assurée par le service départemental chargé de la police des eaux. Les dossiers doivent préciser des éléments sur l'emplacement, la nature, la consistance, les volumes et travaux engendrés par l'ouvrage projeté.

Ces dossiers doivent aussi contenir des informations concernant les incidences quantitatives et qualitatives de l'ouvrage projeté : sur la ressource en eau, le milieu aquatique et l'écoulement des eaux de ruissellement, les moyens de surveillance et d'intervention en cas d'incidents.

2.2 Les SDAGES

La transposition de la DCE par la loi n° 2004-338 du 21 avril 2004 reconnaît dix entités hydrographiques nationales (territoires des six Agences de l'Eau en France métropolitaine et quatre districts dans les DOM) ; les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux révisés (SDAGE) constituent les plans de gestion des entités au sens de la DCE.

La Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS appartient en majeure partie au bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands. La partie sud de la CAPF appartient au territoire du SDAGE Loire Bretagne (Cf : Figure 2-1).

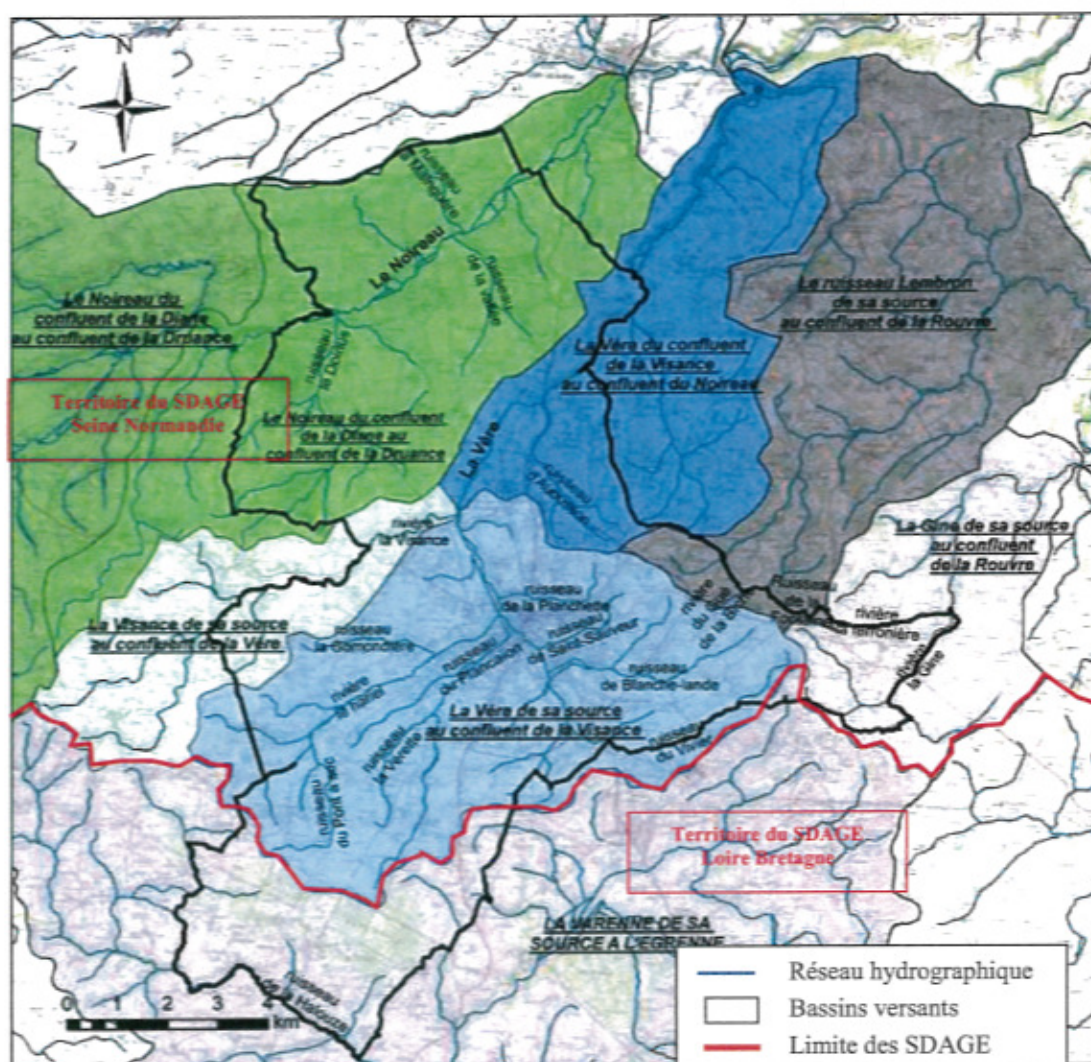


Figure 2-1 : Réseau hydrographique et limite des SDAGE

2.2.1 Le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands

Les communes suivantes sont situées sur le territoire du SDAGE « Bassin de la Seine et cours d'eau côtiers normands » adopté en 2009 :

- ✓ FLERS,
- ✓ CALIGNY,
- ✓ LA BAZOQUE,
- ✓ LA SELLE LA FORGE,
- ✓ SAINT PAUL,
- ✓ LA CHAPELLE AU MOINE,
- ✓ LA LANDE PATRY ,
- ✓ LA CHAPELLE BICHE,
- ✓ LANDIGOU,
- ✓ AUBUSSON,
- ✓ MONTILLY SUR NOIREAU,
- ✓ CERISY BELLE ETOILE,
- ✓ SAINT GEORGES DES GROSEILLERS.

Ce SDAGE est composé de 43 orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de la ressource en eau répondant aux principaux enjeux.

La gestion des eaux pluviales est ciblée par deux orientations fondamentales précisées dans le chapitre 3 : « Les orientations fondamentales du SDAGE pour répondre aux enjeux du SDAGE » :

- ✓ Orientation 2, dont l'intitulé est : « *Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbain par des voies préventives (règles d'urbanisme notamment pour les constructions nouvelles) et palliatives (maîtrise de la collecte et des rejets)* »
- ✓ Orientation 33, dont l'intitulé est : « *Limiter les ruissellements en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation* », selon laquelle le risque d'inondation doit être pris en compte en « *privilegiant les principes suivants extraits du SDAGE* » :
 - *répartir l'effort entre l'amont et l'aval ;*

- *favoriser le préventif par rapport au curatif ;*
- *rechercher les mesures les plus efficaces à moindre coût. »*

En cas de risque accru en aval, la collectivité doit chercher des solutions de compensation (sur site ou de participation aux compensations en aval) et d'information des populations concernées.

Les prescriptions suivantes, extraites du SDAGE, doivent être suivies :

- *« limitation d'imperméabilisation (en distinguant le centre urbain ancien) ;*
- *débit de fuite maximum. (...) Le débit de fuite spécifique est déterminé en fonction du fonctionnement hydrologique et hydraulique sur le site et à l'aval du point de rejet, et en fonction des risques d'inondation à l'aval. A défaut d'études ou de doctrines locales déterminant ce débit spécifique, il sera limité à 1 L/s/ha pour une pluie de retour 10 ans. Le maître d'ouvrage pourra dépasser le débit de fuite spécifique à certaines phases de la vidange des ouvrages de stockage sous réserve d'apporter la démonstration que les ouvrages projetés sont conçus et gérés pour stocker et vidanger les eaux en fonction des capacités d'évacuation des ouvrages aval sans accroître l'aléa sur les secteurs aval ;*
- *préservation des axes d'écoulement : l'aménagement urbain doit intégrer les situations exceptionnelles en permettant d'utiliser temporairement les espaces publics comme zones de rétention mais aussi en préservant les axes majeurs d'évacuation des eaux sans que maisons ou équipements ne barrent l'écoulement des eaux. Aux fins de prévention des inondations et de prise en compte du cycle naturel de l'eau, les règles relatives à ces zonages doivent encourager l'infiltration des eaux pluviales et rendre à nouveau perméable les sols afin de ne pas aller au-delà du débit généré par le terrain naturel. »*

Les techniques permettant le stockage et l'infiltration des eaux pluviales, par exemple, le stockage sur toiture, en chaussées poreuses, les puits et tranchées d'infiltration,... doivent être privilégiées si elles sont techniquement possibles et notamment si les conditions pédogéologiques le permettent.

Les objectifs de qualité des masses d'eau de la zone d'étude sont détaillés dans le tableau suivant :

Tableau 2-1 : Objectifs de qualité des masses d'eau de la zone d'étude (Source : SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands, 2008)

Masse d'eau		État actuel			Objectif de bon état	
Libellé	Code de la masse d'eau	État Écologique	État chimique	Cause du déclassement	Objectif écologique	Objectif chimique
Le Vère de sa source au confluent du Noireau	FRHR305	Moyen	Mauvais	Nutriments (nitrates – phosphate)	2027	2027
Le Noireau de sa source au confluent de la source Durance	FRHR302	Moyen	Mauvais	Nutriments (nitrates – phosphate) – érosion	2015	2021
Ruisseau le Dcinis	FRHR302-12414000	Bon	Mauvais	Nutriments (nitrates – phosphate)	2015	2021
Le Harie	FRHR305-12466000	Bon	Mauvais	Nutriments (nitrates – phosphate)	2015	2021
La Visance	FRHR305-12470600	Bon	Bon	-	2015	2015

2.2.2 Le SDAGE Loire Bretagne

La partie sud du territoire de la CAPF appartient au bassin versant de la Varenne compris dans le bassin du SDAGE Loire Bretagne. Les communes concernées sont :

- ✓ SAINT CLAIR DE HALOUZE (entièrement)
- ✓ LA CHAPELLE AU MOINE, (Est de la commune)
- ✓ LA CHAPELLE BICHE, (SUD ouest de la commune)
- ✓ LANDIGOU (Sud ouest de la commune)
- ✓ LA SELLE LA FORGE (sud est de la commune)
- ✓ FLERS (Sud est de la commune)

Concernant la gestion des eaux pluviales, différents objectifs sont listés par ce SDAGE, sous l'objectif général « 3D [...] Maîtriser les rejets d'eaux pluviales » :

- ✓ La disposition 3D-2 est de « réduire les eaux pluviales (réseaux séparatifs collectant uniquement des eaux pluviales) ».

Il est précisé que le rejet des eaux de ruissellement résiduelles dans les réseaux séparatifs eaux pluviales puis le milieu naturel sera opéré dans le respect des débits et charges polluantes acceptables par ces derniers, et dans la limite des débits spécifiques suivants relatifs à la pluie décennale, de manière à ne pas aggraver les écoulements naturels avant aménagement.

Des prescriptions plus précises sont données par hydroécocorégion. Les prescriptions applicables à l'hydroécocorégion où est située la communauté d'Agglomération du Pays de Flers, sont les suivantes :

- ♦ 20 L/s au maximum dans les zones devant faire l'objet d'aménagement couvrant une superficie comprise entre 1 ha et 7 ha,
- ♦ 3 L/s/ha dans les zones devant faire l'objet d'un aménagement couvrant une superficie supérieure à 7 ha.

2.3 Les SAGEs

Introduit par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) est un outil de planification qui vise à assurer l'équilibre entre les activités humaines et la protection de l'eau et des milieux aquatiques à l'échelle d'un bassin versant.

2.3.1 Le SAGE Orne Moyenne

La CAPF, hormis la commune de SAINT CLAIR DE HALOUZE, est située dans le bassin versant du SAGE Orne Moyenne approuvé en février 2013 et pour lequel un règlement a été établi dans le but d'atteindre les objectifs exprimés dans le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques (PAGD).

La règle n°1 « nouveaux rejets d'eaux pluviales », en lien avec l'objectif général du SDAGE, concerne la maîtrise des rejets des eaux pluviales.

Elle s'applique à **tout nouveau rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, pour tout projet conduisant à une imperméabilisation des sols dont la surface totale augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, est supérieure à 1ha**, relevant d'installations, ouvrages, travaux, activités (article L.214-1 du code de l'environnement) et/ou relevant de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (article L.512-1 du code de l'environnement), sur tout le territoire du SAGE.

Elle indique que tout rejet direct dans les eaux superficielles et souterraines est interdit.

En outre, sauf impossibilité technique avérée, tout projet conduisant à une **imperméabilisation des sols et dont la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, est supérieure à 1 hectare**, devra être équipé d'un dispositif limitant le rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles, dimensionné de sorte que, pour une période de retour décennale :

- ✓ le débit de fuite soit **inférieur ou égal au débit décennal prévisible** dans les conditions préalables au projet et, sauf situation locale exceptionnelle dûment démontrée, **inférieur à 5 L/s/ha** ; en cas de méconnaissance de ce débit prévisible, le débit de fuite sera fixé dans une fourchette comprise entre **2 et 5**

L/s/ha, en fonction de la sensibilité du milieu ; la figure 2-1 illustre les débits de fuite qui résulte de cette prescription.

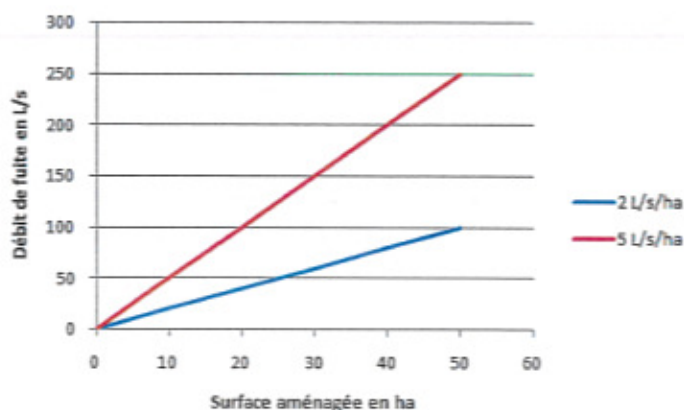


Figure 2-2 : Débit de fuite selon la surface à urbaniser

- ✓ en termes de qualité, c'est la pluie courante de période de retour 2 ans qui est retenue :
 - le taux d'abattement des matières en suspension (MES) dans le rejet de fuite, exprimé en flux annuel, doit être proposé dans le document d'incidence prévu par les articles R 214-6 et R 214-32 du code de l'environnement. A défaut il sera supérieur ou égal à 70 % ;
 - la concentration maximale du rejet de fuite doit être proposée dans le document d'incidence prévu par les articles R 214-6 et R 214-32 du code de l'environnement. **A défaut elle sera inférieure à 30 mg/L de matières en suspension (MES) et 5 mg/L d'hydrocarbures totaux.**

Sauf impossibilité technique avérée, tout projet conduisant à une imperméabilisation des sols et dont la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, est supérieure à 1ha, et rejetant par infiltration dans les eaux souterraines devra :

- ✓ justifier de l'absence d'impact sur la masse d'eau souterraine réceptrice ;
- ✓ être équipé d'un dispositif limitant le rejet, avec une vitesse d'infiltration comprise entre 1×10^{-5} et 1×10^{-6} m/s (3,6 mm/h ou 3,6 L/m²/h) ;
- ✓ être équipé d'une rétention fixe et étanche en amont du dispositif d'infiltration destinée à recueillir une pollution accidentelle, à l'aval des opérations à caractère commercial ou industriel susceptibles d'accueillir des véhicules transportant des substances polluantes.

Le zonage d'assainissement des eaux pluviales de la CAPF est réalisé en cohérence avec le SAGE Orne Moyenne sur les communes concernées.

2.3.2 Le SAGE Mayenne

La commune de SAINT CLAIR DE HALOUZE est comprise dans le bassin versant du SAGE Mayenne, actuellement en cours d'approbation. Il définit 9 objectifs généraux, dont le 6^{ème} : « Réduire le risque d'inondation » lequel comprend le sous objectif 6b « Limiter le ruissellement ». Ce paragraphe reprend les prescriptions du SDAGE Loire Bretagne rappelée au paragraphe 2.2.2.

Ainsi le zonage d'assainissement des eaux pluviales de la partie sud, sur le territoire du SAGE Mayenne, est réalisé en cohérence avec les données du SDAGE Loire Bretagne.

3

Dimensionnement de l'assainissement pluvial

3.1 Dispositions techniques générales

L'assainissement des agglomérations est actuellement régi par la circulaire interministérielle INT 77-284 du 22 juin 1977 qui stipule l'utilisation de l'Instruction Technique relative aux réseaux d'assainissement des agglomérations. Cette dernière instruction préconise, d'une manière générale, la **fréquence décennale de protection** pour le dimensionnement des réseaux d'assainissement des eaux pluviales, mais indique également que la fréquence de protection peut être supérieure si le risque encouru le justifie, ou inférieure, si les dommages occasionnés engendrent des coûts bien inférieurs aux investissements que la protection généralement préconisée.

Le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eaux côtiers normands et le SAGE Orne Moyenne préconisent ainsi que le SDAGE Loire Bretagne, quant à eux, des **niveaux de protection décennaux**.

La norme NF-EN 752 recommande désormais des niveaux de protection en fonction de la vocation des zones aménagées. Ces niveaux sont rappelés au tableau ci-dessous :

Tableau 3-1 : Niveaux de protection selon la norme NF-EN-752

Lieu	Fréquence d'inondation
Zones rurales	10 ans
Zones résidentielles	20 ans
Centres Villes / Zones industrielles ou commerciales	30 ans
Passages souterrains routiers ou ferrés	50 ans

Enfin, pour les passages sous autoroute, les maîtres d'ouvrage peuvent exiger des niveaux de protection **centennaux** comme préconisé dans le guide technique du SETRA - Octobre 2006.

Le choix de la fréquence de protection doit donc intégrer le facteur économique, le risque encouru, tant sur le plan matériel qu'humain, et désormais, avec la mise en application de la loi sur l'eau, la prise en compte des contraintes du milieu récepteur.

3.2 Application à la zone d'étude

Ce document est relatif aux 14 communes suivantes de la CAPF : AUBUSSON, LA BAZOQUE, CALIGNY, CERISY-BELLE-ETOILE, LA CHAPELLE AU MOINE, LA CHAPELLE BICHE, FLERS, LA LANDE PATRY, LANDIGOU, MONTILLY-SUR-NOIREAU, SAINT-CLAIR-DE-HALOUZE, SAINT-GEORGES-DES-GROSEILLERS, SAINT-PAUL et LA SELLE LA FORGE.

3.2.1 Caractérisation de l'existant

3.2.1.1 Arbre des écoulements hydrauliques

Dans un premier temps, le chevelu hydrographique des écoulements sur la zone d'étude a été établi à partir des documents existants (fonds de plan IGN au 1/25 000^{ème}, réseau hydrographique, plans des réseaux pluviaux), en identifiant :

- ✓ les ruisseaux et les rivières,
- ✓ les talwegs,
- ✓ les réseaux pluviaux structurants,
- ✓ les ouvrages particuliers de régulation (bassins de retenue),
- ✓ les exutoires.

Ensuite les bassins versants hydrologiques de collecte des eaux pluviales ont été définis pour chacun des 212 exutoires identifiés sur la zone d'étude. L'arbre des écoulements ainsi établi avec les limites des bassins versants est consigné dans une cartographie informatique.

La topographie générale est présentée en figure 3-1. Elle indique des écoulements orientés vers le Nord-Est. Deux zones d'altimétrie élevées sont recensées : au Sud-Ouest (SAINT CLAIR DE HALOUZE), et au Sud Est (FLERS et LANDIGOU).

Cette topographie marque les principaux bassins versants de la zone d'étude : le Noireau au nord et la Vère. Le milieu récepteur des rejets pluviaux est donc constitué par ces deux cours d'eau et leurs affluents.

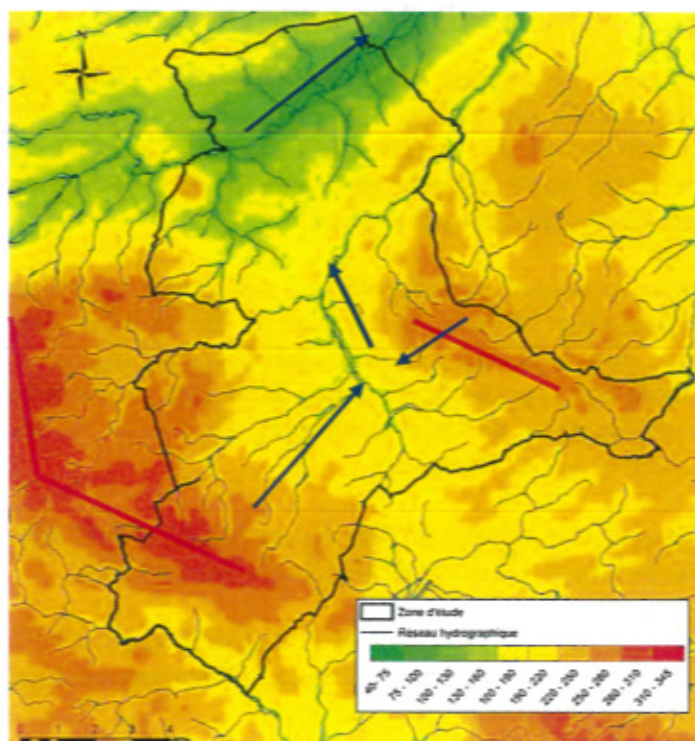


Figure 3-1 : Topographie sur la zone d'étude

3.2.1.2 Caractérisation du milieu récepteur

La Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS, et principalement la commune de FLERS, ont connu de très nombreuses inondations recensées lors de l'étude de lutte contre les inondations de 2001. Les causes principales étant la topographie de la zone d'étude ainsi que la forte urbanisation et la présence d'habitations très proches des cours d'eau.

Ainsi plusieurs communes de la CAPF sont concernées par le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) du Noireau et de la Vère actuellement en cours d'élaboration ; elles sont déjà recensées dans les cartes d'aléas du risque inondation. Ces cartes indiquent la présence d'un aléa faible à fort sur quasiment l'ensemble des communes à l'exception de LA BAZOQUE, LA CHAPELLE-AU-MOINE, LA SELLE-LA-FORGE et SAINT-CLAIR-DE-HALOUZE.

Les communes concernées par un aléa fort et étendu sont FLERS, LA LANDE PATRY, CERISY-BELLE-ETOILE, CALIGNY et MONTILLY-SUR-NOIREAU.

Les cartes d'aléa sur la Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS sont présentées à l'échelle de la Communauté d'agglomération en Figure 3-2.

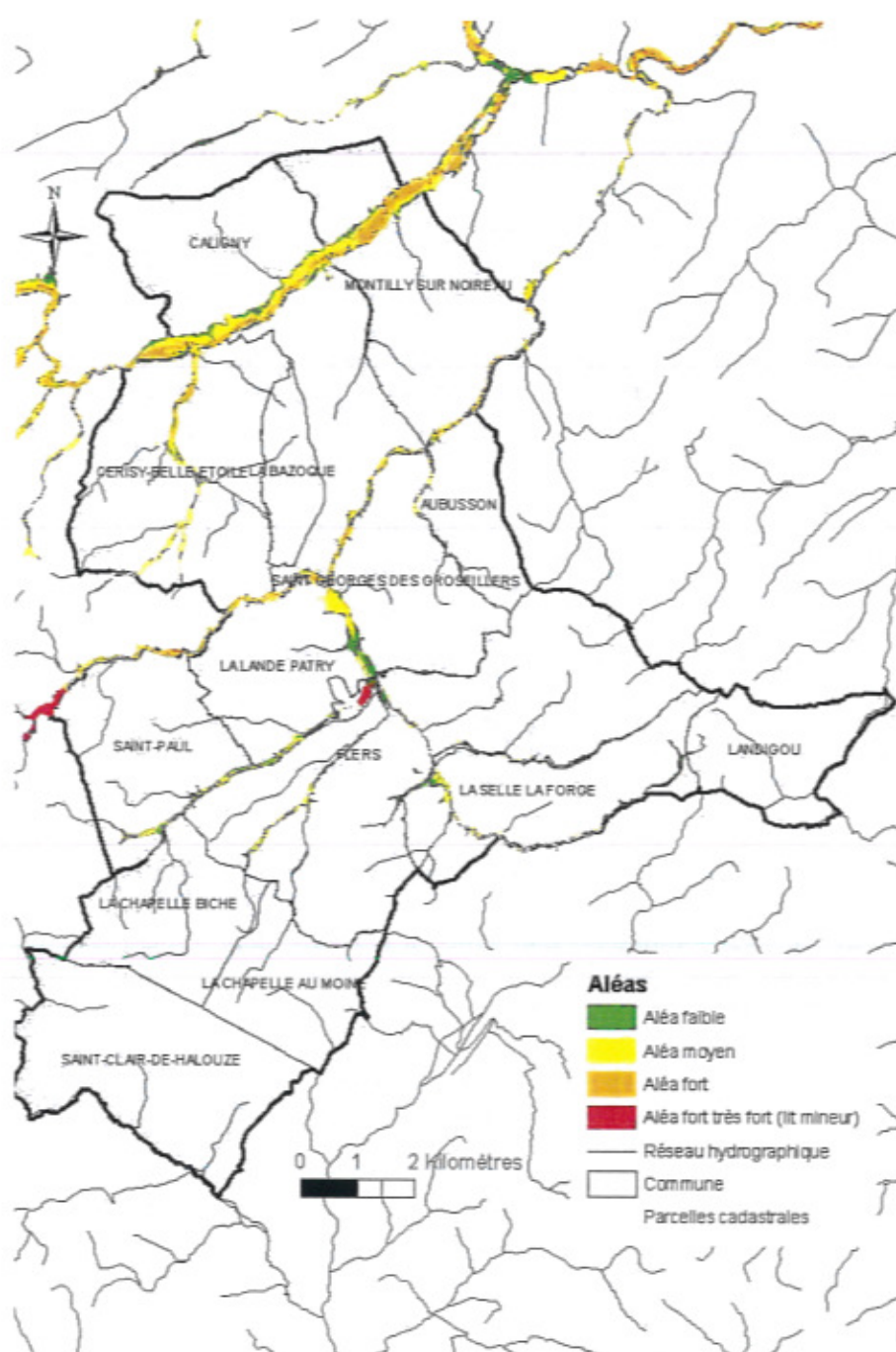


Figure 3-2 : Aléa inondation sur la zone d'étude (Source : DDT de l'Orne)

3.2.2 Urbanisation projetée

3.2.2.1 Extensions de l'urbanisation existante

Le PLUI (Plan Local d'Urbanisation Intercommunal) de la CAPF est en cours d'élaboration. Il divise le territoire de la communauté d'agglomération en deux grands types de zones : les zones urbaines et les zones naturelles ou non équipées.

La CAPF envisage l'extension de l'urbanisation sur plusieurs secteurs des 14 communes de la zone d'étude pour lesquels il convient d'étudier l'assainissement des eaux du ruissellement pluvial. A l'occasion de la mise en place du PLUI, ces zones passeront en classement AU.

Les zones d'urbanisation future ont été délimitées lors de l'étude du PLUI et fournies par le bureau d'étude en charge de son élaboration.

La figure 3-3 présente la localisation des zones d'urbanisation futures avec le type d'occupation du sol envisagée sur chacune des zones.

216 ha sont classés en zones à urbaniser et 1 370 ha en zone urbanisée. Les zones à urbaniser représentent donc 16 % des zones urbanisées.

3.2.2.2 Modifications de l'urbanisation existante

Il faut de plus souligner que dans les zones déjà urbanisées, de nouvelles constructions sont possibles à l'avenir. Ces constructions entraîneront une densification de l'urbanisation existante.

Ainsi, la densification de l'urbanisation existante ne doit pas entraîner de rejet au débit de fuite supérieur au débit actuel pour le centre urbain des communes FLERS et de la première couronne : SAINT-GEORGES-DES-GROSEILLERS, LA LANDE-PATRY et LA SELLE-LA-FORGE. Des mesures de régulation devront être prises pour toutes les zones de densification comprises dans le périmètre indiqué en figure 3-4.



Figure 3-3 : Projet PLUI (Source : Projet du PLUI - Bureau d'étude TECAM)

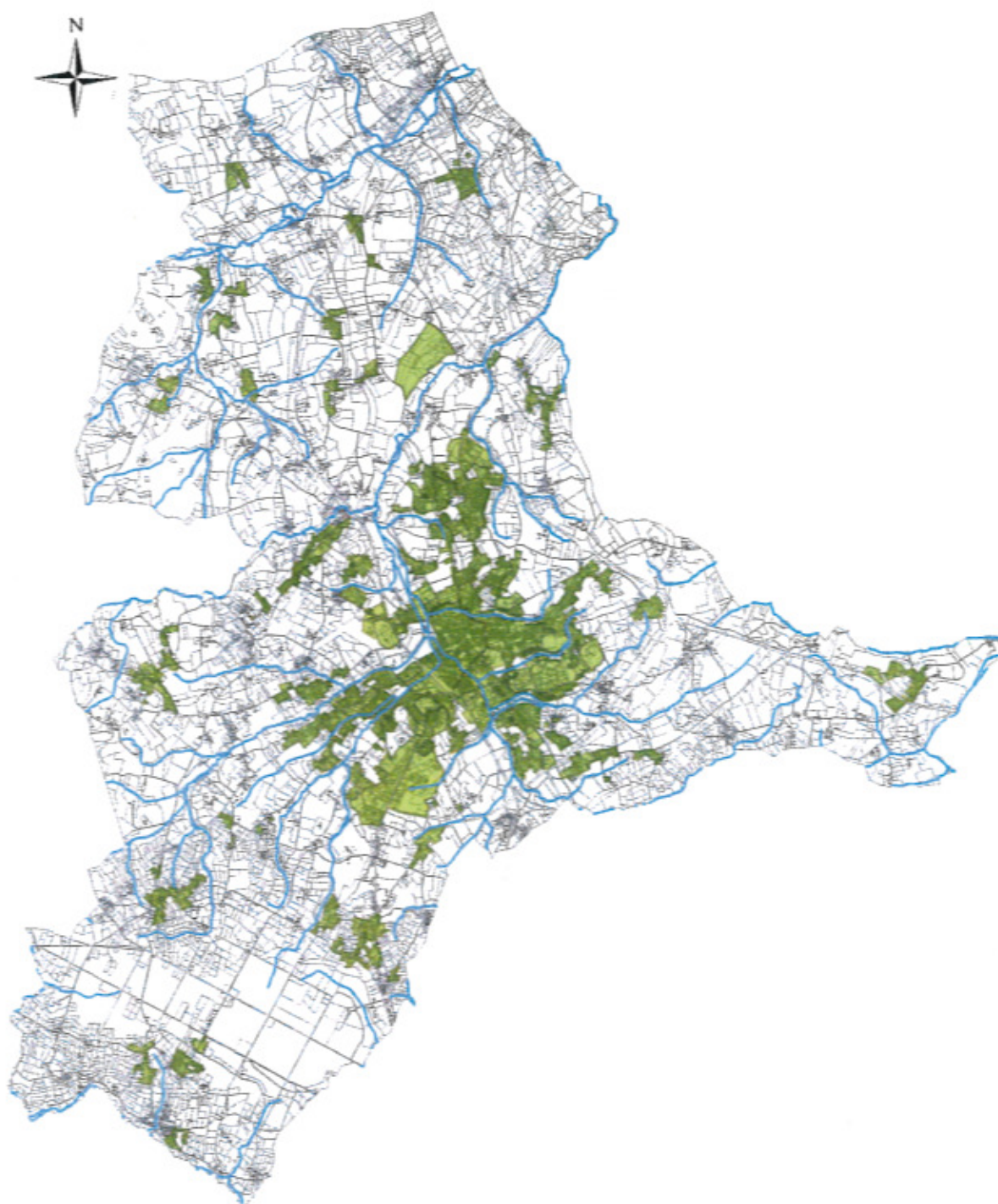


Figure 3-4 : Zones pour lesquelles la densification ne doit pas entraîner de modification du débit de fuite actuel

3.3 Niveaux de protection préconisés

Comme précisé au §3.1, les temps de retour de protection à choisir pour le dimensionnement des ouvrages dépendent de la vocation des zones aménagées et de la sensibilité des usages présents en aval des ces zones.

Sur le territoire de la zone d'étude, nous appliquerons ainsi un **niveau de protection fixé à 10 ans** suivant les préconisations de l'instruction technique de 1977. Cela a été défini à partir de la modélisation des réseaux d'eaux pluviales réalisée dans le cadre du schéma de gestion des eaux pluviales. Cette période de retour correspond au degré de protection à assurer vis-à-vis des risques de débordement. Elle résulte d'un compromis entre la nécessité de réduire les risques et le souci de limiter les coûts d'investissement et d'exploitation des réseaux et des ouvrages.

Concrètement, cela signifie que les ouvrages et réseaux proposés ne permettront pas de supprimer tous les risques de débordement. Lors d'évènements de période de retour supérieure à la période de référence, des débordements subsisteront.

Les différents scénarii de la modélisation ont également permis de préciser le débit de fuite par l'évaluation de l'impact sur réseau. Ainsi, **le débit de fuite à respecter à l'aval des zones à urbaniser ne devra pas excéder 5L/s/ha pour les zones situées sur le territoire du SDAGE Seine Normandie et 3L/s/ha pour les zones situées sur le territoire du SDAGE Loire Bretagne**. De plus, le débit de fuite retenu devra prendre en compte la régulation des écoulements de l'ensemble du bassin versant amont de la zone d'urbanisation.

4

Assainissement des zones d'extensions urbaines

4.1 Détermination des débits maximaux acceptables

4.1.1 Hypothèses de calcul

L'approche quantitative vise à définir un débit théorique spécifique de limitation du ruissellement par entité géographique homogène.

Ces entités hydrologiques peuvent être de taille variable, suivant la nature des problèmes rencontrés et la connaissance des phénomènes de ruissellement, connaissance issue des phases précédentes.

Nous avons étudié les caractéristiques hydrologiques des zones d'urbanisation futures afin de déterminer l'impact de l'urbanisation sur les écoulements pluviaux.

Les débits spécifiques de ces zones ont été calculés en fonction :

- ✓ du ruissellement actuel,
- ✓ du débit naturel,
- ✓ des débits admissibles – capacités des ouvrages existants et futurs,
- ✓ des désordres constatés,
- ✓ de l'évolution attendue de l'urbanisation,
- ✓ du milieu récepteur.

L'intensité de la pluie de projet d'occurrence décennale a été déterminée avec la loi de Montana pour le temps de concentration du bassin versant naturel actuel.

Il est rappelé que la réglementation en vigueur pour la partie nord de la zone d'étude, à travers le SAGE Orne moyenne, fixe d'office un débit de fuite limité de 2 à 5 L/s/ha pour les zones d'urbanisation supérieure à 1 ha. Pour la partie sud de la zone

d'étude située, le débit de fuite est limité à 3 L/S/ha conformément au SDAGE Loire Bretagne.

Il n'y a actuellement pas de débit de fuite imposé sur le territoire de la zone d'étude.

Pour chaque zone d'extension potentielle de l'urbanisation, nous avons calculé le ruissellement naturel avant urbanisation et le ruissellement futur après urbanisation.

Les coefficients de ruissellement pris en compte dans les calculs sont présentés au tableau 4-1 ci-dessous :

Tableau 4-1 : Coefficients de ruissellement selon le type d'urbanisation future

Type d'urbanisation	Coefficient de ruissellement actuel	Coefficient de ruissellement futur de la ZAU
Habitat résidentiel	0,2	0,4
Zone d'activité	0,2	0,6

Les bassins versants des zones d'urbanisation future sont caractérisées par :

- ✓ la longueur hydraulique ;
- ✓ la pente ;
- ✓ le coefficient d'imperméabilisation ;
- ✓ un temps de concentration.

A chaque zone d'urbanisation est associé un sous bassin versant élémentaire. Celui-ci correspond au minimum à la zone d'urbanisation future et peut couvrir une superficie plus étendue que cette zone lorsqu'elle collecte les eaux de ruissellement de secteurs amont.

Le coefficient maximal d'imperméabilisation du sous-bassin versant associé à chaque zone d'urbanisation future est calculé *au prorata* des coefficients maximaux de ruissellement des zones du PLUI qu'il couvre (prorata calculé à partir des superficies respectives de ces zones).

Les temps de concentration des bassins versants en situation actuelle et future ont été déterminés à partir des résultats de la modélisation, considérant que le temps de réponse équivaut à 1,4 fois le temps de concentration.

Les débits de pointe décennaux ont été calculés par la méthode rationnelle, en utilisant les données pluviométriques de la station Météo France de LA FRESNAY-AU-SAUVAGE :

$$Q_p = C \cdot I \cdot A$$

avec :

- ✓ Q_p : débit de pointe restitué à l'aval du bassin versant en m^3/s ;

- ✓ C : coefficient de ruissellement (compris entre 0 et 1) ;
- ✓ I : intensité de la pluie en $m^3/s/ha$ (coefficients a et b de MONTANA de la station Météo France de LA FRESNAY-AU-SAUVAGE) ;
- ✓ A : surface du bassin versant en ha.

Nous avons ensuite comparé le débit actuel et le débit futur des zones à urbaniser pour une pluie de temps retour 10 ans et considérant des débits de fuite maximaux de 5 L/s/ha ou 3L/s/ha, suivant la localisation de la zone étudiée.

Les volumes de rétention à prévoir sur les zones d'urbanisation future sont calculés selon les paramètres fixés, à savoir les débits de fuite, les niveaux de protection et les coefficients d'imperméabilisation.

La méthode utilisée pour le calcul des volumes de bassin **est la méthode des pluies**.

L'Instruction technique de 1977 présente la méthode des pluies comme outil simple de dimensionnement des bassins de retenues des eaux pluviales.

Cette méthode n'est plus applicable lorsque le temps de remplissage du bassin de retenue est du même ordre de grandeur que le temps de concentration du bassin versant. En effet dans ce cas, le débit de vidange réel est surestimé dans la phase montante de l'hydrogramme. La méthode de calcul est présentée en annexe 3.

4.1.2 Débits actuels et futurs sur les zones destinées à l'urbanisation

Compte tenu des observations précédentes, les caractéristiques hydrologiques des zones réservées à l'extension de l'urbanisation et de leurs bassins versants qui doivent faire l'objet d'un ruissellement limité, sont présentées dans le tableau 4-2.

Tableau 4-2 : Détail des débits décennaux actuels et futurs sur les zones à urbaniser

Nom de la zone	Occupation du sol future	Surface ZAU (ha)	Surface du BV de collecte (ha)	Coefficient de ruissellement actuel	Coefficient de ruissellement futur du bassin versant	Q pointe actuel	Q pointe futur	Q spécifique	Q pointe future régulée
						m3/s	m3/s	L/s/ha	L/s
LP6	Habitat Résidentiel	3.0	3.0	0.2	0.40	0.3	0.60	198	15
LP3	Habitat Résidentiel	1.0	1.0	0.2	0.40	0.1	0.13	136	5
LP1	Habitat Résidentiel	2.3	4.7	0.2	0.35	0.8	1.08	461	23
LP2	Habitat Résidentiel	4.4	8.3	0.2	0.35	0.7	1.07	243	41
LP7	Habitat Résidentiel	1.0	1.0	0.2	0.40	0.1	0.17	164	5
LP5	Habitat Résidentiel	4.3	18.7	0.2	0.36	2.1	2.43	561	93
SG0	Zone d'activité	1.3	7.3	0.2	0.35	0.6	0.74	560	36
LP4	Habitat Résidentiel	2.3	10.2	0.2	0.32	1.1	1.23	529	51
LP9	Zone d'activité	0.9	10.1	0.2	0.51	1.2	1.26	1383	50
LP8	Zone d'activité	3.9	4.4	0.2	0.46	0.3	0.93	239	22
F5	Habitat Résidentiel	0.9	2.5	0.2	0.46	0.7	0.84	889	13
F4	Habitat Résidentiel	1.2	3.3	0.2	0.43	0.5	0.62	526	17
F3	Habitat Résidentiel	1.9	3.1	0.2	0.39	0.2	0.33	171	16
F2	Habitat Résidentiel	8.6	11.1	0.2	0.40	1.0	1.68	195	56
F1	Habitat Résidentiel	27.3	34.9	0.2	0.40	6.1	10.01	367	175
F17	Habitat Résidentiel	17.0	17.0	0.2	0.60	1.0	2.91	172	85
F16	Habitat Résidentiel	3.6	3.6	0.2	0.27	0.2	0.35	99	18
F12	Habitat Résidentiel	10.1	17.6	0.2	0.40	1.6	2.25	224	88
F13	Habitat Résidentiel	2.5	3.6	0.2	0.40	0.5	0.81	323	18
SG6	Habitat Résidentiel	4.3	55.9	0.2	0.54	16.8	17.33	4001	280
F8	Habitat Résidentiel	1.6	1.7	0.2	0.40	0.1	0.28	173	8
F7	Habitat Résidentiel	1.2	2.2	0.2	0.44	0.4	0.56	487	11
F9	Habitat Résidentiel	1.6	2.1	0.2	0.40	0.3	0.49	316	10
F11	Habitat Résidentiel	1.2	1.2	0.2	0.40	0.2	0.48	410	6
F10	Habitat Résidentiel	0.7	0.7	0.2	0.40	0.1	0.13	190	5
SF1	Habitat Résidentiel	3.5	6.6	0.2	0.35	0.3	0.45	128	33
SF2	Zone d'activité	3.9	7.7	0.2	0.35	0.4	0.53	136	38
SF6	Habitat Résidentiel	5.4	5.4	0.2	0.40	0.3	0.63	116	27
SF4	Zone d'activité	2.7	3.2	0.2	0.40	0.3	0.58	214	16
SF5	Habitat Résidentiel	5.0	6.0	0.2	0.57	0.5	1.33	265	30
SF3	Habitat Résidentiel	1.4	3.1	0.2	0.37	0.3	0.34	245	16
F6	Habitat Résidentiel	0.7	5.9	0.2	0.40	0.7	0.78	1186	3
CAM4	Habitat Résidentiel	0.7	1.6	0.2	0.43	0.3	0.36	511	5
CAM	Habitat Résidentiel	6.7	13.1	0.2	0.40	2.0	2.75	410	39
CAM2	Habitat Résidentiel	1.3	2.2	0.2	0.40	0.3	0.47	358	7
CAM1	Habitat Résidentiel	1.0	1.0	0.2	0.40	0.1	0.22	210	3
CB3	Habitat Résidentiel	3.8	4.6	0.2	0.40	0.8	1.43	375	23
CB2	Habitat Résidentiel	1.3	5.3	0.2	0.52	1.0	1.20	943	26
SCH2	Habitat Résidentiel	0.9	3.8	0.2	0.54	0.4	0.48	556	11
SCH1	Habitat Résidentiel	0.9	13.4	0.2	0.28	0.7	0.76	846	40
SCH3	Habitat Résidentiel	0.5	1.7	0.2	0.30	0.1	0.19	353	5
SCH4	Habitat Résidentiel	2.7	4.2	0.2	0.42	1.0	1.43	526	13
SP1	Habitat Résidentiel	3.9	5.9	0.2	0.37	0.5	0.81	204	29
SP2	Habitat Résidentiel	4.4	6.2	0.2	0.41	0.8	1.26	288	31
L1	Habitat Résidentiel	1.7	5.1	0.2	0.30	0.4	0.56	327	25
L2	Zone d'activité	1.0	2.1	0.2	0.37	0.5	0.80	787	10
L3	Zone d'activité	1.7	4.2	0.2	0.40	0.5	0.61	355	21
SG4	Habitat Résidentiel	2.5	3.8	0.2	0.52	0.2	0.51	205	19
SG1	Habitat Résidentiel	8.0	8.0	0.2	0.60	0.4	1.25	158	40
SG5	Habitat Résidentiel	8.1	8.1	0.2	0.40	0.8	1.53	190	40
SG3	Habitat Résidentiel	4.5	9.2	0.2	0.47	0.8	1.04	226	46
A0	Habitat Résidentiel	1.9	1.9	0.2	0.40	0.0	0.09	48	9
A1	Habitat Résidentiel	1.3	2.5	0.2	0.47	0.1	0.13	106	12
CBE1	Habitat Résidentiel	0.4	0.4	0.2	0.40	0.0	0.08	201	5
CBE2	Habitat Résidentiel	2.9	5.8	0.2	0.43	1.5	1.92	672	29
C3	Habitat Résidentiel	1.5	22.5	0.2	0.31	3.3	3.46	2347	113
C	Habitat Résidentiel	4.5	4.5	0.2	0.39	0.5	0.90	200	23
C4	Habitat Résidentiel	1.5	1.5	0.2	0.40	0.1	0.29	201	7
MS1	Habitat Résidentiel	1.8	20.9	0.2	0.44	3.7	3.83	2084	104
MS2	Habitat Résidentiel	3.4	3.4	0.2	0.42	0.2	0.50	149	17
B3	Habitat Résidentiel	1.5	1.5	0.2	0.40	0.1	0.23	146	8
B2	Zone d'activité	0.5	0.9	0.2	0.36	0.0	0.07	134	5
CBE4	Zone d'activité	1.4	5.3	0.2	0.44	0.8	0.87	633	27
B1	Habitat Résidentiel	0.2	0.2	0.2	0.40	0.0	0.02	108	5
LP10	Habitat résidentiel	1.7	1.7	0.2	0.40	0.1	0.18	108	9
LP11	Habitat résidentiel	9.5	9.5	0.2	0.40	0.5	1.03	108	48
SG7	Habitat résidentiel	2.8	2.8	0.2	0.40	0.2	0.32	115	14

Zones du SDAGE Loire Bretagne

On remarque que les débits spécifiques naturels actuels sont toujours supérieurs aux 5 L/s/ha ou 3 L/s/ha pour les zones au sud. En situation future, le ruissellement de toutes les zones urbanisées peut donc être ramené à 5 L/s/ha, ou 3 L/s/ha pour les zones concernées par le SDAGE Loire Bretagne.

On remarque de plus, suite à l'urbanisation, une importante augmentation des débits de pointe de fréquence décennale qui seront, en moyenne, multipliés par un facteur 1,8 en secteur voué à l'habitat et par un facteur 1,5 en secteur d'activités. Cela justifie d'autant plus la mise en place de dispositifs de limitation du ruissellement pour réduire l'effet de choc hydraulique sur le milieu naturel, ou la saturation des réseaux existants.

4.2 Détermination des volumes à stocker

Dans le cas d'une régulation des débits de pointe futurs soit par stockage, soit par infiltration, on considère le débit maximal acceptable comme débit de fuite global des ouvrages, ce qui permet de déterminer le volume des bassins de retenue à mettre en place.

Les coefficients de Montana utilisés sont ceux de la station Météo France de LA FRESNAY-AU-SAUVAGE.

Les volumes de rétention à prévoir sur les zones d'urbanisation future pour assurer une protection en adéquation avec les enjeux liés aux différentes zones sont indiqués aux tableaux 4-3 et 4-4.

On remarque que les débits de fuite préconisés conformément à la réglementation en vigueur sont très inférieurs aux débits de pointe décennaux des zones avant urbanisation. Ainsi, pour les zones dont le débit de fuite est rejeté au réseau existant, l'application de ces débits de fuite n'entraînera pas de saturation des réseaux aval. Le tamponnement des ces zones permettra même d'améliorer la situation actuelle.

Tableau 4-3 : Calcul des volumes de stockage sur les zones d'extension de l'urbanisation – Zone du SDAGE Seine Normandie

Nom de la zone	Type d'urbanisation	Surface ZAU	Surface du BV de collecte	Qf = 5L/s/ha	
				Volume à stocker (m3)	Débit de fuite (L/s)
LP6	Habitat Résidentiel	3.02	3.01	250	15
LP3	Habitat Résidentiel	0.98	0.95	80	5
LP1	Habitat Résidentiel	2.34	4.68	330	23
LP2	Habitat Résidentiel	4.42	8.26	580	41
LP7	Habitat Résidentiel	1.04	1.03	90	5
LP5	Habitat Résidentiel	4.33	18.68	1 350	93
SG0	Zone d'activité	1.32	7.25	510	36
LP4	Habitat Résidentiel	2.32	10.17	640	51
LP9	Zone d'activité	0.91	10.05	1 120	50
LP8	Zone d'activité	3.89	4.39	560	22
F5	Habitat Résidentiel	0.95	2.54	250	13
F4	Habitat Résidentiel	1.18	3.32	300	17
F3	Habitat Résidentiel	1.93	3.13	250	16
F2	Habitat Résidentiel	8.62	11.15	920	56
F1	Habitat Résidentiel	27.25	34.91	2 860	175
F17	Zone d'activité	16.96	16.96	2 320	85
F16	Habitat Résidentiel	3.56	3.56	300	18
F12	Habitat Résidentiel	10.06	17.63	1 450	88
F13	Habitat Résidentiel	2.52	3.63	300	18
SG6	Habitat Résidentiel	4.33	55.91	6 650	280
F8	Habitat Résidentiel	1.64	1.65	140	8
F7	Habitat Résidentiel	1.21	2.15	210	11
F9	Habitat Résidentiel	1.56	2.08	170	10
F11	Habitat Résidentiel	1.16	1.16	100	6
F10	Habitat Résidentiel	0.69	0.72	60	5
SF1	Habitat Résidentiel	3.55	6.55	460	33
SF2	Habitat Résidentiel	3.88	7.67	540	38
SF6	Zone d'activité	5.41	5.41	740	27
SF4	Habitat Résidentiel	2.70	3.21	270	16
SF5	Zone d'activité	5.04	5.99	770	30
SF3	Habitat Résidentiel	1.37	3.12	240	16
CB3	Habitat Résidentiel	3.80	4.61	380	23
CB2	Habitat Résidentiel	1.27	5.28	390	26
SP1	Habitat Résidentiel	3.95	5.87	440	29
SP2	Habitat Résidentiel	4.40	6.15	530	31
L1	Habitat Résidentiel	1.71	5.05	290	25
L2	Habitat Résidentiel	1.01	2.08	160	10
L3	Habitat Résidentiel	1.72	4.16	350	21
SG4	Zone d'activité	2.50	3.78	430	19
SG1	Zone d'activité	7.95	8.00	1 100	40
SG5	Habitat Résidentiel	8.05	8.05	660	40
SG3	Habitat Résidentiel	4.63	9.15	930	46
A0	Habitat Résidentiel	1.85	1.85	160	9
A1	Habitat Résidentiel	1.27	2.47	250	12
CBE1	Habitat Résidentiel	0.40	0.40	30	5
CBE2	Habitat Résidentiel	2.85	5.83	520	29
C3	Habitat Résidentiel	1.48	22.53	1 320	113
C	Habitat Résidentiel	4.49	4.49	370	23
C4	Habitat Résidentiel	1.45	1.45	120	7
MS1	Habitat Résidentiel	1.84	20.87	2 220	104
MS2	Habitat Résidentiel	3.35	3.35	280	17
B3	Habitat Résidentiel	1.55	1.51	130	8
B2	Habitat Résidentiel	0.55	0.86	60	5
CBE4	Habitat Résidentiel	1.38	5.34	490	27
B1	Habitat Résidentiel	0.16	0.16	10	5
LP10	Zone d'activité	1.70	1.70	240	9
LP11	Zone d'activité	9.53	9.53	1 300	48
SG7	Habitat Résidentiel	2.78	2.78	230	14

Tableau 4-4 : Calcul des volumes de stockage sur les zones d'extension de l'urbanisation – Zone du SDAGE Loire Bretagne

Nom de la zone	Type d'urbanisation	Surface ZAU	Surface du BV de collecte	Volume à stocker	Qf = 3L/s/ha	
					Volume à stocker	Débit de fuite (L/s)
CAM4	Habitat Résidentiel	0.70	1.58	161	170	5
CAM	Habitat Résidentiel	6.71	13.06	1220	1 220	39
CAM2	Habitat Résidentiel	1.31	2.23	208	210	7
CAM1	Habitat Résidentiel	1.03	1.03	96	100	3
SCH2	Habitat Résidentiel	0.86	3.77	395	400	11
SCH1	Habitat Résidentiel	0.90	13.43	728	730	40
SCH3	Habitat Résidentiel	0.53	1.68	108	110	5
SCH4	Habitat Résidentiel	2.71	4.24	418	420	13
F6	Habitat Résidentiel	0.66	5.87	102	110	3

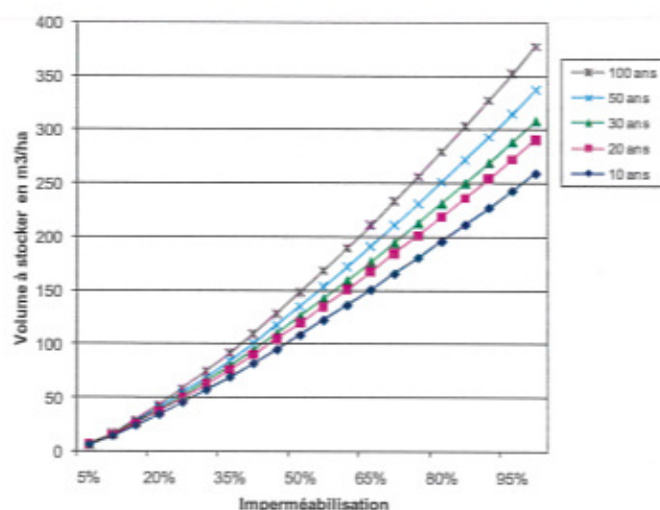
Les volumes ont été calculés sur la base de coefficients d'imperméabilisation théoriques, excepté pour les bassins pour lesquels le projet a fait l'objet d'un dossier loi sur l'eau. Le calcul des volumes de stockage à mettre en jeu devra être affiné sur la base de projets d'aménagement de chaque zone et en fonction du niveau de protection souhaité par le Maître d'Ouvrage.

L'abaque suivant (voir figure 4-1) présente, à titre indicatif, les volumes à stocker en fonction de l'imperméabilisation de la zone à urbaniser et du niveau de protection souhaité.

On y constate que l'imperméabilisation influe de manière importante sur les volumes de stockage à mettre en place pour la gestion des eaux pluviales.

On notera que lors de la conception des bassins un temps de vidange inférieur à 48 heures est recommandé afin de conserver leur efficacité lors de fortes pluies rapprochées.

Volumes à stocker par hectare selon niveau de protection



Coefficient de ruissellement	10 ans		
	remplissage (h)	Temps de vidange (h)	Volume à stocker (m3)
0,05	0,09	0,33	6
0,1	0,21	0,79	14
0,15	0,34	1,32	24
0,2	0,49	1,89	34
0,25	0,66	2,51	45
0,3	0,82	3,16	57
0,35	1,00	3,84	69
0,4	1,19	4,54	82
0,45	1,38	5,27	95
0,5	1,57	6,02	108
0,55	1,77	6,79	122
0,6	1,98	7,57	136
0,65	2,19	8,38	151
0,7	2,40	9,20	166
0,75	2,62	10,03	181
0,8	2,84	10,88	196
0,85	3,07	11,75	211
0,9	3,30	12,63	227
0,95	3,53	13,52	243
1	3,76	14,42	260

Figure 4-1 : Volumes à stocker par hectare aménagé, selon l'imperméabilisation et le niveau de protection souhaité avec un débit de fuite de 5 L/s/ha

4.3 Préconisations concernant la conception des bassins de rétention

4.3.1 Enjeux

L'urbanisation future de la communauté d'agglomération, au-delà de ne pas aggraver la qualité actuelle des rejets, doit :

- ✓ prendre en compte la situation actuelle des rejets qui pénalise les petits cours d'eau concernés (faible capacité de dilution) ;
- ✓ tendre vers le respect des objectifs de bon état écologique des masses d'eau dont l'état et les objectifs sont présentés en §2.2.

4.3.2 Prescriptions

Pour répondre aux enjeux, deux axes de mesures sont préconisés pour les zones à urbaniser :

- ✓ la régulation et la **réduction des débits** avant rejet (mesure concordante avec les aspects qualitatifs) ;
- ✓ un **traitement qualitatif** performant des eaux pluviales avant rejet.

4.3.2.1 Mesures générales

Limitation de l'imperméabilisation

Compte tenu des rétentions conséquentes à prévoir, il est recommandé :

- ✓ de favoriser des techniques d'aménagement « peu imperméabilisantes » (parkings enherbés, toitures végétalisées, allée gravillonnées, ...) ;
- ✓ de favoriser les alternatives de stockage (toitures stockantes, noues) ;
- ✓ pour les opérations d'ensemble, d'identifier le point bas du terrain et de le réserver pour y intégrer un ouvrage de type « espace vert inondable ».

En outre, la réutilisation et la valorisation des eaux pluviales sont conseillées (défense incendie, arrosage des espaces verts, ...).

Conception des dispositifs de contrôle des eaux pluviales

Les ouvrages de rétention seront étudiés pour favoriser la décantation et éviter la reprise des décantations. Leur conception permettra un entretien régulier et adapté (meilleure garantie pour le bon fonctionnement de l'ouvrage).

Une attention particulière devra être portée sur l'intégration paysagère des dispositifs et leur accessibilité pour l'entretien. Les ouvrages de contrôle et de traitement devront être accessibles et visitables. Des pistes et accès devront permettre l'entretien du fond et des berges des bassins par des moyens mécaniques faciles à mettre en œuvre.

Les dispositifs de type **bassin végétalisé** seront privilégiés.

Avant rejet vers le réseau public, les éléments suivants sont obligatoires :

- ✓ un **dispositif pour tranquilliser et répartir** le flux d'arrivée d'eau dans l'ouvrage de stockage et de traitement ;
- ✓ une **fosse de décantation** pour limiter la reprise des boues sédimentées ;
- ✓ un **ouvrage de régulation** des rejets intégrant un dispositif de type **voile siphon** ;
- ✓ une **vanne de sectionnement** signalée (pour isolement d'une pollution accidentelle) ;
- ✓ une **intégration paysagère** ;
- ✓ pour les zones où le **risque de pollution accidentelle** est élevé, des dispositions particulières complémentaires devront être mises en œuvre.

Dispositifs d'infiltration des eaux pluviales

La gestion des eaux pluviales peut être assurée par la mise en place de dispositif d'infiltration des eaux dans le sol, auquel cas, le débit de fuite au réseau sera nul.

L'infiltration des eaux n'est envisageable que dans le cas de terrain favorable à l'infiltration, et d'une surface au sol suffisante. Une étude de sol préalable peut-être nécessaire afin de déterminer si l'infiltration est réalisable ou non. Cette étude doit permettre de définir :

- ✓ La perméabilité du sol ou conductivité hydraulique K (en m/s) : elle doit être déterminée par des tests de type Porchet :
 - Perméabilité comprise entre 10^{-5} et 10^{-2} : l'infiltration au sol possible ;
 - Perméabilité supérieure à 10^{-2} : l'infiltration au sol est possible, le dispositif d'infiltration doit être équipé d'un prétraitement pour éviter les risques de lessivage. Les puits d'infiltration sont interdits dans ce cas,
 - Perméabilité inférieure à 10^{-5} , le sol étant peu perméable l'infiltration n'est pas conseillée, il est préférable de rechercher des horizons plus perméables.
- ✓ La hauteur de la nappe : le niveau maximal de la nappe doit être évalué, le fond de l'ouvrage d'infiltration ne devant être à plus de 1 mètre au dessus du niveau des plus hautes eaux de la nappe ;

- ✓ La vulnérabilité des eaux souterraines : il est important de tenir compte de la réglementation notamment dans les périmètres de captage des eaux pluviales ;
- ✓ La nature des eaux à infiltrer : des dispositifs d'épuration (décantation, filtres) en amont de l'infiltration dans le sol pourront être nécessaires en cas de risques de pollution accidentelle ou diffuse. En cas de risques forts de pollution, l'infiltration est à proscrire, cela peut-être le cas pour des eaux de voiries (parking...).

4.3.2.2 Mesures particulières

Obligation pour des opérations d'ensemble de zone d'habitat résidentiel (individuel et collectif) et d'ensemble de zones d'activité ou de zones fortement imperméabilisées :

Les nouveaux rejets d'eaux pluviales devront assurer un **rendement épuratoire minimal de 70 %** d'abattement des MES pour une **pluie de temps de retour 2 ans**. La concentration maximale du rejet de fuite sera **inférieure à 30 mg/L de matières en suspension (MES) et 5 mg/L d'hydrocarbures totaux**.

4.3.3 Rappel des obligations de la CAPF et des particuliers

4.3.3.1 Droit de propriété et servitudes découlement

Le statut des eaux pluviales est posé par le Code Civil au article 640 et 641 dont les dispositions s'appliquent à tous (particuliers, collectivités...).

- ✓ Article 640 :

« Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué.

Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement.

Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur »

- ✓ Article 641 :

« Tout propriétaire a le droit d'user et de disposer des eaux pluviales qui tombent sur son fonds.

Si l'usage de ces eaux ou la direction qui leur est donnée aggrave la servitude naturelle d'écoulement établie par l'article 640, une indemnité est due au propriétaire du fonds inférieur.

La même disposition est applicable aux eaux de sources nées sur un fonds.

Lorsque, par des sondages ou des travaux souterrains, un propriétaire fait surgir des eaux dans son fonds, les propriétaires des fonds inférieurs doivent les recevoir ; mais ils ont droit à une indemnité en cas de dommages résultant de leur écoulement.

Les maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenants aux habitations ne peuvent être assujettis à aucune aggravation de la servitude d'écoulement dans les cas prévus par les paragraphes précédents.

Les contestations auxquelles peuvent donner lieu l'établissement et l'exercice des servitudes prévues par ces paragraphes et le règlement, s'il y a lieu, des indemnités dues aux propriétaires des fonds inférieurs sont portées, en premier ressort, devant le juge du tribunal d'instance du canton qui, en prononçant, doit concilier les intérêts de l'agriculture et de l'industrie avec le respect dû à la propriété.

S'il y a lieu à expertise, il peut n'être nommé qu'un seul expert. »

Ainsi, le propriétaire a un droit étendu sur les eaux pluviales, il peut les capter et les utiliser pour son usage personnel, les vendre, ... ou les laisser s'écouler sur son terrain. Il est imposé aux propriétaires « inférieurs » une servitude vis-à-vis des propriétaires « supérieurs ». Les propriétaires « inférieurs » doivent accepter l'écoulement naturel des eaux pluviales sur leur fond. Cette obligation disparaît dans le cas où l'écoulement naturel est aggravé par une intervention humaine.

L'article 681 du code civil précise les servitudes concernant les égouts de toit :

« Tout propriétaire doit établir des toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique ; il ne peut les faire verser sur le fonds de son voisin »

4.3.3.2 Réseaux publics

Il n'existe pas d'obligation générale de collecte ou de traitement des eaux pluviales. Si elles choisissent de les collecter, les collectivités compétentes peuvent le faire dans le cadre d'un réseau séparatif.

De même, et contrairement aux usées domestiques, il n'existe pas d'obligation générale de raccordement des constructions existantes ou futures aux réseaux publics d'eaux pluviales.

L'élu de la collectivité compétente peut réglementer le déversement d'eaux pluviales dans son réseau d'assainissement pluvial ou sur la voie publique.

5

Prescription du zonage pluvial

5.1 Solutions proposées

En général, l'assainissement des eaux du ruissellement pluvial pose des problèmes majeurs pour les extensions urbaines situées en amont de secteurs déjà urbanisés car les structures en place ne peuvent pas admettre des augmentations importantes de débit.

Dans ce contexte, les techniques alternatives d'assainissement des eaux pluviales (infiltration - stockage) s'imposent : elles doivent donc être intégrées dans les schémas d'urbanisation, ainsi que dans la conception de l'urbanisation.

Elles permettent en outre de réaliser des moins-values significatives sur le coût de l'assainissement pluvial primaire en aval ; elles présentent également l'intérêt de diminuer l'impact polluant des eaux du ruissellement pluvial (effet choc) en facilitant les retenues de pollution à la source (piégeage des MES collectées par exemple).

Sur certaines zones, la gestion des eaux pluviales pourra être faite par l'intermédiaire de noues enherbées de rétention, par infiltration ou par gestion à la parcelle (stockage sur toiture, ...).

Le ruissellement limité peut être envisagé sous deux formes :

- ✓ par une gestion globale consistant en la construction d'un ouvrage unique de rétention sur le bassin versant (sur des parcelles collectives) ;
- ✓ par une gestion « à la parcelle » consistant en la création de multiples dispositifs de rétention sur le bassin versant (sur les parcelles privées).

Le choix du mode de gestion des eaux pluviales conditionne donc la maîtrise d'ouvrage et les modalités d'entretien des dispositifs.

5.2 Carte de zonage

La carte du zonage pluvial présentée en annexe 1 identifie :

- ✓ les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- ✓ les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel, et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et du ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

5.3 Préconisations

5.3.1 Généralités

Les articles 4 du règlement de PLUI s'appliquent pour chacune des zones concernées.

5.3.2 Zones urbanisables (AU)

Le dimensionnement des mesures compensatoires est effectué sur une pluie décennale.

Le débit de fuite à respecter à l'aval des zones urbanisables ne doit pas excéder 5 L/s/ha pour les zones concernées par le SDAGE Seine Normandie ou 3 L/s/ha pour les zones concernées par le SDAGE Loire Bretagne et doit prendre en compte la régulation des écoulements de l'ensemble du bassin versant amont de zone d'urbanisation.

5.3.3 Zones urbanisées (U)

Pour toute modification de l'urbanisation sur les zones urbanisées, le débit de fuite actuel devra être conservé, quel que soit la superficie de l'aménagement (inférieur ou supérieur à 1 hectare).

5.3.4 Zones agricoles (A) et naturelles (N)

Pour l'évacuation des eaux pluviales collectées sur les parcelles agricoles et naturelles, les aménagements projetés devront être conformes au Code Civil (articles 640 et 641).

ANNEXE 1

CARTE DU ZONAGE

ANNEXE 2

PRÉSENTATION DES TECHNIQUES DE STOCKAGE/INFILTRATION DES EAUX PLUVIALES

Bassins secs ou en eau

1) Principe de fonctionnement :

Il s'agit d'une des solutions les plus utilisées actuellement pour maîtriser les eaux de ruissellement. Ces bassins permettent de remédier aux insuffisances des réseaux d'assainissement et de diminuer les volumes d'eaux d'orage à traiter.

Il s'agit d'excavations naturelles ou artificielles, avec ou sans digue, qui permettent de gérer les eaux de pluie et de ruissellement générées par une opération d'urbanisme à l'échelle de la parcelle ou d'un quartier.

Ces bassins à ciel ouvert peuvent être **secs** : c'est-à-dire vides en dehors des épisodes pluvieux, ou bien **en eau** : ils conservent en permanence un volume d'eau et lors des événements pluvieux les eaux excédentaires sont stockées sur une hauteur de marnage prévue à cet effet.

Les bassins secs peuvent alors avoir un autre usage : aire de loisir, stade, jardin, ... Dans tous les cas, ils sont conçus pour stocker un volume d'eau correspondant à l'ampleur des orages de la région dans laquelle ils sont implantés.

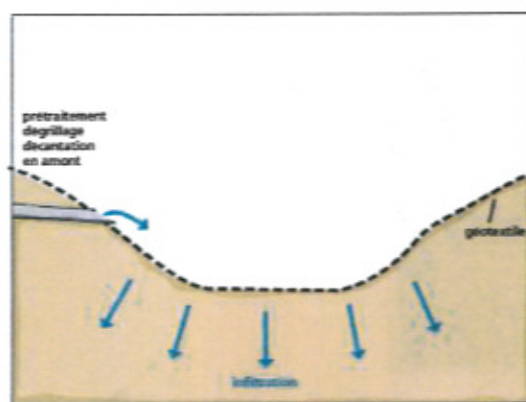


Bassin sec à ciel ouvert ; Vitry, 2011 (à gauche) ; Vezin-le-Coquet, 2013 (à droite)

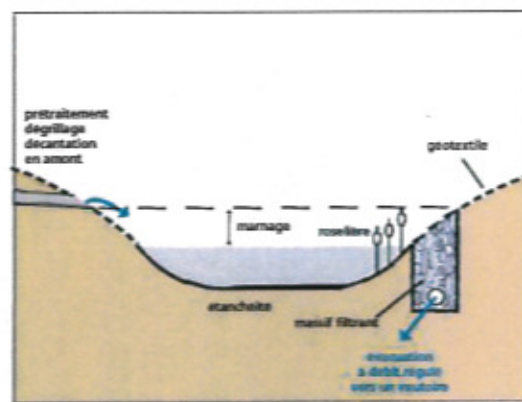


Bassin en eau ; Bassin Lucatet à Mérignac ; Fiches CUB 2013

Ces dispositifs vont permettre le stockage et la décantation des eaux pluviales, puis leur évacuation à un débit régulé, par infiltration (**bassin d'infiltration**) ou vers un exutoire (**bassin de rétention**).



Bassin sec d'infiltration



Bassin de retenue d'eau

Source : Pour la gestion des eaux pluviales, Stratégies et solutions techniques. Région Rhône-Alpes, 2006

Ils peuvent être paysagés voire aménagés comme des espaces multi-usages afin de favoriser leur intégration et leur bon fonctionnement.

2) Conditions et domaines d'utilisation :

Les bassins à ciel ouvert permettent la gestion des eaux de pluie à l'échelle de la parcelle ou d'un quartier. Ce sont des ouvrages collectifs utilisés pour gérer les eaux de ruissellement générées par de grandes surfaces imperméabilisées.

Ils nécessitent une concentration des eaux par ruissellement ou par un écoulement réseau pour leur remplissage. Le réseau de collecte en amont doit être strictement séparatif, conformément au règlement d'assainissement en vigueur.

Afin de choisir le meilleur emplacement pour ces bassins, on peut s'appuyer sur quelques principes généraux :

- Les positionner dans un point bas pour assurer un fonctionnement gravitaire qui est plus simple à mettre en place ;
- Installer des ouvrages de traitement en tête et/ou en sortie de bassin : dégrillage, dessablage, déshuilage ;
- Prévoir un accès fonctionnel pour l'entretien ;
- Réaliser un système de drainage permettant le ressuyage total de l'ouvrage dans le cas d'un bassin sec.

De plus ils doivent être implantés à une distance suffisante du lit mineur d'un éventuel cours d'eau afin d'éviter que ce dernier ne pénètre à l'intérieur du plan d'eau suite à l'érosion des berges (il faut une distance de 35 mètres minimum entre le bassin et un cours d'eau ayant un lit mineur d'au moins 7,50 m de largeur, et 10 mètres minimum sinon).

Dans le cas d'un bassin en eau, des mesures de sécurité peuvent s'avérer nécessaires comme la mise en place de clôtures autour du bassin ainsi que de campagnes de prévention et d'information auprès du public.

Ces bassins sont à implanter préférentiellement en zone humide ou dans des zones qui l'ont été par le passé. Ils sont déconseillés en zone de nappe phréatique profonde à cause du risque d'assèchement en période estivale.



Vezin-le-Coquet, 2013

La restitution des eaux au milieu par infiltration est à privilégier, cependant sous certaines conditions.

La nappe doit être située à au moins un mètre de profondeur lors des plus grandes eaux et la perméabilité du sol doit être comprise entre 10^{-3} m/s et 3.10^{-6} m/s. En effet, après un événement pluvieux, les eaux collectées doivent pouvoir être infiltrées dans un délai inférieur à 24h.

De plus l'infiltration est à proscrire en zone industrielle générant des pollutions chroniques, ainsi que dans les périmètres de protection de captage.

Enfin la réalisation d'un bassin d'infiltration est incompatible avec un usage public (aire de jeux, parc, ...) car cela engendrerait une détérioration de l'interface d'infiltration.

Quant aux bassins de rétention avec évacuation à un débit régulé, en cas de risque de pollution, ils doivent être étanches et équipés d'une vanne de contrôle permettant le confinement des eaux souillées.

3) Entretien :

Un entretien régulier des bassins secs ou en eau est indispensable afin d'assurer la pérennité de l'ouvrage et son efficacité hydraulique.

Plus les pentes du bassin sont douces plus l'entretien est facile.

Bassins secs :

Leur entretien est similaire à celui d'un espace vert.

Il faut donc ramasser régulièrement les flottants, entretenir les talus, nettoyer les ouvrages d'entrée et de sortie, faucarder (avec enlèvement des produits de la tonte), régénérer l'interface d'infiltration par scarification pour des bassins d'infiltration.

Le curage est à effectuer tous les 5 ans, le nettoyage après chaque épisode pluvieux et minimum 2 fois par an pour les décanteurs déshuileurs.

Le filtre (cailloux grossiers) et l'étanchéité (généralement une géomembrane) sont à renouveler tous les 20 à 30 ans, sauf en cas de pollution accidentelle.

Après un remplissage, la portance en fond de bassin peut être faible, il est donc nécessaire d'attendre son assèchement partiel pour qu'il soit accessible par les véhicules lourds. De plus, pour éviter le colmatage lors des travaux, il est conseillé de protéger le bassin avant sa mise en service.

Bassins en eau :

Un entretien régulier est nécessaire pour éviter la prolifération d'espèces indésirables comme les moustiques et les plantes doivent être éclaircies annuellement à la fin de l'automne.

Pour les bassins en eau, il faut assurer un ramassage régulier des flottants, entretenir les berges et nettoyer les ouvrages d'entrée et de sortie. Le curage des boues doit intervenir tous les 5 ans, à la fin de l'été, quand les eaux sont au plus bas, et la vidange tous les 10 ans pour assurer l'entretien des ouvrages noyés.

Afin d'éviter le colmatage lors des travaux, il est conseillé de protéger le bassin avant sa mise en service.

Enfin, pour ne pas voir se développer d'algues vertes, les arrivées de fertilisants doivent être évitées car elles favorisent leur développement.



Curage du Bassin

CUB, 2013

AVANTAGES	INCONVENIENTS
- Volume de stockage important ;	- Emprise foncière importante, d'autant plus en cas de stockage ;
- Facilement réalisable, par simple mouvement de terrain. Bon retour d'expérience facilitant la conception et l'exploitation ;	- Prétraitement nécessaire pour les ouvrages multifonctions et les bassins d'infiltration ;
- Diminution du risque d'inondation par réduction des volumes et des flux ;	- Mieux adapté à la gestion collective qu'individuelle ;
- Dépollution des eaux par décantation et phytoépuration ;	- Pour les bassins en eau, contraintes strictes sur la qualité des eaux collectées (réseau séparatif en amont obligatoirement) ;
- Bonne intégration paysagère, création de zones humides, possibilité de recréer un écosystème ;	- Difficile intégration paysagère des ouvrages d'entrée et de sortie ;
- Entretien facile, quasi identique à celui d'un espace vert, assez peu sensible au colmatage ;	- Entretien régulier et spécifique indispensable, à la fois pour éviter le colmatage et la stagnation (gestion des boues), mais aussi vis-à-vis du voisinage (risque de nuisances olfactives et visuelles). Entretien régulier essentiel des berges (risque d'érosion) dans le cas des bassins en eau ;
- Plurifonctionnalité : rétention des eaux, espace vert, zone de loisir, réserve incendie ou d'eau de lavage, ... ;	- Risque éventuel d'accident en cas de profondeur importante. Nécessité de maintenir le niveau d'eau en été pour les bassins en eau ;
- Permet l'alimentation de la nappe (bassin d'infiltration) ;	- Risque de pollution du sous-sol en cas de pollution accidentelle non confinée ;
- Sensibilisation du public par visualisation directe de la gestion des eaux pluviales ;	- Nécessité d'assurer une gestion appropriée pour éviter l'eutrophisation (une aération peut être nécessaire dans certains cas).

Noues et Fossés

1) Principe de fonctionnement :

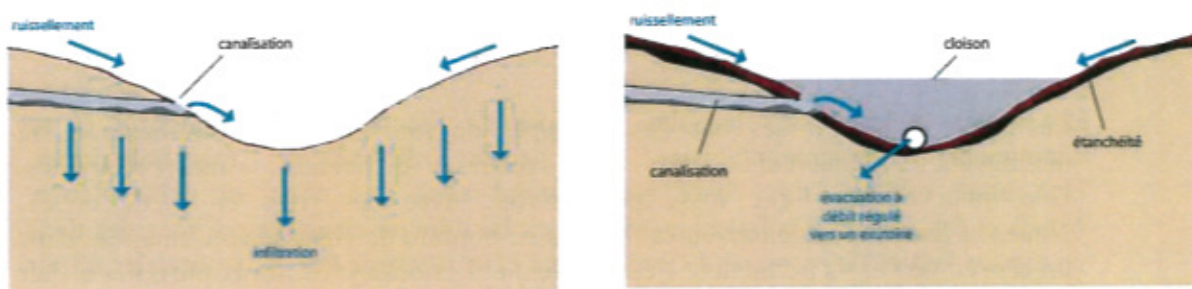
Les noues et les fossés ont des principes de fonctionnement similaires et se distinguent uniquement par de petites différences morphologiques. Une noue est un large fossé peu profond avec des rives en pente douce. Noues et fossés sont généralement situées en bordure de chaussée ou intégrées dans un espace vert et ils permettent l'écoulement et le stockage des eaux pluviales à l'air libre.



Exemples de noues, Vezin-le-Coquet 2013

Ces deux techniques vont permettre de collecter les eaux de pluie et de ruissellement pour ensuite les infiltrer dans le sol (noue ou fossé d'infiltration), ou bien les évacuer à un débit régulé vers un exutoire qui peut être un puits, un bassin ou le réseau (noue ou fossé de rétention).

L'eau est collectée par l'intermédiaire de canalisations ou bien directement par ruissellement de surface.



Source : Pour la gestion des eaux pluviales, Région Rhône-Alpes, 2006 ; Noue d'infiltration (à gauche), Noue de rétention (à droite)

2) Conditions et domaines d'utilisation :

Leur utilisation est à privilégier sur des projets en milieu périurbain : zone d'habitat peu dense, zone d'activité tertiaire, coulée verte, ...

Les noues présentent un caractère esthétique et paysager qui leur permet une intégration facile au sein de nombreux espaces comme les espaces verts, bordures de parcelle en zone industrielle ou lotissements, contre-allées ou terre-pleins centraux des boulevards urbains, terrains de sport, délaissés des voiries, etc.

Plus la granulométrie du terrain est élevée, plus le fossé doit être évasé pour limiter les risques d'effondrement des talus. Il est également préférable de prévoir une cunette bétonnée destinée à canaliser les petits flux afin d'éviter qu'ils ne dispersent des dépôts sur les talus.

Selon la pente (maximum 10 %), des cloisonnements transversaux peuvent être disposés de façon à augmenter la capacité de stockage sans avoir à trop creuser la partie aval des ouvrages.

De plus, la mise en place d'ouvrages spécifiques, au sein même ou en tête de la noue ou du fossé, permet d'éviter un grand nombre de nuisances et de faciliter l'entretien.



Noue avec cloisons. Source : Grand Lyon, 2008

D'une manière générale les noues et les fossés ne sont pas compatibles avec une utilisation plurifonctionnelle. Cependant, dans certains cas, par temps sec, on peut envisager un cheminement piéton dans le fond d'une noue par exemple.

La restitution des eaux au milieu via l'infiltration est à privilégier, cependant sous certaines conditions.

La nappe doit être située à au moins un mètre de profondeur lors des plus grandes eaux et la perméabilité du sol doit être comprise entre 10^{-3} m/s et 3.10^{-6} m/s. En effet, après un événement pluvieux, les eaux collectées doivent pouvoir être infiltrées dans un délai inférieur à 24h. De plus l'infiltration est à proscrire en zone industrielle générant des pollutions chroniques, ainsi que dans les périmètres de protection de captage.

Grâce à leur faible profondeur, les noues peuvent constituer une excellente alternative lorsque la nappe est peu profonde.

La réussite de cette technique réside en grande partie dans sa bonne exploitation.

3) Entretien :

L'entretien des noues est similaire à celui d'un espace vert.

Son bon fonctionnement repose essentiellement sur son entretien régulier.

En l'absence d'entretien la noue peut vite dégager des odeurs nauséabondes, être envahie par les moustiques et donc entraîner le mécontentement des riverains.

Plus les pentes de la noue ou du fossé sont douces, plus l'entretien est aisé.

L'entretien des noues consiste en un ramassage régulier des feuilles et des débris, une tonte et un arrosage du gazon réguliers, un curage des orifices d'entrée et de sortie et une régénération, tous les dix ans, de l'interface d'infiltration par scarification.

Le fond pourra être décompacté ou aéré tous les 3 à 5 ans pour conserver une infiltration optimale.

En cas de colmatage du fond filtrant, il est nécessaire de remplacer la couche de terre végétale colmatée.



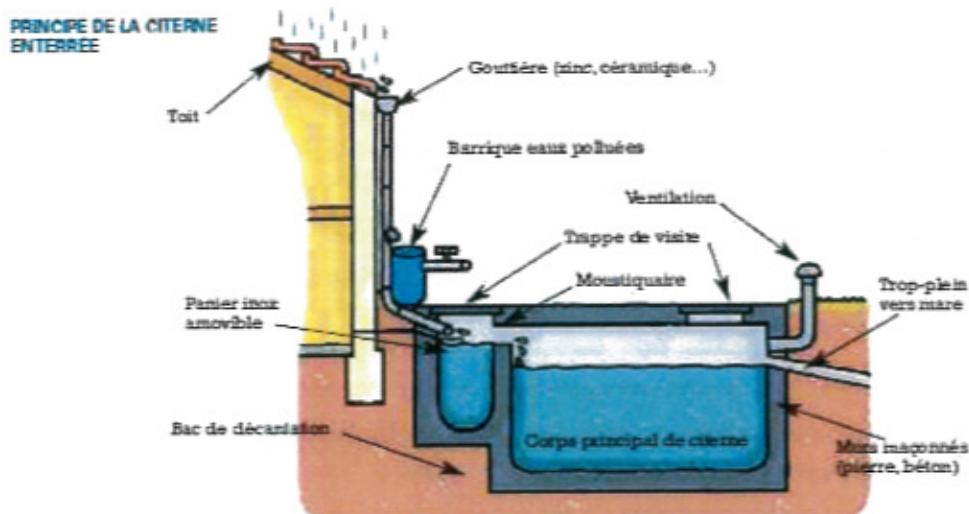
Exemples de mauvais entretien d'une noue

AVANTAGES	INCONVENIENTS
- Réduction du linéaire de canalisation ;	- Emprise foncière importante, d'autant plus en cas de stockage ;
- Solution adaptée à la gestion individuelle et collective ;	- Risque éventuel d'accident en cas de profondeur importante ;
- Réalisation facile et possible par phase ;	- Cloisonnement nécessaire sur site pentu ;
- Diminution du risque d'inondation par réduction des volumes et des flux. Suppression ou diminution des apports aux réseaux superficiels. Ralentissement des écoulements par rapport à un collecteur classique ;	- Infiltration difficile en cas de nappe superficielle ;
- Permet la collecte, le stockage et l'évacuation ;	
- Dépollution par décantation et par l'action de la végétation ;	- Risque de colmatage et donc de perte de la capacité d'infiltration : régénération par scarification à prévoir périodiquement ;
- Très bonne intégration paysagère (particulièrement les noues) ;	- Stagnation possible d'eau et risque de détérioration si il y a stationnement de véhicules par exemple ;
- Multiplicité des usages : espaces de jeux et loisirs, jardins, cheminement, ... ;	- Multiplicité des usages réduite en cas de pluie ;
- Entretien facile, quasi identique à celui d'un espace vert, assez peu sensible au colmatage ;	- Entretien régulier obligatoire à cause de l'aspect visuel ;
- Permet l'alimentation de la nappe dans le cas de l'infiltration ;	- Risque de pollution de la nappe et des sous-sols si infiltration ;
- Sensibilisation plus forte des riverains à la gestion et la qualité des eaux pluviales par une visualisation directe ;	- Dépôt de boues de décantation et de flottants pouvant engendrer des nuisances visuelles et olfactives : curage / nettoyage à réaliser régulièrement.

Citernes de récupération

1) Principe de fonctionnement :

Une citerne est un réservoir, enterré ou non, qui permet de collecter les eaux de pluie provenant des toitures par exemple, pour les réutiliser ensuite : arrosage, lavage, voire équipements sanitaires. Elles permettent de diminuer les volumes d'eau de ruissellement. Il peut s'agir de simples bacs en aval des descentes de gouttières, ou des systèmes plus sophistiqués enterrés ou non.



Source : Grand Lyon

Ce système, si le volume est suffisant, peut également servir de rétention mais en principe une citerne ne permet pas de faire face à des événements rares.

L'évacuation peut s'effectuer vers un exutoire par l'intermédiaire d'un tuyau permettant la vidange du volume stocké.

Selon les volumes, l'usage et la configuration du site, différents types de matériaux peuvent être utilisés :

- des bacs en plastique, poterie, bois, ...,
- des cuves en béton (préfabriquées ou réalisées sur site), en acier ou en matériaux plastiques (polypropylène ou polyéthylène),
- des réservoirs souples.



Citernes destinées à être enterrées ; Vezin-le-Coquet, 2005

2) Conditions et domaines d'utilisation :

Cette technique est applicable à la gestion des eaux de pluie d'une maison individuelle jusqu'à celle d'un immeuble.

C'est un système bien adapté à la réutilisation des eaux d'une parcelle.

Cependant ce n'est pas un outil de gestion de la problématique quantitative des eaux pluviales.



Source : Grand Lyon

3) Entretien :

L'entretien doit être fait régulièrement pour éviter le développement des bactéries. Dans le cas d'une citerne enterrée, la vérification des préfiltres doit être faite tous les ans, préférentiellement en automne lors de la chute des feuilles. La citerne doit également être vidangée et nettoyée idéalement chaque année ou du moins tous les 3 ou 4 ans. La vidange consiste à vider l'eau de la citerne (par pompage ou en ouvrant le robinet prévu à cet effet) et, si nécessaire, à aspirer la vase qui a pu s'accumuler.

AVANTAGES	INCONVENIENTS
- Mise en place simple ;	-Terrassement nécessaire pour les citernes enterrées. Difficultés au regard des volumes nécessaires si le sous-sol est encombré ;
- Invisible si enterrée ;	- Intégration paysagère difficile si elle n'est pas enterrée ;
- Limitation de l'eau rejetée dans le réseau ;	- Ne permet pas de faire face à des événements pluvieux rares ;
- Relative autonomie en cas de sécheresse ;	- Maintenance des systèmes de récupération et de pompage. Vidange ;
- Économie d'eau potable pour des usages ne nécessitant pas une telle qualité. Utilisation d'une ressource naturelle disponible et durable ;	- Risque de pollution du réseau ou de confusion dans les usages.

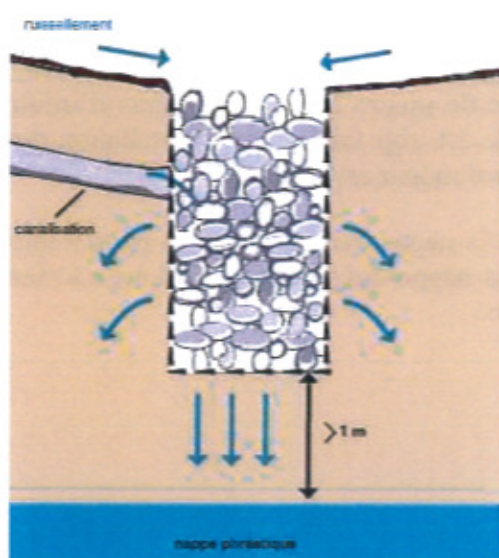
Puits d'infiltration

1) Principe de fonctionnement :

Les puits d'infiltration sont des ouvrages ponctuels de profondeur variable (quelques mètres à une dizaine de mètres) qui permettent le stockage des eaux pluviales et de ruissellement ainsi que leur évacuation dans le sol.

Les puits standards, à l'échelle de la parcelle, mesurent 2 m de profondeur et 1 m de diamètre. Ils peuvent être vides ou comme dans la majorité des cas remplis de matériaux, tels que des galets ou une structure alvéolaire, entourés d'un géotextile qui assure d'une part la tenue des parois et d'autre part la filtration des polluants.

Ils sont alimentés par des drains, des collecteurs ou directement par le ruissellement et peuvent être mis en place en complément d'autres dispositifs de stockage ou de traitement : chaussées réservoir, tranchées drainantes, fossés ou encore bassins de rétention pour lesquels ils assurent l'évacuation du débit de fuite.



Source : Pour la gestion des eaux pluviales, Région Rhône-Alpes

2) Conditions et domaines d'utilisation :

Les puits d'infiltration correspondent à tout type d'aménagement : parcelle privative, espace public, ZAC, ... Néanmoins, il faut tout de même s'assurer de la présence d'horizons géologiques favorables à l'infiltration et de l'état d'encombrement du sous-sol. En effet, il est conseillé d'installer les puits à minimum 5 mètres d'une habitation, 3 mètres de la limite de la parcelle et 3 mètres des arbres ou arbustes afin d'éviter la pénétration de racines.

L'infiltration est à privilégier, cependant sous certaines conditions. La nappe doit être située à au moins un mètre de profondeur lors des plus hautes eaux et la perméabilité du sol doit être comprise entre 10^{-3} m/s et 3.10^{-6} m/s. En effet, après un événement pluvieux, les eaux collectées doivent pouvoir être infiltrées dans un délai inférieur à 24h. De plus, l'infiltration est à proscrire en zone industrielle générant des pollutions chroniques, ainsi que dans les périmètres de protection de captage.

Il est nécessaire de s'assurer de la bonne qualité des eaux collectées afin d'éviter tout risque de contamination de la nappe phréatique.

Les puits d'infiltration sont proscrits en terrain karstiques car ils peuvent provoquer des effondrements, des fuites d'eau voire des transferts de pollution.

En revanche ils sont particulièrement adaptés dans des zones où le sol est peu perméable en surface, car ils permettent l'infiltration dans des couches plus profondes perméables. Néanmoins la couche imperméable ne doit pas être d'une trop grande profondeur afin d'éviter des ouvrages trop profonds où l'horizon perméable n'est pas accessible aux engins de chantier.

Cette technique tend à concentrer les polluants en infiltrant les eaux pluviales sur une faible surface. Il semble donc préférable de mettre en place les puits d'infiltration uniquement lorsque la surface disponible est trop faible pour l'installation d'autres techniques et que seule l'infiltration en profondeur est possible.

Il y a un très fort risque de pollution de la nappe dans le cas d'un puits à injection (infiltration des eaux directement dans la nappe qui est en contact avec le fond du puits), cette technique est donc à proscrire.

3) Entretien :

Un entretien régulier du puits est nécessaire afin d'assurer sa pérennité et son efficacité hydraulique.

Il faut commencer par éviter les risques de colmatage pendant la réalisation du projet (phasage des travaux et protection du puits) et par la suite (séparation vis-à-vis des surfaces productrices de fines).

L'entretien régulier consiste en un maintien de la propreté du puits et des ouvrages annexes pour limiter le colmatage et la pollution, le nettoyage des éventuels regards, paniers, chambres de décantation, filtres (de préférence après la chute des feuilles en automne) ainsi que de la surface si elle est drainante (par aspiration) avec enlèvement des boues.

Le nettoyage doit se faire au moins 2 fois par an.

Pour un puits comblé, la végétation recouvrant le puits doit être entretenue ; la terre en surface doit être changée si elle est tassée.

Un curage ou un pompage du puits doit être réalisé de deux fois par an à une fois tous les cinq ans lorsque le puits ne fonctionne plus et déborde fréquemment (si l'eau reste dans le puisard plus de 24h après une pluie).

Le remplacement du géotextile et des cailloux grossiers peut être nécessaire tous les 3 à 5 ans afin de conserver une capacité d'infiltration maximale, sauf en cas de pollution accidentelle, au quel cas il faut pomper la pollution et changer les matériaux.



Puits et regard de décantation

Source : Grand Lyo

AVANTAGES	INCONVENIENTS
- Simplicité de conception ;	- Coûts de réalisation et d'entretien plus élevés que pour des solutions « de surface » ;
- Grandes possibilités d'utilisation (de la parcelle au collectif) et en complément d'autres techniques. Peut être installé sur un réseau d'assainissement traditionnel afin de réduire le débit à l'exutoire ou comme exutoire ;	- Risque de dépôts de flottant selon la nature des eaux, les usages ou encore la présence ou non d'un dégrilleur à l'amont ;
- Réduction des débits de pointe et des volumes d'écoulement vers les exutoires. Ne nécessite pas d'exutoire ;	
- Faible emprise au sol ;	- Capacité de stockage limitée, dépendante de la hauteur et des fluctuations de la nappe ;
- Bonne intégration paysagère y compris en milieu urbain ;	- Nuisances olfactives en cas de mauvaise réalisation et /ou de manque d'entretien ;
- Dépollution des eaux pluviales par décantation dans le puits et par « filtration » par les matériaux et le sol ;	- Risque de colmatage, nécessité d'évacuer les boues de décantation ;
- Pas de contrainte topographique majeure, adapté aux terrains plats ;	- Installation tributaire de l'encombrement du sous-sol ;
- Utilisable pour les sols dont les premiers horizons sont imperméables mais possédant des sous-couches perméables ;	- Très fort risque de pollution des nappes dans le cas des puits à injection qui sont donc à proscrire ;
- Contribution à l'alimentation de la nappe ;	- Risque de pollution de la nappe et/ou du sous-sol ;
- Entretien simple ;	- Entretien régulier et spécifique indispensable pour limiter le colmatage.

Revêtement poreux

1) Principe de fonctionnement :

Ces revêtements poreux vont permettre de diminuer les surfaces imperméabilisées, et donc le ruissellement pluvial.

En effet, étant perméables, ils facilitent une infiltration diffuse des eaux pluviales dans le sol.

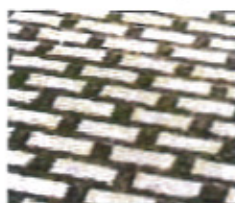
Tout d'abord, il y a stockage des eaux pluviales dans les matériaux et dans les fondations. Puis infiltration des eaux pluviales dans le sol selon son degré de perméabilité. Et enfin la quantité d'eau pluviale non infiltrée est évacuée en différé.

Il existe trois catégories de revêtements poreux :

- le béton bitumineux drainant ou le béton hydraulique poreux ne contenant pas de fines,
- les graves non traitées poreuses (la valeur au bleu de méthylène doit être inférieure à 0,10 g de fines par kg), sables ou gravillons concassés,
- les matériaux modulaires disposant d'une forte porosité ($K > 10^{-2}$ m/s), ou ceux dont les joints ou la conception alvéolaire ou perforée assurent la perméabilité.



Pavés en béton poreux



Pavage en béton avec ouvertures de drainage



Dalles de gazon

Exemples de matériaux modulaires (Grand Lyon)

2) Conditions et domaines d'utilisation :

Ces revêtements peuvent être installés au niveau d'un emplacement de parking, de places et rues piétonnes, de pistes cyclables, d'entrées de garage ou encore de terrasses.

Les pavés en béton poreux, sensibles au fendage, ne sont pas adaptés aux terrains industriels, aux zones de moyennes et petites entreprises, aux centres commerciaux et aux rues résidentielles.

Les revêtements non poreux drainants (pavés béton à joints larges ou avec ouvertures) sont proscrits pour les pistes cyclables.

Les enrobés drainants sont plus fragiles que les revêtements classiques : ils conviennent aux espaces à circulation faible et légère, ne peuvent pas être installés au niveau de carrefours giratoires et exigent une attention particulière quant à leur entretien.

3) Entretien :

Un nettoyage annuel est préconisé : soit grâce à des balayeuses aspiratrices (pour les espaces publics), soit tout simplement en utilisant de l'eau sous pression. Cet entretien est indispensable pour conserver la porosité du matériau.

En curatif le lavage haute pression combiné à l'aspiration est efficace.

De plus, l'emploi de désherbants chimiques est à proscrire pour éviter toute contamination de l'eau.

Enfin, il faut éviter le balayage classique de l'enrobé drainant qui peut favoriser l'enfouissement de débris au sein de ce dernier.



Pavés béton avec joints drainants, Vezin-le-Coquet

AVANTAGES	INCONVENIENTS
- Conception simple ;	- Phénomène de colmatage (réduit si on utilise des dalles alvéolaires) ;
- Bonne intégration dans le tissu urbain (s'il n'y a pas trop de végétaux à proximité de l'ouvrage afin de diminuer les risques de colmatage) ;	- Entretien spécifique indispensable ;
- Adapté à un sol superficiel imperméable combiné avec un sous-sol perméable ;	- Nettoyage manuel et désherbage (pour les pavages et matériaux autres qu'enrobés) ;
- Contribution à l'alimentation de la nappe ;	- Risque de pollution de la nappe (réalisation rigoureuse indispensable) ;
- Diversité des aspects de surface ;	- Résistance à la charge limitée, limitation des utilisations ;
- Dans le cas des enrobés drainants : absence de flaques, limitation du verglas, visibilité des marquages au sol, confort de conduite en cas de pluie, bruit ;	- Pour les enrobés drainants : sensibilité au gel, risque de colmatage, résistance à la giration, entretien particulier.

Tranchées

1) Principe de fonctionnement :

Les tranchées sont des ouvrages linéaires, de faibles largeur et profondeur, remplies de matériaux afin de stocker temporairement et réguler les eaux pluviales et de ruissellement.

Le stockage de l'eau s'effectue dans une structure granulaire caractérisée par la nature de ses matériaux (galets, graviers, matériaux alvéolés), leur coefficient de vide définissant leur capacité de stockage, leur résistance à la compression (portance) définissant leur solidité et domaine d'utilisation. En surface des matériaux différents peuvent être utilisés : enrobé poreux, pelouse, ...



Tranchée sous toit, CETE Sud-Ouest

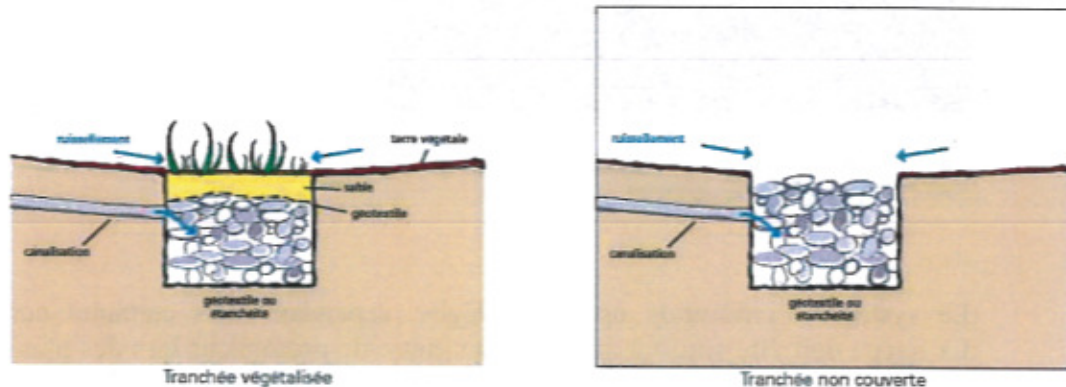
L'eau est amenée soit par des drains issus d'un regard placé en amont ou des canalisations, soit par ruissellement direct en surface et infiltration à travers le revêtement poreux.

Il existe deux types de systèmes :

- système de rétention des eaux : l'eau est par la suite évacuée à un débit régulé grâce à un drain vers un exutoire (réseau d'assainissement pluvial traditionnel, milieu hydraulique superficiel ou un système d'infiltration). Il s'agit alors d'une tranchée drainante ;

- système d'infiltration couplé au système de rétention : l'évacuation des eaux pluviales se fait par infiltration dans le sol. Cependant, on peut aussi la coupler avec un écoulement régulé, ce qui permettra la vidange complète de l'ouvrage. On parle alors de tranchée d'infiltration.

(Cette solution doit être validée par l'avis d'un géotechnicien pour s'assurer de la bonne tenue des sols.)



Source : Pour la gestion des eaux pluviales, Région Rhône-Alpes, 2006

2) Conditions et domaines d'utilisation :

Les tranchées sont particulièrement adaptées aux zones urbaines et peuvent répondre aux besoins de différents types d'espaces : à proximité d'une maison, sous un trottoir (qui peut être revêtu de matériaux poreux ou disposer d'avaloirs), en bordure de parcelle, de lotissement, de place, de stationnement, de terrain de sport, etc.

Les aménagements réalisés sur les tranchées peuvent être des espaces verts, des chemins piétonniers ou encore des voies d'accès.

Néanmoins, elles nécessitent un terrain plat ou faiblement pentu et un sous-sol peu encombré. Il est en effet conseillé d'éloigner l'ouvrage d'une distance minimale de 3 m des arbres et arbustes, afin d'éviter la pénétration des racines.

Le réseau de collecte en amont doit être strictement séparatif, conformément au règlement d'assainissement en vigueur.



Tranchée drainant récupérant les eaux du parking, rue Faidherbe, Pérenchies
Source : services urbains Lille Métropole

Le système d'infiltration est à privilégier, cependant sous certaines conditions. La nappe doit être située à au moins un mètre de profondeur lors des plus grandes eaux et la perméabilité du sol doit être comprise entre 10^{-3} m/s et 3.10^{-6} m/s. En effet, après un événement pluvieux, les eaux collectées doivent pouvoir être infiltrées dans un délai inférieur à 24h.

De plus l'infiltration est déconseillée dans les zones d'exploitations agricoles, dans les stations essence, sur les aires de stockage de produits chimiques, en résumé partout où le risque de contamination des eaux de ruissellement est élevé.

Elle est également déconseillée dans les secteurs d'habitat continu et dense où le cheminement des eaux souterraines peut nuire au proche voisinage.

Enfin la tranchée ne doit pas se situer dans une zone à infiltration réglementée telle qu'une zone de protection de captage par exemple.

3) Entretien :

L'entretien régulier de la tranchée drainante permet d'assurer sa pérennité et son efficacité hydraulique.

Il faut tout d'abord éviter le colmatage de la structure. Pour cela il faut diminuer au maximum les risques durant la phase de chantier (phasage des travaux et protection de la tranchée) et faire vérifier les capacités de stockage et de vidange par remplissage en fin de chantier.

Ensuite il faut maintenir la propreté (déchets, débris, végétaux) de la tranchée et des ouvrages annexes, curer le drain en fond de structure et intervenir si besoin pour

décolmater ou changer les matériaux drainants en surface, les matériaux à l'intérieur de la structure et le géotextile.

L'entretien consiste également à maintenir en état les dispositifs d'alimentation : tonte du gazon, lutte contre la prolifération des plantes parasites, nettoyage des éventuels regards, paniers, décanteurs. Les arbres et plantations à racines profondes sont à proscrire à proximité de l'ouvrage car ils sont susceptibles de le perforer.

Un curage des grilles et des regards de décantation sera à prévoir au moins deux fois dans l'année et une attention toute particulière devra y être portée à la fin de l'automne, période où le risque d'obturation de la tranchée est plus important dès la chute des feuilles.

Des regards de visite positionnés tous les 100 m sur la tranchée drainante peuvent permettre une surveillance du drain ainsi que son entretien par hydrocurage.

Il est essentiel d'agir rapidement en cas de pollution accidentelle en pompant les polluants. Si la pollution est importante, les moyens mis en œuvre habituellement pour des déversements doivent être employés et les matériaux doivent être ensuite changés.

Enfin, pour mesurer l'efficacité de l'ouvrage et vérifier qu'il n'existe aucune pollution due à l'infiltration, on peut installer un piézomètre en amont et en aval de l'ouvrage.



CUB 2013

AVANTAGES	INCONVENIENTS
- Faible emprise au sol ;	- Contrainte liée à l'encombrement du sous-sol ;
- Adaptée à la gestion individuelle ou collective, facile à mettre en œuvre et technique peu coûteuse ;	- Contraintes strictes sur la provenance des eaux de ruissellement, réseau séparatif en amont obligatoirement ;
- Système bien adapté aux terrains plats dont l'assainissement pluvial est difficile à mettre en place ;	- Risque d'instabilité des terrains en présence d'eau dans le sol (étude de sol préconisée) ;
- Réduction de l'inondabilité au droit de l'ouvrage. Réduction des apports en eau de ruissellement. Suppression des apports d'eau « propre » au réseau pluvial ;	- Risque de colmatage en cas d'eaux chargées en MES, surtout pour les tranchées le long des voies de circulation et arborées
- Installation simple, même en jardin privé ;	
- Double rôle de drainage et d'infiltration des eaux ;	
- Bonne intégration paysagère et dans le tissu urbain y compris en milieu dense ;	- Contrainte dans le cas d'une forte pente (cloisonnement nécessaire) ;
- Particulièrement efficace pour le piégeage des polluants ;	- Risque de pollution de la nappe en fonction de la provenance des eaux de ruissellement ;
- Participe à l'alimentation de la nappe en cas de tranchée d'infiltration ;	
- Pas d'entretien si présence d'un drain de curage ;	- Entretien régulier spécifique indispensable ;
- Peut être couplée avec d'autres techniques alternatives (peut servir de système drainant en fond de bassin, ...) ;	

Structures réservoirs (exemple de la chaussée réservoir)

1) Principe de fonctionnement :

Les structures réservoirs sont semblables à des bassins enterrés remplis de matériaux drainants ayant un indice de vide compris entre 30 et 80 %. Ce coefficient de vide, plus ou moins important, définit leur capacité de stockage. Ces matériaux sont également caractérisés par leur résistance à la compression définissant la solidité de la structure et la charge admissible pour la couverture. Les structures réservoirs sont souvent réalisées sous une chaussée.

Elles permettent d'écarter les débits de pointe de ruissellement en stockant, à la base, les eaux de pluie et de ruissellement générées par une opération d'urbanisme. Dans le cas de la chaussée réservoir, les eaux de pluie vont être stockées au sein même du corps de la chaussée avant régulation.

Les eaux peuvent être injectées dans la structure par l'intermédiaire d'avaloirs (injection localisée) ou directement par infiltration dans le cas de revêtements poreux (injection répartie).

Après le stockage, les eaux de pluie et de ruissellement peuvent être infiltrées dans le sol (évacuation répartie) ou bien évacuées à un débit régulé vers un exutoire (évacuation localisée). Une évacuation combinée peut également être envisagée.

Tableau 1 Types de chaussées réservoir [2]

	Injection répartie	Injection localisée
Évacuation répartie (infiltration)		
Évacuation localisée (rétention)		

Source : CRIT (Centre de Ressources et d'Informations Techniques), École d'architecture de Nancy

Le corps de la structure est couramment composé de grave poreuse sans fine ou bien de matériaux en plastique adaptés (nid d'abeille, casier réticulés, pneus, ...). Les chaussées réservoirs présentent toutes la même succession de couches quelque soit leurs caractéristiques : une couche de surface qui doit résister aux sollicitations produites par le trafic et permettre éventuellement le passage des eaux de pluie, une couche de base qui permet de stocker les eaux pluviales, une couche de fondation qui améliore la qualité du sol support en contrôlant les échanges éventuels et enfin le sol support.

Les structures réservoirs d'infiltration sont enveloppées dans un géotextile, celles à débit régulé sont étanchées par une géomembrane.

2) Conditions et domaines d'utilisation :

Les structures réservoirs sont adaptées à la gestion des eaux pluviales et de ruissellement à l'échelle d'un lotissement ou d'une ZAC. Elles peuvent être mises en place sous des chaussées, des voiries, des parkings ou encore des terrains de sport.

La réalisation de cette technique requiert, sur certains aspects, une attention particulière : contrôle de la granulométrie de l'enrobé, contrôle de la qualité des

matériaux de stockage, pose des drains, diamètre des drains. Le stockage ou renversement de terre est fortement déconseillé sur les enrobés drainants car ils représentent un risque fort de colmatage.

Il est également utile de prévoir des solutions facilitant l'entretien dès la réalisation de l'ouvrage.

L'infiltration dans le sol des eaux stockées dans la structure est à privilégier, cependant sous certaines conditions.

La nappe doit être située à au moins un mètre de profondeur lors des plus hautes eaux et la perméabilité du sol doit être comprise entre 10^{-3} m/s et 3.10^{-6} m/s. En effet, après un événement pluvieux, les eaux collectées doivent pouvoir être infiltrées dans un délai inférieur à 24h.

De plus l'infiltration est à proscrire en zone industrielle générant des pollutions chroniques, ainsi que dans les périmètres de protection de captage.

Le réseau de collecte en amont doit être strictement séparatif, conformément au règlement d'assainissement en vigueur.

Il est conseillé d'éloigner l'ouvrage d'une distance de 3 mètres des arbres ou arbustes, afin d'éviter la possible pénétration de racines.

3) Entretien :

Un entretien régulier et spécifique est indispensable pour assurer la pérennité de l'ouvrage et son efficacité hydraulique.

Tout d'abord il faut éviter le colmatage pendant la réalisation du projet (phasage des travaux et protection de la chaussée) et par la suite (séparation vis-à-vis des surfaces productrices de fines, information des usagers). Il est également nécessaire de nettoyer fréquemment les orifices, paniers, dispositifs d'épuration... et de curer les regards, avaloirs et drains (2 fois par an).

Le colmatage de l'enrobé doit être traité de manière préventive et curative. Le balayage classique est à proscrire car il peut provoquer l'enfouissement des détritiques au sein de l'enrobé. L'entretien préventif le plus utilisé est le mouillage aspiration. L'entretien curatif intervient lorsque le préventif n'est plus suffisant face au colmatage de la chaussée. On a alors recourt à un procédé de haute pression/aspiration.

En cas de pollution accidentelle il est obligatoire d'aspirer ou de pomper les polluants voire de remplacer la structure si la pollution est très importante.



Chaussée réservoir, CUB 2013

AVANTAGES	INCONVENIENTS
- Écrêtement des débits et diminution du risque d'inondation (limitation des réseaux d'assainissement en aval ou au niveau de la chaussée) ;	- Technique moins adaptée à une parcelle privée à cause de sa gestion à long terme. Contraintes strictes sur la qualité des eaux collectées ;
- Pas d'emprise foncière supplémentaire, la surface au sol reste disponible et permet d'autres usages (trottoirs, parkings, espaces verts, aires de jeu) ;	- La pente du terrain doit être positive sinon la vidange est trop longue, mais elle ne doit pas dépasser 10 % pour limiter les risques d'accumulation ;
- Filtration de polluants ;	- Phénomène de colmatage (plus prononcé s'il y a peu de circulation). Entretien régulier spécifique et difficile car l'accès à la structure n'est pas aisé voire impossible. Sensibilité au gel (matériau poreux) ;
- Pas de surcoût pour la structure englobée dans le corps de chaussée ;	- Coûts de maintenance élevés ;
- Amélioration des conditions de circulation : amortissement des bruits de roulement, meilleure adhérence, réduction du risque d'aquaplaning, meilleure visibilité des marquages horizontaux ;	- Ne peut être utilisé dans les zones giratoires ou à fort trafic ;
- Bonne intégration car discret, sous la voirie et non visible ;	- Structure tributaire de l'encombrement du sous-sol (protection anti-racinaire nécessaire) ;
- Alimentation de la nappe en cas d'infiltration ;	- Éventuelle pollution de la nappe selon le trafic si infiltration.

Bassins de rétention enterrés, structures alvéolaires et collecteurs surdimensionnés

1) Principe de fonctionnement :

Les bassins enterrés regroupent plusieurs types d'ouvrages : des bassins en béton, des collecteurs surdimensionnés ou encore des structures alvéolaires.

Ils vont permettre de stocker temporairement, à la base, les eaux de pluie et de ruissellement générées par une opération d'urbanisme avant de les restituer au réseau de manière régulée. Ils peuvent également constituer des réserves d'eau pour une valorisation ultérieure, sous certaines conditions de qualité des eaux de pluie.

Les collecteurs surdimensionnés sont des canalisations assurant à la fois un rôle de collecte et de stockage des eaux pluviales.

Les structures alvéolaires ultralégères (SAUL) sont constituées s'éléments modulaires en matière plastique avec un indice de vide élevé (environ 95 %). Une fois assemblés ils forment des ouvrages de stockage de grandes dimensions. Un réseau de drains permet le remplissage et la vidange de la structure, ainsi que son inspection par caméra.



Bassins enterrés avec SAUL : Vezin-le-Coquet (à gauche) Saint-Brieuc (à droite)



Emprise Bassin enterré, CUB

2) Conditions et domaines d'utilisation :

Le réseau de collecte en amont doit être strictement séparatif, conformément au règlement d'assainissement en vigueur.

En aucun cas il n'est autorisé de surverse au réseau public, ni de pompage.

Leur faible emprise au sol en fait une solution particulièrement adaptée aux zones urbaines et périurbaines.

Concernant le collecteur surdimensionné, son utilisation sera favorisée pour des opérations ayant un grand linéaire de réseau ainsi qu'une forte densité.

Les structures alvéolaires ultralégères peuvent être positionnées sous les voiries, placettes, espaces verts, ...

Ces bassins nécessitent en général un ouvrage de décantation en amont.

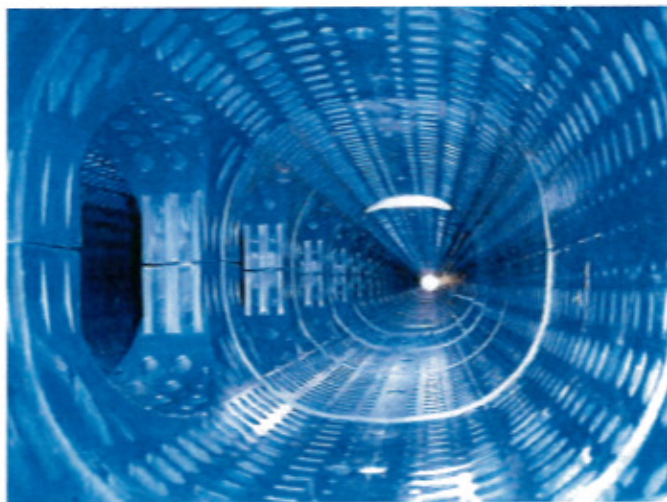
3) Entretien :

Un entretien régulier permettra d'assurer la pérennité de la structure et son efficacité hydraulique. De plus, il est nécessaire pour éviter la prolifération d'espèces indésirables comme les moustiques.

L'entretien de ce type d'ouvrages consiste en un nettoyage des ouvrages d'entrée et de sortie et d'un curage régulier du bassin ou du collecteur surdimensionné, ce qui permet d'évacuer les matériaux accumulés pour retrouver le volume initial.

Si le bassin enterré ou le collecteur surdimensionné est visitable, il convient de mettre en œuvre toutes les dispositions de sécurité nécessaires pour intervenir à l'intérieur de l'ouvrage. En effet des atmosphères toxiques (liées aux dégagements d'hydrogène sulfuré des matières en décomposition) peuvent se former dans ces espaces confinés.

Une inspection télévisée régulière (2 fois par an) des structures alvéolaires est nécessaire pour programmer les opérations de curage et prévenir les risques de colmatage.



Structure alvéolaire

AVANTAGES	INCONVENIENTS
- Capacité de stockage importante, indice de vide élevé ;	- Contraintes strictes sur la qualité des eaux collectées, réseau séparatif en amont obligatoirement ;
- SAUL facile et rapide à installer ;	- Couverture minimale à respecter lorsqu'il y a des charges roulantes. La préparation du lit de pose doit être soignée. Terrassements importants ;
- Ne demande pas d'espace supplémentaire, la surface au sol reste disponible et permet d'autres usages (parking, voirie, espace vert, ...) ;	- Solution tributaire de l'encombrement du sous-sol ;
- Structure enterrée donc discrète ;	- Faible valeur ajoutée à l'aménagement de l'opération d'urbanisme (pas de plurifonctionnalité et d'intégration paysagère) ;
- Pas de nuisance particulière pour les riverains ;	- Risque de nuisances olfactives en cas de manque d'entretien ;
- Dépollution efficace par décantation ;	- Entretien régulier délicat voire difficile, sauf pour les structures avec drain de curage ou ouvrage de prétraitement en amont.

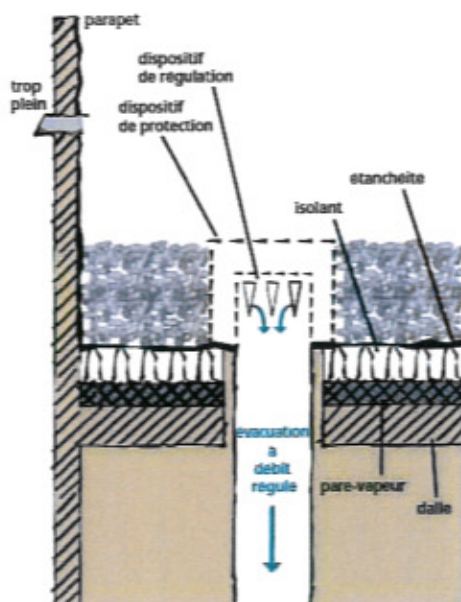
Toitures stockantes

1) Principe de fonctionnement :

Le principe est simple : il s'agit de profiter de l'espace consacré à la toiture pour y retenir temporairement les eaux pluviales. Cela va alors permettre de ralentir le ruissellement de l'eau sans avoir besoin d'ouvrage de collecte. Le stockage est réalisé grâce à un revêtement d'étanchéité, généralement protégé par une couche de gravillons ou bien par de la végétation (toiture végétalisée). Ce matériau stockant permet de réduire les débits de pointe et d'assurer une « filtration » des eaux collectées.

La régulation se fait au niveau du dispositif de vidange en fonction du diamètre de la sortie ou de la porosité de la crépine.

Pour la toiture terrasse, un petit parapet périphérique permet de stocker quelques centimètres d'eau avant de la restituer à débit limité vers un exutoire, grâce à un organe de régulation. Un système de trop-plein évite une surcharge de la structure lors d'un épisode pluvieux important.



Source : Pour la gestion des eaux pluviales, Région Rhône-Alpes

2) Conditions et domaines d'utilisation :

Les toitures stockantes peuvent être employées en milieu rural ou urbain. Cette technique est particulièrement adaptée aux zones urbaines denses et à la gestion des eaux pluviales de petites surfaces imperméabilisées, en habitat individuel ou collectif.

Sa réalisation doit répondre à des normes édictées par les pouvoirs publics. Ces normes sont regroupées dans des DTU (documents techniques unifiés) : la toiture doit être inaccessible aux piétons et voitures, de pente nulle ou très faible, la surcharge imposée par les eaux pluviales doit être prise en compte dans les calculs et il ne doit pas y avoir d'installations électriques. Elle fait également l'objet de règles édictées par la CSNE (Chambre Syndicale Nationale de l'Étanchéité).

Cette technique est conseillée sur des constructions neuves, car dans le cas contraire il est nécessaire de réaliser des études complémentaires concernant l'aptitude du bâtiment à supporter la surcharge créée par les eaux retenues.

Dans le cas des toitures végétalisées, la technique est bien adaptée à l'habitat individuel mais aussi à des équipements publics. Elle peut alors être installée sur une structure en béton, acier ou bois.



Toitures terrasses, CUB 2013

3) Entretien :

L'entretien est à la charge des propriétaires.

La chambre syndicale nationale de l'étanchéité préconise un minimum de deux visites annuelles réalisées par un professionnel qualifié pour les toitures stockantes : l'une après la période automnale pour enlever les feuilles mortes, l'autre avant la période estivale. L'objectif est de veiller au bon état des évacuations et de limiter les accumulations intempestives (feuilles, papiers, etc.).

Il est nécessaire d'enlever les mousses tous les 3 ans en moyenne au niveau du dispositif de régulation.

Il faut éviter d'utiliser des produits chimiques pour le traitement de la végétation afin de ne pas polluer l'eau.

En ce qui concerne les toitures végétalisées, l'entretien est quasi-nul. Les toitures végétalisées extensives peuvent se passer d'arrosage, quant aux toitures végétalisées intensive l'entretien est similaire à celui d'un jardin. L'accès doit donc se faire facilement et de façon sécurisée.

AVANTAGES	INCONVENIENTS
- Adapté à la gestion individuelle et collective ;	- Nécessite une réalisation soignée faite par des entreprises qualifiées, surtout au niveau de l'étanchéité ;
- Réduction des débits de pointe s'écoulant vers les exutoires ;	- Entretien régulier et rigoureux nécessaire, surtout au niveau du système de régulation (2 visites par an recommandées) ;
- Diminution des réseaux à l'aval du projet et gain foncier à l'aval de la zone assainie. Procédé de stockage immédiat ;	- Difficulté de mise en œuvre pour des pentes de toiture de plus de 2 %
- Réduction de l'inondabilité de l'ouvrage ;	- Problèmes d'étanchéité en cas de mauvaise réalisation ou résultant du vieillissement de l'ouvrage ;
- Faible consommation d'espace ;	- Volumes stockés très limités ;
- Bonne intégration dans le tissu urbain ;	- Nuisances olfactives dues à la stagnation d'eau en cas de défaut de réalisation et/ou du système de régulation ;
- Pas de technicité particulière, adaptable aux toitures traditionnelles ;	- Inadapté aux toitures terrasses où se trouvent des locaux techniques (climatisation, ascenseurs, ...). La toiture végétale est réalisable essentiellement sur des bâtiments neufs ;
- Dépollution par filtration à travers le matériau utilisé. Si toiture végétalisée, fixation d'un certain nombre de polluants atmosphériques ;	- Obturation possible des dispositifs d'évacuation par des feuilles et branchages ;
- Végétalisation possible. Dans ce cas amélioration de l'isolation thermique et acoustique. Contribution à la régulation hygrothermique urbaine en période de fortes chaleurs. Bénéfique pour la biodiversité urbaine ;	- Toitures végétalisées : Compatibilité avec les règles d'urbanisme locales. Poids du substrat nécessite une structure solide.

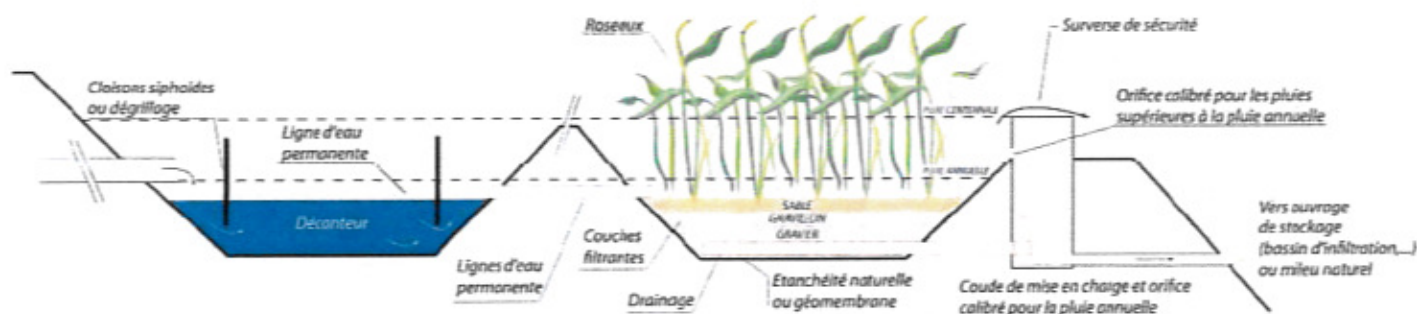
Filtres plantés de roseaux

1) Principe de fonctionnement :

De plus en plus utilisés pour le traitement des eaux usées, les filtres plantés de roseaux peuvent également être une alternative efficace pour le traitement et la rétention des eaux pluviales.

Ils permettent un bon abattement des micropolluants par filtration. La présence de roseaux améliore nettement la capacité de décantation par rapport à une simple lagune. Ils empêchent le colmatage du bassin et favorisent le développement de micro-organismes qui participent à la dégradation des hydrocarbures et à la précipitation des métaux sous forme oxydée (jusqu'à 90 % d'abattement des MES, hydrocarbures et métaux lourds).

Les eaux ruissellent naturellement vers le filtre, elles percolent à travers un substrat constitué de couches filtrantes et de couches drainantes. Les eaux traitées sont ensuite amenées de façon régulée vers un exutoire grâce à un drain placé au fond du bassin.



Source : Eaux pluviales : guide technique du Bassin d'Arcachon ; Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon

2) Conditions et domaines d'utilisation :

Cette technique va être utilisée en priorité sur les eaux de ruissellement potentiellement polluées : voiries denses, parkings... Il s'agit d'une solution pertinente dans les cas de zones d'activité, de zones commerciales, de routes et d'autoroutes par exemple.

Le principal facteur limitant de ces filtres est la lame d'eau cumulée annuelle qui ne doit pas dépasser 50 à 100 mètres.

Il faudra alors gérer à part les eaux qui n'ont pas besoin d'être traitées, afin de ne pas surcharger le filtre.

Il peut être utile de prévoir un bassin de décantation en amont pour préserver le filtre planté de roseaux du colmatage.

L'ensemble va alors être particulièrement adapté aux ruissellements de voiries ou autoroutiers, caractérisés par une charge polluante variable.



Parc de la Seille Metz (Source SINT) : 2000 m² de filtres plantés de roseaux, plan d'eau permanent et bassin sec, 8 000 m³ de rétention. En fonctionnement depuis 2001. Mise en œuvre paysagère et écologique, au sein d'un parc urbain, de modules de gestion des eaux pluviales d'une ZAC de 45 ha.

3) Entretien :

L'entretien est très simple, en particulier il ne nécessite pas de curage avant plusieurs années : ce type de dispositif évite tout risque de remise en suspension des polluants.

L'entretien paysager porte sur les abords uniquement : le faucardage des roseaux n'est pas indispensable car la biomasse des roseaux fanés peut sans problème se mêler au dépôt qui se formera en surface de filtre. L'entretien technique porte sur le décanteur amont lorsqu'il existe, qui doit être surveillé et curé une à quatre fois dans l'année selon les cas. Le dépôt formé à la surface de filtre sera raclé au bout de 10 à 20 ans : les situations varieront en fonction des apports ; selon les ratios habituels, un mètre carré de filtre drainant 100 m² de surface active recevra chaque année 5 à 10 kilos de matières en suspension, soit quelques mm de dépôt par an.

AVANTAGES	INCONVENIENTS
- Réduction du risque d'inondation en aval ;	- Emprise foncière forte ;
- Double fonction de rétention et épuration ;	- Encore au stade d'expérimentation sur le bon dimensionnement à appliquer ;
- Performances épuratoires élevées, bon abattement des micropolluants par filtration. Amélioration de la capacité de décantation par rapport à une simple lagune. Développement de micro-organismes participant à la dégradation des hydrocarbures et à la précipitation des métaux sous forme oxydée ;	- La lame d'eau cumulée annuelle admise par le filtre ne doit pas dépasser 50 à 100 mètres ;
- Très bonne intégration paysagère ;	- Coûts d'investissement importants ;
Entretien simple : pas de curage avant plusieurs années. Les roseaux empêchent le colmatage par l'effet du vent et des rhizomes.	- Entretien régulier tout de même nécessaire.

ANNEXE 3

EXEMPLE DE CALCUL POUR LE DIMENSIONNEMENT DES BASSINS DE RÉTENTION : MÉTHODE DES PLUIES

Les bassins de retenue sont dimensionnés ici par la méthode des pluies, comme suit :

$$V(t) = Ca \cdot I \cdot S \cdot t - q \cdot t = 10 \cdot Ca \cdot S \cdot a \cdot t(1 + b) - q \cdot t$$

avec :

$V(t)$: volume à stocker à l'instant « t » en m^3 ,

Ca : coefficient d'apport, assimilé ici au coefficient de ruissellement,

S : surface du bassin versant en hectares,

a, b : coefficients de la loi de MONTANA en mm et mn : $I = a \cdot t^b$,

q : débit de vidange constant en m^3/mn ,

t : durée des précipitations en mn ou temps de remplissage.

Le volume maximum à stocker est déterminé en résolvant l'équation de la dérivée de l'expression précédente : $dV/dt = 0$, résolution qui fournit dans un premier temps, la durée de remplissage du bassin de retenue « Tr » et par suite le volume maximal à stocker « Vmax » :

$$Tr = \left[\frac{10 \cdot Ca \cdot S \cdot a \cdot (1 + b)}{q} \right]^{-1/b} \quad \text{et} \quad V_{\max} = \left[\frac{-b}{1 + b} \right] \cdot q \cdot Tr$$

avec les unités précédemment définies.

Si maintenant, on intitule « Tv » le temps de vidange du bassin de retenue plein, soit :

$$V_{\max} = q \cdot Tv$$

on obtient la relation suivante :


$$Tv = \left[\frac{-b}{1 + b} \right] \cdot Tr$$

Ü



Carte du zonage d'assainissement pluvial

NOMBRE DE PLAN :	1
NOMBRE DETAIL :	DETAIL :
12/15/16/17	1/1 000



SAFEGE
Industries Canada

1 Place du Général
de Gaulle,
35 760 Saint-Denis
Tel. (33) 90 23 12 12
Fax. (33) 90 23 12 13
http://www.safege.com

FLERS

agglomération

SB/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	30	8.8	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 02 DU 24 AVRIL 2014

10 questions, numérotées de 27 à 36

DELIBERATION

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES MODIFICATION

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LAGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAÏRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaire absent	Suppléant présent	Questions

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Daniel BIGEON	Bruno LOUISE	27
	Gaëlle PIOLINE	Sonia LAFAY	27 à 32
	Jean CHATELAIS	Irène COJEAN	
	Lori HELLOCO	Yves GOASDOUE	Ensemble de la séance
	Patrick LESELLIER	Serge HAMEL	
	Jean-Marie POTHE	Hervé LEMANCEL	

Excusé : /

Absents : Laurent JUMELINE (27) ; Michel DUMAINE (27 et 28) ; Claude GASNIER (27 à 35)

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53	27	44	50
Quorum : 27	28	46	51
	29 à 32	47	52
	33 à 35	49	52
	36	50	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
18.04.14	18 h 35	Alain MAUGER	20 h 22	30.04.14	30 AVR. 2014

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	30	8.8	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

R A P P O R T

Présenté par

Bruno LOUISE

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
EAUX USEES EAUX PLUVIALES SPANC					
CONSEIL	Séance	02	24.04.14	N° d'ordre	N° délibération
				4	30

OBJET	ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES - MODIFICATION
-------	--

JCD/EA

Chers Collègues,

Par délibération n° 317 du 27 février 2014, le Conseil Communautaire a approuvé le projet de plan de zonage d'assainissement des eaux pluviales sur les 14 communes de la CAPF avant fusion.

Le décret n° 2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement précise que l'élaboration des documents de zonage prévus par l'article L.2224-10 du CGCT (dont font partie les zonages d'assainissement des eaux pluviales) comprend désormais une obligation de consultation des services de l'Etat pour déterminer, au cas par cas, si le projet de zonage doit faire l'objet d'une évaluation environnementale prévue par le code de l'environnement (articles L.122-4 à L.122-12, R.122-17 à R.122-24). Cette consultation des services de l'Etat est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2013, à la fois pour l'établissement de nouveaux zonages et pour la révision des zonages existants. La mise en place de zonage d'assainissement des eaux pluviales sur le territoire de la CAPF a donc été soumise à la consultation des services de l'Etat pour déterminer, dans le cadre de la procédure du cas par cas, si elle devait faire l'objet d'une évaluation environnementale.

La Direction Départementale des Territoires de l'Orne, pour la procédure d'avis au cas par cas, a émis deux observations sur le dossier sur lequel le conseil communautaire a délibéré le 27 février 2014 :

- seuls les SDAGE Seine-Normandie et SAGE Orne Moyenne ont été cités alors que certaines communes dépendent également des SDAGE Loire Bretagne et SAGE Mayenne
- l'article générique de prise en compte du contexte réglementaire doit ainsi être modifié.

Il convient de modifier le dossier de zonage en fonction de ces éléments pour la mise à l'enquête publique de ce dernier.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	30	8.8	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 – APPROUVER** le projet de plan de zonage d'assainissement des eaux pluviales sur les 14 communes de la CAPF avant fusion modifié tel qu'il est annexé à la présente.
- 2 – CHARGER** Monsieur le Président de rendre public par arrêté le zonage d'assainissement des eaux pluviales et de le soumettre à enquête publique.
- 3 – PRECISER** que le Conseil Communautaire devra se prononcer sur le zonage définitif d'assainissement des eaux pluviales au vu des conclusions du Commissaire Enquêteur.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,
[Signature]
Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140424-DEL30-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/04/2014
Publication : 30/04/2014

FLERS

agglomération

SB/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	31	4.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 02 DU 24 AVRIL 2014

10 questions, numérotées de 27 à 36

DELIBERATION

PERSONNEL COMMUNAUTAIRE

EMPLOIS PERMANENTS : ADJOINT(E) RESPONSABLE ESPACE BALNEOTHERAPIE CAPFL/O RECOURS A UN AGENT CONTRACTUEL

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houime), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVEE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houime), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEMBault (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaire absent	Suppléant présent	Questions

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Daniel BIGEON	Bruno LOUISE	27
	Gaëlle PIOLINE	Sonia LAFAY	27 à 32
	Jean CHATELAIS	Irène COJEAN	
	Lori HELLOCO	Yves GOASDOUE	Ensemble de la séance
	Patrick LESELLIER	Serge HAMEL	
	Jean-Marie POTHE	Hervé LEMANCEL	

Excusé : /

Absents : Laurent JUMELINE (27) ; Michel DUMAINE (27 et 28) ; Claude GASNIER (27 à 35)

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53	27	44	50
Quorum : 27	28	46	51
	29 à 32	47	52
	33 à 35	49	52
	36	50	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
18.04.14	18 h 35	Alain MAUGER	20 h 22	30.04.14	29 AVR. 2014

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



Communauté d'Agglomération

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	31	4.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par

Serge LOUCHE

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
PERSONNEL COMMUNAUTAIRE RELATIONS AVEC LE SIRTOM MARCHES PUBLICS					
CONSEIL	Séance	02	24.04.14	N° d'ordre	N° délibération
				5	31

OBJET	PERSONNEL COMMUNAUTAIRE - EMPLOIS PERMANENTS : ADJOINT(E) RESPONSABLE ESPACE BALNEOTHERAPIE CAPFL'O - RECOURS A UN AGENT CONTRACTUEL
-------	--

JLB/EA

Chers Collègues,

Conformément aux dispositions de l'article 34 de la loi 84-53 modifiée du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, **« les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. La délibération précise le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé. Elle indique, le cas échéant, si l'emploi peut également être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article 3-3. Dans ce cas, le motif invoqué, la nature des fonctions, les niveaux de recrutement et de rémunération de l'emploi créé sont précisés. »**

L'emploi d'adjoint(e) au responsable de l'espace balnéothérapie affecté au Centre Aquatique CAPFL'O (rattaché à la direction Attractivité du Territoire) relève du tableau des effectifs permanents de la collectivité. Il va être vacant au 30 avril prochain en raison de l'expiration du contrat conclu avec la personne recrutée sur ce poste.

Une procédure de recrutement a donc été lancée, dans le respect des dispositions de la loi 84-53 précitée, afin de pourvoir cet emploi par le recrutement d'un fonctionnaire territorial.

En effet, l'article 3 de la loi 83-634 du 13 juillet modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, constituant le titre 1^{er} du statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales, prévoit expressément que les emplois permanents des collectivités territoriales sont occupés par des fonctionnaires, sauf dérogation législative, ce qui doit conduire les collectivités territoriales à nommer des fonctionnaires sur les emplois permanents ouverts à la vacance, sauf dans les hypothèses dérogatoires expressément prévues par le législateur.

Ces situations dérogatoires sont précisées par les articles 3 à 3-5 de la loi 84-53 précitée, qui listent les cas dans lesquels une collectivité peut recourir à un personnel contractuel non titulaire. L'article 3-3 dispose notamment : **« Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et sous réserve de l'article 34 de la présente loi, des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels dans les cas suivants :**

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	31	4.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARPETES DU PRESIDENT				

1° Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes...

Les agents ainsi recrutés sont engagés par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée. »

De fait, il n'existe pas à proprement parler de cadres d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes à cet emploi.

Lors de la reprise en gestion du Centre par la collectivité, les emplois de responsable et d'adjoint(e) à la responsable de l'espace de balnéothérapie ont été créés par référence au grade d'opérateur des activités physiques et sportives (APS), qui relèvent de la filière sportive de catégorie C, aux motifs suivants :

- les autres emplois d'éducateurs sportifs du Centre, qui sont majoritaires, relèvent naturellement des métiers de l'enseignement de la filière sportive, et plus précisément du cadre d'emplois des éducateurs des APS ;
- la définition des missions afférentes aux opérateurs des APS était la moins éloignée de l'ensemble de celles de tous les grades des filières territoriales. En effet, « les membres du cadre d'emplois sont chargés d'assister les responsables de l'organisation des activités physiques et sportives ». L'espace de balnéothérapie apporte un complément et une diversification aux activités traditionnelles proposées par un complexe aquatique, de nature à renforcer l'organisation d'activités en lien avec la pratique ou la détente sportive aquatique, et en appui de l'action menée par les responsables de l'organisation des activités physiques et sportives que sont les éducateurs sportifs ;
- l'ensemble des personnels non administratifs du Centre, dédiés aux activités purement sportives ou de bien-être, étaient ainsi reclassés dans une filière commune à dominante sportive, ludique ou de loisirs.

Votre assemblée est dès lors appelée à ouvrir l'accès de cet emploi permanent à un agent contractuel, conformément aux dispositions combinées des articles 3-3 et 34 de la loi 84-53 précitée, telles que détaillées ci-dessus.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - INDIQUER** que l'emploi permanent d'adjoint(e) au responsable de l'espace balnéothérapie affecté au Centre Aquatique CAPFL'O peut être pourvu par le recours à un agent contractuel dans les conditions prévues par l'article 3-3 de la loi 84-53 modifiée du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	31	4.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

2 - PRECISER que le motif et les conditions du recrutement contractuel de cet emploi s'établissent comme suit :

Emploi		Adjoint(e) au responsable de l'espace balnéothérapie (Centre Aquatique CAPFL'O)
Grade		Opérateur des activités physiques et sportives
Temps de travail		Mi-temps (17,5/35 ^{èmes} heures hebdomadaires)
Motifs du recrutement contractuel	Référence	Article 3-3-1° de la loi 84-53 modifiée
	Niveau	Emploi de catégorie C
	Motivation	Pas de cadres d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes à cet emploi: nécessité d'assurer la continuité du service public face à l'impossibilité de recrutement d'un fonctionnaire.
Nature des fonctions (Missions)		<ul style="list-style-type: none"> • accueillir, prendre en charge et orienter la clientèle ; • réaliser les différents services offerts au sein de l'espace balnéothérapie ; • veiller à la sécurité des usagers ; • représenter, de manière dynamique, les services du centre aquatique ; • participer à l'animation générale du centre.
Rémunération		Assise sur le 1 ^{er} échelon du grade d'opérateur des APS (Echelle 4 - Indice brut 336 nouveau majoré 318). Régime indemnitaire suivant délibérations votées à ce jour.
Durée de l'engagement (à titre indicatif)		Contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

M. Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140424-DEL31-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/04/2014

Publication : 29/04/2014

FLERS

agglomération

SB/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	32	4.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 02 DU 24 AVRIL 2014

10 questions, numérotées de 27 à 36

DELIBERATION

PERSONNEL COMMUNAUTAIRE TABLEAU DES EFFECTIFS : MODIFICATION 2014-3

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVEE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaire absent	Suppléant présent	Questions

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Daniel BIGEON	Bruno LOUISE	27
	Gaëlle PIOLINE	Sonia LAFAY	27 à 32
	Jean CHATELAIS	Irène COJEAN	
	Lori HELLOCO	Yves GOASDOUE	Ensemble de la séance
	Patrick LESELLIER	Serge HAMEL	
	Jean-Marie POTHE	Hervé LEMANCEL	

Excusé : /

Absents : Laurent JUMELINE (27) ; Michel DUMAINE (27 et 28) ; Claude GASNIER (27 à 35)

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53	27	44	50
Quorum : 27	28	46	51
	29 à 32	47	52
	33 à 35	49	52
	36	50	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
18.04.14	18 h 35	Alain MAUGER	20 h 22	30.04.14	29 AVR. 2014

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage – Thématique

2. Registre – Chemise Conseil – R.A.I. si nécessaire



Communauté d'Agglomération du Pays de Flers

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	32	4.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

R A P P O R T

Présenté par

Serge LOUCHE

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
PERSONNEL COMMUNAUTAIRE RELATONS AVEC LE SIRTOM MARCHES PUBLICS					
CONSEIL	Séance	02	24.04.14	N° d'ordre	N° délibération
				6	32

OBJET	PERSONNEL COMMUNAUTAIRE - TABLEAU DES EFFECTIFS - MODIFICATION 2014-3
--------------	--

JLB/EA

Chers Collègues,

La modification du tableau des effectifs vous est proposée pour prendre en compte le repositionnement statutaire de deux agents dans le cadre de mesures de promotions internes, justifiées par les besoins de structuration de l'organigramme et d'organisation des services, qui ont été soumises à l'avis favorable des commissions administratives paritaires placées près du Centre Départemental de Gestion du Personnel Territorial.

Ces propositions concernent :

1. la directrice du conservatoire de musique.

Pour mémoire, la directrice de l'établissement est actuellement nommée dans le grade d'assistant d'enseignement artistique principal de 1^{ère} classe, qui relève de la filière des emplois culturels (de catégorie B). Son régime d'obligations de service est juridiquement fixé à 20 heures hebdomadaires pour un emploi à temps complet. La filière de l'enseignement artistique prend en compte, comme pour tous les emplois de l'enseignement, un temps de travail pédagogique personnel consacré à la préparation des cours, mais également un temps de pratique personnelle de la spécialité musicale enseignée.

Ce cadre assume par ailleurs un certain nombre de missions de direction : coordination pédagogique et opérationnelle de l'équipe (15 personnes, dont 14 professeurs de catégorie B), gestion administrative et financière, relations avec les élèves (et leur famille le cas échéant), etc. Elle effectue ces missions au-delà de ses heures d'enseignement.

La collectivité doit revoir la situation de l'intéressée en termes de repositionnement hiérarchique, statutaire et réglementaire (au regard de son temps de travail). Cette obligation conduit la collectivité à envisager une évolution de l'intéressée sur un emploi doté d'un grade généraliste (attaché territorial en catégorie A), qui lui permettrait de renforcer sa légitimité au regard du management de l'équipe, et de faire face à ses obligations de direction sur la base d'un régime de travail normalisé.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	32	4.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

2. une des gestionnaires des marchés publics, pour la positionner sur un emploi relevant de la catégorie B au regard des responsabilités assumées.

Le tableau suivant détaille ces propositions :

CREATIONS		Direction Service	Budget	Echelle	Date d'effet	SUPPRESSIONS à adopter après avis du CTP		Budget
EMPLOIS	GRADES OU CADRES D'EMPLOIS					EMPLOIS	GRADES OU CADRES D'EMPLOIS	
1 directrice du conservatoire	1 attaché	Culture : Conservatoire de musique	Général	Attaché	01.05.14	1 directrice du conservatoire	1 assistant d'enseignement artistique principal de 1 ^{ère} classe à temps complet (20 heures hebdomadaires)	Général
1 assistante administrative	1 rédacteur	Adm.Générale et Marchés Publics : Marchés publics		Rédacteur		1 agent de gestion	1 adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe	

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - MODIFIER** le tableau des effectifs dans les conditions ci-dessus exposées.
- 2 - PRENDRE** l'engagement d'inscrire au Budget les crédits correspondants.
- 3 - PRECISER** qu'il y aura à se prononcer sur les suppressions de postes qui constituent une opération d'ordre, dans le cadre d'une délibération annuelle prise après avis du Comité Technique.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140424-DEL32-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/04/2014
Publication : 29/04/2014

FLERS

agglomération

SB/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	33	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 02 DU 24 AVRIL 2014

10 questions, numérotées de 27 à 36

DELIBERATION

MONT DE CERISY AMENAGEMENT D'UN ESPACE D'ANIMATIONS DEMANDE DE SUBVENTION LEADER ET FNAOT

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompierre), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LAGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVEE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompierre), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaire absent	Suppléant présent	Questions

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Daniel BIGEON	Bruno LOUISE	27
	Gaëlle PIOLINE	Sonia LAFAY	27 à 32
	Jean CHATELAIS	Irène COJEAN	
	Lori HELLOCO	Yves GOASDOUE	Ensemble de la séance
	Patrick LESELLIER	Serge HAMEL	
	Jean-Marie POTHE	Hervé LEMANCEL	

Excusé : /

Absents : Laurent JUMELINE (27) ; Michel DUMAINE (27 et 28) ; Claude GASNIER (27 à 35)

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53	27	44	50
Quorum : 27	28	46	51
	29 à 32	47	52
	33 à 35	49	52
	36	50	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
18.04.14	18 h 35	Alain MAUGER	20 h 22	30.04.14	29 AVR. 2014

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



Communauté d'Agglomération du Pays de Flers

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	33	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par
Patrick LESELLIER
Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
TOURISME EQUIPEMENTS SPORTIFS ET DE LOISIRS					
CONSEIL	Séance	02	24.04.14	N° d'ordre	N° délibération
				7	33

OBJET	MONT DE CERISY – AMENAGEMENT D'UN ESPACE D'ANIMATIONS DEMANDE DE SUBVENTION LEADER ET FNAADT
-------	---

SLM/EA

Chers Collègues,

Afin de rester attractif et de le conforter comme un pôle d'attraction touristique important du territoire, le site naturel du Mont de Cerisy a besoin d'être aménagé, notamment pour faciliter l'organisation d'animations culturelles, sportives et de loisirs. L'objectif est aussi de l'intégrer dans une stratégie globale d'attractivité touristique et de le mettre en perspectives avec les autres équipements de la CAPF.

Le Mont de Cerisy accueille une trentaine de manifestations par an comme des compétitions de course d'orientation, des concerts, des animations UNSS ou UGSEL, des sorties associatives, ... ce qui draine déjà un large public.

Suite à l'étude d'aménagement global réalisée sur le Mont de Cerisy, dont les conclusions vous ont été présentées dans la délibération n°207 du 26 septembre 2013, il a été décidé d'intervenir sur la **sécurisation du site d'une part et sur l'amélioration de l'offre et de l'accueil d'autre part.**

1) L'aire de stationnement

Actuellement, les visiteurs se garent n'importe où et n'importe comment, abîmant l'environnement et rendant dangereux le Mont pour les usagers, en particulier les enfants.

L'objectif est d'interdire l'accès aux véhicules sur le reste du site pour sécuriser la place.

Le **stationnement** a besoin d'être encadré sur le site, afin de conserver son caractère sécurisé.

Un espace paysager d'accueil des véhicules, comptant environ 125 places, sera donc aménagé à l'entrée du site pour laisser le reste de l'espace sans véhicule. Des emplacements pour les bus seront également délimités. Le principe est de conserver le maximum d'arbres et de ne matérialiser que les axes roulants, pour que **l'aire soit intégrée harmonieusement au site.**

Aire de stationnement = 165.000 € HT

- création de 125 places de stationnement
- zone de dépôt de bus
- 2 raquettes de retournement

Fermeture de l'accès aux véhicules

- pose de bornes en bois pour clore la zone

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	33	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

2) Le château

Le **château**, construit à la fin du 19^{ème} siècle, est le symbole prépondérant du site, même s'il ne reste que des vestiges depuis 1944. La population locale y est fortement attachée. Il est envisagé de cristalliser le château afin de sécuriser les ruines et de rendre accessible la tour, puisqu'arrivé en haut, un panorama à 360° sur le bocage s'offre au visiteur.

L'objectif est d'ôter les barrières qui entourent le château depuis 2007, rendre accessible la tour qui offre un panorama sur le bocage à 360° et sécuriser le château en le purgeant et en installant des grilles aux ouvertures.

Travaux sur le château = 200.000 € HT

- cristallisation des ruines du château pour préserver la structure qui subsiste
= 100 000 € HT
- restauration de la tour panoramique pour la rendre accessible au public
= 14 000 € HT

3) L'esplanade de loisirs

Un large public familial fréquente le site. Les jeux pour enfants sont cependant assez anciens, et ne sont plus adaptés aujourd'hui. Il est nécessaire de les remplacer

L'objectif est de répondre à la demande d'un public familial qui recherche des jeux adaptés pour les enfants dans un cadre verdoyant et harmonieux.

Un aménagement paysager sera mené en parallèle pour favoriser leur intégration. Aussi trois clairières de jeux, adaptées aux différentes tranches d'âge, seront aménagées. Un terrain de tennis et la pataugeoire seront démolis. Des espaces seront végétalisés et plantés, en travaillant la perspective vers l'étang.

Clairière de jeux + démolition d'un court de tennis + démolition de la pataugeoire = 180.000 € HT

- clairière de jeux : remplacement des jeux pour enfants sous forme de 3 poches de jeux selon les tranches d'âge
- revégétalisation de la piste sablée
- démolition d'un court de tennis, celui qui n'est plus en état et maintien de l'autre
- démolition de la pataugeoire : elle n'est plus aux normes et n'est plus mise en eau depuis 3 ans

4) La scène

Les événements culturels se développant de plus en plus, il paraît important d'**aménager la scène** afin de la rendre plus fonctionnelle et plus adaptée aux manifestations. Depuis quelques années, les activités artistiques se développent progressivement, comme le festival des Bichoiseries ou encore la Fête des Rhodos.

L'objectif est de rendre la scène opérationnelle et fonctionnelle pour l'organisation d'une programmation culturelle sur le site (concerts, spectacles, ...).

Il est donc prévu un arasement devant la scène pour l'accueil du public, l'amenée de l'eau potable, l'enterrement d'une bache enterrée pour les eaux usées, la réfection de la plate-forme régie et la création d'un quai de déchargement du matériel scénique.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	33	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

En 2013, des travaux d'aménagement de la scène ont été réalisés, à savoir l'installation d'un réseau d'eau potable pour alimenter le site en plusieurs endroits stratégiques, accès au parking (encaissement d'une allée pour faciliter un accès jusqu'à un espace adéquat de stationnement), arasement devant la scène (pour permettre l'installation de crash barrières et le passage d'un fourreau pour les câbles de la régie vers le podium).

Aménagement de la scène = 17.000 € HT

- arasement du terrain devant la scène
- création d'un quai de déchargement pour le matériel scénique
- remise à niveau de l'arrière de la scène

Le plan de financement est le suivant :

Dépenses		Recettes	
Postes de dépenses	Montant HT	Financeurs	Montant
Aire de stationnement	165.000,00 €		
Travaux sur le château	200.000,00 €	Europe (Leader)	33.000,00 €
Clairière de jeux + démolition d'un court de tennis + démolition de la pataugeoire	180.000,00 €	Etat (volet territorial – FNADT)	225.553,46 €
Aménagement de la scène	18.883,66 €	CAPF	305.330,20 €
Total	563.883,66 €	Total	563.883,66 €

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - APPROUVER** l'aménagement du Mont de Cerisy, comme décrit ci-dessus.
- 2 - RENDRE** caduque la délibération n° 99 du 10 avril 2013.
- 3 - SOLLICITER** l'aide financière auprès du programme Leader et du FNADT.
- 4 - AUTORISER** le Président ou son représentant, à signer toutes les pièces et documents relatifs à ces aménagements.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,
Ves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140424-DEL33-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/04/2014
Publication : 29/04/2014

FLERS

agglomération

SB/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	34	7.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 02 DU 24 AVRIL 2014

10 questions, numérotées de 27 à 36

DELIBERATION

FISCALITE DIRECTE LOCALE TAUX DES TAXES POUR 2014

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVEE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEMBault (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaire absent	Suppléant présent	Questions

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandants	Mandataires	Questions
Daniel BIGEON	Bruno LOUISE	27
Gaëlle PIOLINE	Sonia LAFAY	27 à 32
Jean CHATELAIS	Irène COJEAN	
Lori HELLOCO	Yves GOASDOUE	Ensemble de la séance
Patrick LESELLIER	Serge HAMEL	
Jean-Marie POTHE	Hervé LEMANCEL	

Excusé : /

Absents : Laurent JUMELINE (27) ; Michel DUMAINE (27 et 28) ; Claude GASNIER (27 à 35)

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53	27	44	50
Quorum : 27	28	46	51
	29 à 32	47	52
	33 à 35	49	52
	36	50	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
18.04.14	18 h 35	Alain MAUGER	20 h 22	30.04.14	29 AVR. 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



Communauté d'Agglomération du Pays de Flers

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	34	7.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par

Serge HAMEL

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
FINANCES					
CONSEIL	Séance	02	24.04.14	N° d'ordre	N° délibération
				8	34

OBJET

FISCALITE DIRECTE LOCALE – TAUX DES TAXES POUR 2014

MG/VV/EA

Chers Collègues,

En vue du vote des taux d'imposition locale pour l'exercice 2014, la Direction Départementale des Finances Publiques a communiqué le montant des bases d'imposition prévisionnelles qui s'établissent comme suit :

	Bases effectives 2013	Bases prévisionnelles 2014	Evolution
Cotisation foncière des entreprises	10 892 818	10 454 000	- 4,03 %
Taxe d'habitation	31 181 452	31 604 000	1,36 %
Taxe foncière bâti	31 352 592	32 214 000	2,75 %
Taxe foncière non bâti	1 579 595	1 594 000	0,91 %

Afin de ne pas alourdir la fiscalité pesant sur les ménages, il vous est proposé de fixer, pour ces trois taxes, des taux d'imposition identiques aux taux de 2013 issus du notre pacte de neutralité budgétaire et fiscale :

	Taux 2013	Proposition taux 2014	Evolution
Taxe d'Habitation	6,91 %	6,91 %	0,00 %
Taxe Foncier Bâti	6,33 %	6,33 %	0,00 %
Taxe Foncier Non Bâti	12,24 %	12,24 %	0,00 %

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	34	7.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

Les produits 2014 attendus de taxe d'habitation et de taxes foncières peuvent alors se résumer comme suit :

	Bases prévisionnelles 2014	Proposition taux 2014	Produits attendus (en euros)
Taxe d'Habitation	31 604 000	6,91 %	2 183 836
Taxe Foncier Bâti	32 214 000	6,33 %	2 039 146
Taxe Foncier Non Bâti	1 594 000	12,24 %	195 106
TOTAL			4 418 088

Le produit de cotisation foncière des entreprises nécessaire à l'équilibre du budget pour 2014 ressort alors à 2 675 686 € (avant allocations compensatrices).

Il vous est donc proposé de fixer le taux d'imposition 2014 de Cotisation Foncière des Entreprises comme suit :

Bases prévisionnelles 2014 de CFE	Taux 2013	Proposition Taux 2014	Produit attendu (en euros)
10 454 000	25,59 %	25,59 %	2 675 686

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

FIXER comme ci-dessus exposé, les taux applicables à chacune des quatre taxes pour 2014.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140424-DEL34-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/04/2014
Publication : 29/04/2014

ETAT DE NOTIFICATION DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2014

I-1 - PRODUIT DE LA COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES (CFE) A TAUX CONSTANT :

	Bases d'imposition effectives 2013 1	Taux d'imposition de 2013 2	Taux d'imposition plafonné pour 2014 3	Bases d'imposition prévisionnelles 2014 4	Produit fiscal de référence (col.4 x col.2 ou col.3) 5	Pour information : Bases de taxe d'habitation relatives aux logements vacants 3b
CFE	10 892 818	25,59	>>>	10 454 000	2 675 686	

I-2 - RESSOURCES TH & TF A TAUX CONSTANTS :

	Bases d'imposition effectives 2013 1	Taux d'imposition ou taux moyens pondérés de 2013 2	Taux moyens pondérés des communes (si fusion) 3	Bases d'imposition prévisionnelles 2014 4	Produit fiscal de référence (col.4 x col.2) 5
Taxe d'habitation	31 181 452	6,91		31 604 000	2 183 836
Taxe foncière (bâti)	31 352 592	6,33		32 214 000	2 039 146
Taxe foncière (non bâti)	1 579 595	12,24		1 594 000	195 106

II - DECISIONS DU CONSEIL DE L'EPCI

11 121 733	-	414 413	-	38 251	-	238 657	-	1 953 406	-	294 900	-	643 944
Produit nécessaire à l'équilibre du budget	Total allocations compensatrices	Produit taxe additionnelle FNB	Produit global des IFR	Produit de la CVAE	Produit de la CVAE	Produit de la CVAE	Produit de la CVAE	Produit de la CVAE	Produit de la CVAE	DCRTP	TASCOM	
444 388	+	444 388	+	2 675 686	+	2 675 686	+	2 675 686	+			
Versement GIR	Prélèvement GIR	Prélèvement GIR	Prélèvement GIR	Produit attendu de la cotisation foncière des entreprises unique	Produit attendu de la cotisation foncière des entreprises unique	Produit attendu de la cotisation foncière des entreprises unique	Produit attendu de la cotisation foncière des entreprises unique	Produit attendu de la cotisation foncière des entreprises unique	Produit attendu de la cotisation foncière des entreprises unique			

2. IMPOSITIONS ADDITIONNELLES (FISCALITE MIXTE)

	Coefficient de variation proportionnelle (à exprimer avec 6 décimales) 6	Taux de référence (col.2, 3 ou 3b x col.7) 8	Taux d'habitation	Taxe foncière (bâti)	Taxe foncière (non bâti)	Produit de CFE unique (col.4 x col.13) Si décision de modifier la durée d'intégration des taux, indiquer ci-contre la nouvelle durée
Produit attendu des taxes d'habitation et foncières 4 418 088	6,91	6,33	6,91	6,33	12,24	2 675 686
Produit de référence des taxes d'habitation et foncières						

EPCI : 011 C AGGLO DU PAYS DE FLERS

ARRONDISSEMENT : 61

TRESORERIE SPL : 034


 Liberté • Égalité • Fraternité
 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 1259 FPU (2)

TAUX

FDL

2014

ETAT DE NOTIFICATION DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2014

III – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

1a. DETAIL DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES¹²

Taxe d'habitation :	361 976
Taxe foncière (bâti) :	22 935
Taxe foncière (non bâti) :	440
Taxe professionnelle / CFE :	
a. Dotation unique spécifique (TP)	24 461
b. Réduction des bases des créations d'établissements	4 601
c. Exonération en zones d'aménagement du territoire	
d. Abattement de 25% en Corse	
Dotation pour perte de THLV :	
1b. CVAE DUE COLLECTEE (pour information) ¹³	1 433 887
Part de CVAE imposée au profit de l'EPCI	

2a. BASES NON TAXEES¹⁴

Bases exonérées par le conseil de l'EPCI

Cotisation foncière des entreprises	8 921	2c. PRODUIT DES IFR ⁵
Bases exonérées par la loi dans certaines zones		Éoliennes & hydroliennes
Taxe foncière (bâti)		Centrales électriques
Taxe foncière (non bâti)	629 106	Centrales photovoltaïques
Cotisation foncière des entreprises		Centrales hydrauliques
Bases exonérées par la loi au titre des terres agricoles	369 095	Transformateurs
2b. CVAE – DEGREVEMENTS ET EXONERATIONS ¹⁵		200 992
CVAE : part dégrevée		Stations radioélectriques
CVAE : part relative aux exonérations compensées	519 519	31 253
CVAE : part relative aux exonérations non compensées		Gaz – stockage, transport...
		6 412

3. ELEMENTS UTILES AU VOTE DU TAUX DE COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES¹⁶

Situation de l'EPCI au regard de la FPU	Taux maximum de droit commun ¹⁵	Taux maximum dérogatoire ¹⁶	Taux maximum avec rattrapage ¹⁷	Taux moyen 75% ¹⁸	Taux maximum avec capitalisation ¹⁹	Taux maximum avec majoration spéciale ²⁰
Première année de FPU						
FPU régime de croisière	25,17	25,59		20,20	25,17	25,69

EPCI à fiscalité professionnelle unique en régime de croisière

Coefficients de variation des taux moyens pondérés des communes membres :

Coefficient de variation du taux moyen pondéré de taxe d'habitation ²¹	Coefficient de variation du taux moyen pondéré des taxes foncières et d'habitation ²²	0,983726	0,991260
---	--	----------	----------

Plafonnement du taux de CFE

Taux moyen pondéré en cas de changement de périmètre ²³	Taux moyen communal 2013 (niveau national) ²⁴	Taux plafond pour 2014 ²⁵
25,69	25,69	51,38

MAJORATION SPECIALE DU TAUX DE CFE¹⁷

Taux moyen pondéré des taxes d'habitation et foncières de 2013 : de l'EPCI	27,33
Taux maximum de la majoration spéciale :	1,28

FLERS

agglomération

SB/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	35	7.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 02 DU 24 AVRIL 2014

10 questions, numérotées de 27 à 36

DELIBERATION

TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES TAUX TEOM A APPLIQUER EN 2014 REOM

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompierre), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAÏRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVEE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompierre), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaire absent	Suppléant présent	Questions

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Daniel BIGEON	Bruno LOUISE	27
	Gaëlle PIOLINE	Sonia LAFAY	27 à 32
	Jean CHATELAIS	Irène COJEAN	
	Lori HELLOCO	Yves GOASDOUE	Ensemble de la séance
	Patrick LESELLIER	Serge HAMEL	
	Jean-Marie POTHE	Hervé LEMANCEL	

Excusé : /

Absents : Laurent JUMELINE (27) ; Michel DUMAINE (27 et 28) ; Claude GASNIER (27 à 35)

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53	27	44	50
Quorum : 27	28	46	51
	29 à 32	47	52
	33 à 35	49	52
	36	50	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
18.04.14	18 h 35	Alain MAUGER	20 h 22	30.04.14	29 AVR. 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



www.agglomeration-flers.fr

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	35	7.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par

Serge HAMEL

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
FINANCES					
CONSEIL	Séance	02	24.04.14	N° d'ordre 9	N° délibération 35

OBJET	TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES – TAUX TEOM A APPLIQUER EN 2014 - REOM
-------	---

MG/EA

Chers Collègues,

Suite à la fusion de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, de la Communauté de Communes de la Haute Varenne et du Houlme et de Landisacq, la CAPF dispose d'un délai de 2 ans pour harmoniser son régime de financement pour la collecte et le traitement des ordures ménagères.

Ainsi, la CAPF devra délibérer, avant le 15 octobre 2014, pour choisir le régime de financement définitif s'appliquant sur son territoire et éventuellement définir des zones sur lesquelles des taux différents pourront être appliqués en vue de proportionner le montant de la taxe en fonction de l'importance du service rendu et de son coût.

Dans l'attente de disposer d'éléments de décision fiables et concrets, il vous est proposé de figer les dispositifs préalablement existant en 2012 et en 2013. Ainsi, continueront de s'appliquer les régimes antérieurs sur chacun des territoires des EPCI préexistants.

La CAPF est ainsi découpée en 6 zones distinctes (Landisacq, ex-Communauté de Communes de la Haute Varenne et du Houlme et les 4 zones de l'ex-CAPF). Le taux de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères appliqué sur chacune de ces zones sera calculé, par le rapport, entre le coût du service déterminé par le SIRTOM pour 2014 et les bases prévisionnelles 2014 notifiées par la Direction Départementale des Finances Publiques.

Les taux applicables en 2014 qui en découlent sont les suivants :

Zone	Communes	Régime	Taux 2013	Produit levé en 2013	Produit attendu en 2014 (notifié par le SIRTOM)	Bases prévisionnelles 2014	Taux 2014
1	Flers, Caligny	TEOM	8,45 %	1 457 113	1 488 457	17 406 010	8,55 %
2	La Lande Patry, St Georges, La Selle la Forge	TEOM	8,93 %	401 728	410 370	4 616 762	8,89 %
3	Aubusson, La Bazoque, Cerisy, La Chapelle au Moine, La Chapelle-Biche, Landigou, Montilly, St Clair de Halouze	TEOM	10,12 %	221 888	226 661	2 236 573	10,13 %
4	Saint Paul	TEOM	9,37 %	29 584	30 220	323 590	9,34 %
5	Communes de l'ex CCHVH	TEOM	14,07 %	532 370	578 192	3 909 719	14,79 %
6	Landisacq	REOM	/	50 282	51 256	/	/
TOTAL				2 692 966	2 785 156	28 492 654	

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	35	7.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

Concernant les tarifs de redevance ordures ménagères applicables sur la commune de Landisacq, ils sont actualisés proportionnellement à l'évolution du produit attendu 2014, par rapport au produit réalisé en 2013, soit le résultat suivant :

	Tarifs 2013	Produit 2013	Tarifs 2014	Produit 2014 attendu
Foyer 1 personne	98,44 €	50 282 €	100,35 €	51 256 €
Foyer 2 personnes	164,40 €		167,58 €	
Foyer 3 personnes et +	185,30 €		188,89 €	
Résidences secondaires	98,44 €		100,35 €	
Commerces et profession lib.	98,44 €		100,35 €	
Entreprises	210,64 €		214,73 €	

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

1 - APPROUVER le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères 2014 : **2 785 156 €.**

2 - APPROUVER le produit de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères 2014 : **51 256 €.**

3 - FIXER les taux 2014 de la TEOM à :

- ✓ **8,55 %** pour la zone 1
- ✓ **8,89 %** pour la zone 2
- ✓ **10,13 %** pour la zone 3
- ✓ **9,34 %** pour la zone 4
- ✓ **14,79 %** pour la zone 5

4 - FIXER les tarifs 2014 de la REOM applicables sur Landisacq comme suit :

	Tarifs 2014
Foyer 1 personne	100,35 €
Foyer 2 personnes	167,58 €
Foyer 3 personnes et +	188,89 €
Résidences secondaires	100,35 €
Commerces et profession lib.	100,35 €
Entreprises	214,73 €

ADOpte A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES. UNE ABSTENTION, celle de Catherine HAVAS.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140424-DEL35-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/04/2014
Publication : 29/04/2014

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
ETAT DE NOTIFICATION DES BASES D'IMPOSITION PREVISIONNELLES
A LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES

TAXE INSTITUTEE PAR L'EPCI

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION : 011 C AGGLO DU PAYS DE FLERS

Bases exonérées sur délibération : 874 567
Pas de plafonnement institué : >>>>>>>>
Coefficient : >>>>>>>>
Bases définitives de l'année précédente : 28 089 925
Bases prévisionnelles d'imposition : 28 492 654

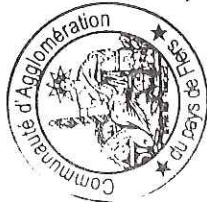
Annexe à la délibération n° 35
du CC n° 02 en date du 26.06.16

I-COMMUNES DONT LES TAUX TEOM NE SONT PAS EN COURS D'HARMONISATION PROGRESSIVE
=====

ZIP	BASES PREVISIONNELLES	TAUX	PRODUITS ATTENDUS
05 ZONE EX HTE VARENNE	3 909 719	14,73 %	578 227

A ALENCON , le 10 mars 2014
Le Directeur Départemental des Finances Publiques,
MARC BEREAU

A FLERS , le 26/06/2016
Le Président,

Le Président,

Yves GOASDOUE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION : 011 C AGGIO DU PAYS DE FLERS

1259 TEOM - I

COMMUNES	Zone Intercommun. de Percept.	Zone Infra Communale	BASES D'IMPOSITION PREVISIONNELLES	TAUX VOTE	PRODUIT ATTENDU
011	03	P	221 154	10,13%	22 403
030	03	P	112 185	10,43%	11 364
070	01	P	490 643	8,55%	41 950
078	03	P	349 103	10,13%	35 364
094	03	P	306 049	10,13%	31 003
095	03	P	246 321	10,13%	24 952
169	01	P	16 915 367	8,55%	1 446 264
218	02	P	1 198 218	8,89%	106 522
221	03	P	220 152	10,13%	22 301
287	03	P	348 098	10,13%	35 262
376	03	P	433 511	10,13%	43 925
391	02	P	2 520 971	8,89%	224 114
443	04	P	323 590	9,34%	30 223
466	02	P	897 573	8,89%	79 796

A ALENCON , le 10 mars 2014

A

, le

FLERS

, le 24/04/2014

Le Directeur Départemental des Finances Publiques,

Le Préfet,

Le Président,

MARC BEREAU

FLERS

agglomération

SB/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	36	8.8	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 02 DU 24 AVRIL 2014

10 questions, numérotées de 27 à 36

DELIBERATION

REPRESENTATIONS PERMANENTES – ENTENTE ENTRE LE SYNDICAT MIXTE DE RESTAURATION DE LA HAUTE ROUVRE ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS DESIGNATION DE 3 MEMBRES

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompierre), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompierre), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaire absent	Suppléant présent	Questions

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Daniel BIGEON	Bruno LOUISE	27
	Gaëlle PIOLINE	Sonia LAFAY	27 à 32
	Jean CHATELAIS	Irène COJEAN	
	Lori HELLOCO	Yves GOASDOUE	
	Patrick LESELLIER	Serge HAMEL	Ensemble de la séance
	Jean-Marie POTHE	Hervé LEMANCEL	

Excusé : /

Absents : Laurent JUMELINE (27) ; Michel DUMAINE (27 et 28) ; Claude GASNIER (27 à 35)

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53	27	44	50
Quorum : 27	28	46	51
	29 à 32	47	52
	33 à 35	49	52
	36	50	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
18.04.14	18 h 35	Alain MAUGER	20 h 22	30.04.14	30 AVR 2014

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage – Thématique

2. Registre – Chemise Conseil – R.A.I. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	24.04.14	36	8.8	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par

Omar AYAD

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
DEVELOPPEMENT DURABLE ENVIRONNEMENT					
CONSEIL	Séance	02	24.04.14	N° d'ordre	N° délibération
				10	36

OBJET

REPRESENTATIONS PERMANENTES - ENTENTE ENTRE LE SYNDICAT MIXTE DE RESTAURATION DE LA HAUTE ROUVRE ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS - DESIGNATION DE 3 MEMBRES

BP/EA

Chers collègues,

Par délibération n° 247 du 26 novembre 2013, la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers a formé une entente avec le Syndicat Mixte de restauration de la Haute Rouvre.

Cette entente a pour objectif de poursuivre les travaux de restauration des cours d'eau mais également d'étendre les travaux aux problématiques de l'entretien, de l'érosion des sols, du transfert de Matières En Suspension (M.E.S.) et de pesticides et de la lutte contre les rongeurs.

Cette entente permet au syndicat de la Rouvre d'intervenir sur l'ensemble des communes de la C.A.P.F. présentes sur le bassin versant de la Rouvre (Bellou en Houlme, Landigou, Flers, la Selle la Forge, Echallou et Saires la Verrerie).

Suite aux élections municipales, il convient de procéder à la désignation des 3 nouveaux membres de la CAPF.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

DESIGNER une commission spéciale de 3 membres, qui formera avec les représentants désignés du Syndicat de la Rouvre, la conférence en charge du suivi des actions.

Sont élus par 53 voix sur 53 suffrages exprimés :

1 - Omar	AYAD
2 - Jean-Marie	GAUDIN
3 - Gérard	BERNET

ADOpte A L'UNANIMITE.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140424-DEL36-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/04/2014
Publication : 30/04/2014



Le Président,

Yves GOASDOUE